



Fonds de Cohérence pour la Stabilisation (FCS)

République Démocratique du Congo (RDC)

RAPPORT PÉRIODIQUE COUVRANT LA PERIODE 01 JANVIER – 30 JUIN 2019

Titre du Programme : Tujenge Pamoja kwa Ajili ya Amani - Construisons ensemble pour la Paix !	Numéro du Programme (le cas échéant) Numéro de référence du projet au MPTF :
Entités participantes de l'ONU : Liste des entités ayant perçu des fonds directement du MPTF dans le cadre du Programme :	Partenaires d'exécution : Gouvernement : STAREC MONUSCO : SSU ONG Nationales : SOFAD ; Groupe Milima ; IFDP ; APDIK ; UGEAFI ; ADEPAE ; RIO ; SVH ; CARITAS UVIRA Entreprises privées : ---
Budget total du Programme (en USD): 7.000.000 \$ Fonds de Cohérence pour la Stabilisation : 7.000.000 \$ Contributions propres : Autres Contributions :	Durée du Programme : Durée totale : 30 mois Date de démarrage : 01/07/2017 Date de fin prévue à l'origine : 30/06/2019 Date de fin actuelle 31/12/2019
Évaluation du Prog/Examen/Éval. À mi-parcours Évaluation du rapport à mi-parcours - <i>veuillez joindre le document le cas échéant</i> <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non Date : x Évaluation finale – <i>veuillez joindre le document le cas échéant</i> <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non Date :	Rapport soumis par : Nom : Lucy Williams Titre : Chef du Projet Organisation participante (principale) : International Alert (Alert) E-mail: lwilliams@international-alert.org Nom : George Ndikintum Titre : Directeur du Pays à l'intérim Organisation participante : International Alert E-mail: GNdikintum@international-alert.org

TABLE DE MATIERES

PARTIE 1 – LES PROGRES	3
Objectif Spécifique 1	Error! Bookmark not defined.
Objectif Spécifique 2	34
Objectif Spécifique 3	25
Objectif Spécifique 4	34
Objectif Spécifique 5	46
PARTIE 2 – PERCEPTIONS D’IMPACT	54
PARTIE 3 - ÉTAT D’AVANCEMENT DES ALLOCATIONS BUDGÉTAIRES ET DU PROCESSUS DE GESTION	57
PARTIE 4 – EVALUATION DU RAPPORT	59
ANNEXES – CADRE LOGIQUE	61


Objectif Spécifique 1 : Des solutions de paix concertées identifiées au sein des structures de paix communautaires sont mises en œuvre

Synthèse des évolutions dans le contexte

Dans les six mois passés, le contexte politique était marqué par les résultats des élections nationales contestés à travers lesquels Président Félix Tshisekedi a été élu et confirmé comme Président par le Commission Electoral National Indépendant (CENI) le 25 janvier 2019. Sous le leadership de Tshisekedi, il semble que l'espace politique de la RDC est en train de s'ouvrir. Dans son discours inaugural, il s'est engagé à libérer les prisonniers politiques, à fermer les centres de détention et à permettre aux hommes politiques exilés de rentrer chez eux. Il a fait des progrès dans la réalisation de toutes ces promesses – par exemple, le retour en mai 2019 de l'ancien gouverneur de Katanga, Moïse Katumbi, qui a essayé de postuler comme candidat dans les élections présidentielles en 2018 après certaines poursuites de fraude ont été abandonnées par les cours en RDC. Cependant, la résistance de la coalition du Front commun du Congo (FCC), appuyé par l'ancien Président Joseph Kabila, est forte. La coalition a remporté une majorité parlementaire lors des élections législatives, dont les résultats ont également été contestés. Les trois groupes constitutifs de la FCC contrôlent près des trois quarts - 346 sur 500 - des sièges à l'Assemblée nationale. Au moment de la rédaction de ce rapport, le gouvernement n'a pas été déjà annoncé.

La province du Sud-Kivu en général et plus particulièrement la zone prioritaire, est caractérisée par les dynamiques de conflit suivantes : dilemmes sécuritaires, l'accès et le contrôle de la terre, la mobilisation autour de l'identité et l'accès au pouvoir, l'exploitation d'autres ressources naturelles et la présence des dynamiques régionales. Les interactions de ces dynamiques de conflit créent d'importants problèmes sécuritaires et de protection (avec un impact négatif sur les activités économiques), ainsi que la cristallisation des tensions intra et intercommunautaires autour de l'identité ethnique, de la détention du pouvoir, et de l'accès à la terre. La lutte de pouvoir pour le contrôle de la Chefferie de la Plaine recouvre de multiples enjeux fonciers et économiques qui se déclinent dans la recherche du contrôle des ressources naturelles. Cette situation a créé des importants dilemmes sécuritaires car la population vit dans l'insécurité permanente et subit cycliquement les conséquences des tensions et violences entre les deux groupes en conflit, Barundi et Bafuliiru. Dans les hauts plateaux et plus particulièrement dans le secteur d'Itombwe, les conflits intercommunautaires entre Babembe et Banyamulenge pour le contrôle des ressources naturelles et l'accès au pouvoir assument souvent trait ethnique. La faible présence et capacité de l'Etat à remplir ses missions régaliennes et à satisfaire les besoins de la population présente des conséquences énormes sur tous les plans. La population se sent livrée à elle-même et essaye de trouver ses propres solutions à ces enjeux. Le plus souvent, elle fait recours aux groupes armés et d'autres groupes d'auto-défense locale qui prétendent défendre les intérêts de l'une ou de l'autre communauté. Les jeunes et les femmes sont les principales victimes des conséquences liées à cette situation. Des cadres d'expressions pour les jeunes et les femmes sont limités ou quasi inexistantes.

Entre février et juin, il y a eu une augmentation d'insécurité dans les hauts plateaux, avec des affrontements entre les groupes armés alliés aux Banyamulenge et les groupes armés alliés contre (notamment les Bafuliiru et les Babembe), soutenu de chaque côté par des autres groupes armés qui ont des liens aux pays voisins de Rwanda et Burundi et qui sont positionnés l'un contre l'autre.

Résultat 1.1 – Plans d'action conjoints, inclusifs et sensibles au genre développés et approuvés par les représentants des communautés, et les autorités traditionnelles et formelles.	Etat
	

L'étude de base du projet a montré qu'avant le projet, 53% des membres de la population ciblée dans la zone prioritaire connaissent une structure de paix et parmi eux, 29% ont participé activement dans ces structures, dont 35% étaient des femmes. 52% des répondants ont reporté que ces plateformes représentent bien ou assez bien les intérêts des différents groupes ethniques. A travers le projet, la participation des

communautés différentes dans ces processus de dialogue à travers les structures locales a augmenté dans la recherche action participative qui a été fait pendant le dernier semestre, 100% des acteurs du conflit¹ ciblés provenance des communautés différentes dans la zone ont participé dans les récolte des données et discussions communautaires pour identifier les conflits prioritaires dans leurs zones, les facteurs principales qui contribuent à ce conflit et des pistes des solutions pour les résoudre.

Pendant ce semestre, on marque une augmentation importante dans l'implication des différentes communautés et acteurs dans le processus de dialogue et élaboration d'un plan d'action conjoint ; À travers un dialogue intercommunautaire organisé dans le cadre du projet, six communautés (Banyamulenge, Bafuliuru, Babembe, Banyindu, Bavira, Bambuti)² qui ont été touchées par les conflits récurrents dans la région, ont trouvé des intérêts communs lié à la gouvernance et à la sécurité à Bijombo et dans les hauts plateaux des territoires de Fizi, de Mwenga/ Secteur d'Itombwe et d'Uvira, et ont signé un acte d'engagement à travailler ensemble pour une solution au conflit. Parmi les 160 personnes qui ont participé au dialogue, chaque communauté a envoyé une délégation de 10 personnes (10 hommes) dont 9 provenaient de Bukavu, Uvira et dans les hauts plateaux et un délégué de chaque communauté en provenance de Kinshasa. Des représentants des autorités politiques et coutumières de Bijombo, au niveau territorial, au niveau provincial et au niveau national ont aussi pris part à ce dialogue. Cette participation était un facteur important dans la réussite du dialogue et montre que le processus était participatif³ et ancrées dans les communautés. Les cahiers des charges et la nomination des représentants présente au dialogue ont été fait à travers des mini-dialogues (5 en total, un par communauté), qui ont donné une crédibilité au processus et a encouragé les représentants des communautés qui ont participé dans le dialogue d'organiser des séances de restitution à leur retour. Autres séances de restitution sont planifiées entre juillet et octobre au niveau communautaire à Uvira, à Bukavu, et à Kinshasa

Le fait que le dialogue a été tenu est un résultat très important dans le contexte d'aujourd'hui étant donnée les hauts niveaux de l'insécurité et de méfiance qui ont caractérisé la zone pendant les six derniers mois et quelque chose qui était, selon certains participants notamment les Bafuliuru et les Banyindu qui avaient trop de réserves par rapport à leurs participations au dialogue. La méfiance entre ces communautés est profondément enracinée depuis plus de 30 ans des conflits pour la lutte de pouvoir politique pour le contrôle de la région par les communautés ethniques. Le rassemblement des représentants communautaires dans la même salle pour 4 jours pour discuter leurs cahiers des charges est un résultat soi-même, évidence par le fait que à certains moments pendant le dialogue certains communautés (les Banyamulenge et les Bavira) ont quitté des négociations pour montrer leur position sur les points sensibles qui ont été demandés par les autres communautés. Ce comportement était une partie importante du processus, qui était suivi étroitement par les autres membres des communautés de Bijombo, Uvira, Bukavu et Kinshasa à travers le media, et devant lesquels les représentants présents au dialogue sont redevables. Même si ces réunions ont été imprévues, c'était important de donner à ces communautés l'espace et le temps de reconsidérer leurs positions et trouver des concessions entre eux pour qu'ils puissent rester dans le processus de paix.

Dans l'acte d'engagement, toutes les communautés ont demandé :

- Aux acteurs armés qui dont présentement en train de se débattre et de provoquer des déplacements massifs des populations ainsi que la destruction des villages dans les moyens et hauts plateaux des territoires de Fizi, de Mwenga e d'Uvira (Itombwe), de procéder à un cessez-le-feu immédiat et sans condition au nom du respect de la vie humaine et de la paix ;

¹ Indicateur 1.1.b du cadre logique

² 1 représentant de la communauté Bashi invité, mais n'a pas participé (selon par le en 2018, les Bambuti et Bashi ne sont pas touchés directement par ces conflits contrairement aux autres communautés citées

³ Il faut noter que nous ne pouvons pas faire une analyse de l'indicateur « % d'hommes et de femmes "totalement d'accord"/"pas d'accord" sur le fait que les processus de stabilisation locaux affrontent les questions les plus pertinentes pour eux (noté sur 5, ventilées par sexe et sous-zone prioritaire) » (Indicateur 1.1_iii), **Espace sûr** : Mesure dans laquelle les participant(e)s1) dans les mécanismes de supervision/plateformes de dialogue se sentent à même d'exprimer leurs points de vue sans peur de critiques ou représailles (Indicateur 1.2.1_i (b)); et **Habilitation** : Mesure dans laquelle les participant(e)s1) sont habilités à participer aux processus démocratiques liés à la stabilisation (évalué par rapport aux trois dimensions de l'habilitation politique parce que ces indicateurs seront collectés par HHI et on attend leur rapport à jour sur cet indicateur.

- Au gouvernement provincial du Sud-Kivu d'organiser un dialogue dans l'urgence et directe entre les parties prenantes engagées dans cette escalade de violence, excepté les groupes armés étrangers qui doivent être traqués et neutralisés ;
- Au gouvernement et organisations humanitaires une aide humanitaire d'urgence.

L'acte d'engagement a aussi certains préalables présentés par chaque communauté qui doivent continuer d'être le focus des dialogues suivantes. Ces préalables montrent les lignes du conflit dans les hauts plateaux ; par exemple le Babembe a demandé une annulation du décret créant la commune de Minembwe, et ont utilisé des phrases comme « les Banyamulenge devrait abandonner leur plan de la déstabilisation des autres communautés » ; et le Banyamulenge a demandé aux autres communautés « d'arrêter la politique de coalition de tous contre un ». Les Bavira ont demandé aux autres communautés de respecter le pouvoir coutumier des Bavira, alors que les Banyindu ont demandé aux autres communautés de respecter leur chef du groupement. Certaines demandes peuvent être adressées à travers les recommandations du plan d'action qui va focaliser sur le renforcement de la cohabitation pacifique et plus de transparence dans le gouvernance sécuritaire et la gestion du pouvoir dans la zone. Le contenu de l'acte d'engagement explique clairement le besoin de continuer à renforcer la confiance entre les communautés, surtout la division générale entre Bafuliiru/ Babembe/ Bavira contre le Banyamulenge et vice versa.

Il n'était pas possible d'élaborer les 8 plans d'action proposés⁴ dans le cadre logique pour deux raisons principales : suite aux missions de suivi et pour des raisons d'efficacité, nous avons décidé, en collaboration avec les partenaires, SSU et STAREC, de focaliser sur un seul processus (et donc seulement un plan d'action) étant donné le temps qui reste pour la fin du projet⁵. Deuxièmement, les négociations entre les communautés ont pris plus du temps que prévue pendant le dialogue, étant donnée le contexte tendancieux à Minembwe. Cependant, les éléments de l'acte d'engagement pouvant permettre l'élaboration d'un plan d'action ont été identifiés dans cet acte d'engagement et les cahiers de charges présentés par les différentes communautés. Au mois de juillet, le consortium va travailler et faciliter un processus d'élaboration de plan d'action inclusif, avec les facilitateurs communautaires, les co-moderateurs du dialogue, les autorités et leaders influents, basé sur l'acte d'engagement. Le plan d'action sera validé par les membres des différentes communautés, et particulière auprès des femmes qui n'ont pas été fortement représentées dans le dialogue (voir l'**analyse genre** ci-dessous, p. 13). Avec les 40% du budget sur le genre, nous avons formé les co-moderateurs dans la mobilisation inclusive et sensible au genre et on a produit des émissions radios pour renforcer la participation des femmes dans les mini-dialogues et les restitutions du dialogue au niveau communautaire. Cependant, le nombre des femmes qui ont été élues pour représenter leurs communautés était très bas. C'est un signal que plus de travail doit être fourni avec les leaders sur l'importance de la présence des femmes dans les conseils de direction et postes de décision, et les avantages d'avoir plus des femmes dans ces structures. Le projet a essayé de travailler avec les femmes leaders et a tenu quelques réunions à travers les co-moderateurs pour essayer de convaincre les communautés de changer leurs listes des représentatives pour inclure plus des femmes. Cependant, les leaders communautaires se sont révoltés et ont accusé le projet d'essayer d'imposer certains représentatives alors que c'était leur droit de choisir leurs propres représentatives. Etant donné la sensibilité de la situation – et le fait qu'ils voient la présence des femmes dans le conseil des représentatives comme une faiblesse qui va donner les autres communautés l'opportunité d'imposer leur agenda. Ils n'étaient pas prêt à changer leurs positions.

Produit 1.1.1 Le processus de dialogue est inclusif et participatif.

Il sied de signaler que les us et coutumes rongent toujours la zone du projet, étant donné que le plan d'action sera élaboré en plaine atelier par les co-moderateurs et les facilitateurs communautaires, ainsi pour l'équilibre genre, étant donné qu'aucune femme n'est dans les deux catégories, chaque communauté va déléguer une femme qui sera insérée directement dans le comité de suivi. Soulignons qu'avant ce dialogue, il y a eu les restitutions et les mini-dialogues et les femmes ont été invitées à prendre part dans les activités. Etant donné que ces activités ont été menées dans les entités coutumières et où les us et coutumes priment, pour permettre aux femmes de s'exprimer librement, les partenaires ont organisé des focus groupes homogènes, ce qui a permis aux femmes de donner les avis et orientations par rapport au dialogue.

⁴ Indicateur 1.1.1_i du cadre logique

⁵ Ca sera réfléchi dans le cadre logique révisé qui ont été soumis et approuvés pour la période d'extension sans couts (juillet – décembre 2019)

Le dialogue a été reporté vers la fin du mois de juin pour permettre l'appropriation par le nouveau gouverneur de province Sud Kivu. C'est seulement le 7 mai après une série d'ordonnances portant investiture des gouverneurs et Vice-gouverneurs des provinces signée début mai par le président de la République Tshisekedi que le Gouverneur du Sud-Kivu, Théo Ngwabidje Kasi est arrivé à Bukavu pour prendre possession de ses fonctions. Cette appropriation était très importante pour l'implication des autorités de différents niveaux dans le processus et sera pour le suivi du plan d'action qui sera élaboré sur base de l'acte d'engagement signé (voir résultat 1.3 ci-dessous).

Cependant, le consortium a trouvé deux barrières dans l'élaboration de ces plans d'action. L'engagement des communautés d'impliquer plus de femmes parmi les délégations au dialogue (Voir la partie « **genre** » page 13 ci-dessous pour l'analyse de cette barrière). Pour résoudre la question de l'absence des femmes, nous nous sommes convenus avec les membres des communautés qu'à chaque fois il y avait une activité, ces dernières devront envoyer une liste des participants qui tiendra compte de la participation de 40% des femmes. Cette liste sera approuvée par les partenaires et Alert avant la tenue de l'activité. Le deuxième défi était la gestion de dynamiques du pouvoir entre les représentants des communautés qui sont venus de Bijombo et les ceux qui sont venus de Kinshasa (voir la partie « **défis et mitigation** » page 12 ci-dessous pour plus de contexte sur).

Résultat 1.2 – Mécanismes de résolution de conflits au niveau communautaire inclusifs et participatif établis	Etat

Au début du projet, l'étude de base a noté l'existence de certaines structures communautaires pour la résolution des conflits, mais que ces structures n'étaient pas coordonnées ou bien coordonnées ni consistent dans la manière dans laquelle ils ont traité des conflits. 43% de la population ciblée ont répondu pendant l'étude de base qu'ils utilisent ces structures pour résoudre leurs conflits, une grande majorité de la population ont continué à utiliser les services étatiques pour la résolution de leurs conflits y compris des conflits de petite échelle entre des voisins par exemple au sein de ménage. Ils ont reporté que la résolution des conflits à travers ces structures étatiques a pris beaucoup de temps, entre temps normalement les conflits deviennent plus compliqués et intenses. A travers le projet, 26 mécanismes de dialogue sont opérationnels aujourd'hui dans la zone prioritaire, regroupant 561 personnes dont 315 hommes et 246 femmes. Pour encourager les femmes, il y a aussi 20 groupes de dialogues sur le genre (12 hommes et 8 femmes) qui implique certains membres de ces structures et qui font la sensibilisation auprès des autres structures de dialogue pour renforcer la participation des femmes (voir objectif 5 ci-dessous). A Kamanyola, le projet a appuyé les femmes leaders à mener un plaidoyer pour l'intégration des femmes dans la gestion du groupement. Mais aussi, les femmes leaders sont mixés avec les hommes pour la médiation d'un ou des conflits récurrents dans la zone et qui peuvent avoir un impact négatif sur le genre et une connotation intercommunautaire.

L'inclusivité, l'accessibilité et l'efficacité de ces structures sont montrées par les nombres des conflits que les membres de la communauté ont présentés devant eux pendant ce semestre, et le pourcentage de ces cas qui a été résolu. Entre janvier et juillet 2019, 620 conflits ont été identifiés, dont 376 ont été résolus (61%)⁶ par des structures communautaires de paix, y compris les CCI, les comités mixtes, les GRFs⁷, les NCIs, et les forums de groupement. Il faut noter que le projet a dépassé la cible parce qu'il prend compte des conflits locaux ; parmi des « grands » conflits, on a décidé de focaliser seulement sur le cas de Bijombo (voir R1.1). Le projet a alors dépassé considérablement le cible de 10 conflits.

Tableau 1 : Nombre des conflits identifiés et résolu par type				
Type de conflit	Cas identifié	Cas résolu	Cas référés aux services compétents	Cas en cours de médiation

⁶ Indicateur 1.2.b du cadre logique

⁷ Groupes de résolution des conflits foncières

Les conflits inter et intracommunautaires	47	35	0	12
Les conflits d'intérêts économiques	109	41	60	8
Les conflits fonciers	116	82	13	21
Les conflits agri éleveurs	243	159	38	46
Les conflits des ménages	84	45	35	4
Les conflits liés à l'héritage	19	13	5	1
Autres	2	1	0	1
TOTAL	620	376	151	93

Le projet a connu une augmentation de nombre des membres de communautés qui ont fait recours aux structures locales de paix pour résoudre pacifiquement leurs conflits⁸ – pendant le dernier semestre (juillet – décembre 2018) 127 conflits ont été identifiés et pendant ce semestre (janvier et juin 2019), 620 conflits ont été identifiés. Même si cet indicateur sera mesuré à la fin du projet, les analyses anecdotiques collectées par les membres de consortium suggèrent qu'à travers les actions de médiations menées par les NCI, CCI, les membres des communautés ont réduit sensiblement le recours aux institutions juridiques pour les cas de conflit non-criminel ; ils utilisent les structures locales de paix dans la résolution de leurs différends, selon le témoignage du chef du groupement de Kamanyola pendant une visite de suivi menée en mai 2019. Cette pratique permet les services étatiques de traiter des cas criminels qui demandent de leurs prérogatives, et les cas non criminels sont résolus plus rapidement à travers le dialogue qui donne des résultats avantageux. Certains services étatiques qui ont un mandat à résoudre les conflits sollicitent aussi le concours de membres des structures locales de paix. Par exemple, ce semestre les FARDC à Bijojo ont demandé que le NCI facilite une médiation entre eux et les membres de la communauté sur le rapportage des cas d'incidents sécuritaires en coordination avec la cellule « coordination civilo-militaire » des FARDC. Le NCI était considéré comme une structure neutre et crédible par les FARDC à Bijojo. Les représentants de la communauté sont arrivés à convoquer une réunion de médiation qui a abouti à un engagement des deux côtés travailler ensemble sur le rapportage et la prévention des cas d'insécurité à Bijojo.

Produit 1.2.1 Les membres des plateformes de dialogue ont des connaissances accrues sur l'utilisation du dialogue comme méthodologie de résolution pacifique des différends

Le professionnalisme avec lesquels ces structures et les structures étatiques traitent des conflits ont aussi augmenté pendant la période de rapportage. 195 membres des structures de paix et structures étatiques (dont 139 hommes et 57 femmes) ont été formés sur la résolution de conflits entre mars et juin 2019⁹. C'était difficile d'identifier des femmes parmi les structures étatiques dans les zones cibles, où la plupart des positions sont occupées par des hommes. Cependant, le projet continue à faire des sensibilisations auprès des autorités pour encourager plus de femmes à prendre des positions de décision à travers les activités des plaidoyers et des sensibilisations menées par SOFAD dans la même zone (voir les résultats d'objectif 5). Les formations n'ont pas eu lieu à Itombwe à cause des affrontements qui se sont tenus dans le contexte entre mars et juin 2019 entre la coalition des groupes armés Bembe, Nyindu et Fuliiru contre les jeunes Twigwaneho soutenus par le groupe armé Gumino. Une situation qui a dégénéré qui a amené une fuite de la population vers Minembwe et d'autres territoires voisins entre mars et juin.

Tableau 2 : # des membres des structures de paix, des structures étatiques formés sur les thématiques clés de la résolution de conflit

Sites	Structures de paix			Structures étatiques			Total		
	T	H	F	T	H	F	T	H	F

⁸ Indicateur 1.2.c du cadre logique

⁹ Indicateur 1.2.1.a du cadre logique

Plaine	110	71	39	6	6	0	116	77	39
Lemera et Kigoma	74	56	18	5	5	0	79	61	18
Total	184	127	57	11	11	0	195	138	57

C'est important à noter que 11 participants de dialogue à Uvira le 25 – 28 juin (mentionné ci-haut) était aussi des membres de structures communautaires (CCI et NCI ou CLSP, fora des groupements). Au cours du dialogue, ces acteurs ont utilisé les capacités qu'ils ont accru à travers les formations, pour rassurer les participants au dialogue à continuer avec le processus et de rétablir l'entente et la collaboration pendant les séances.

15 émissions radios sur la non-violence et la cohabitation pacifique¹⁰ produits par ces structures ont facilité une grande participation dans le processus de dialogue, et assurer que tous les différents éléments des communautés et les personnes éloignées et/ ou désenclavées comprennent les objectifs du dialogue et le contenu de l'acte d'engagement¹¹.

Les programmes des émissions ont compris des messages de paix, de tolérance et d'acceptation mutuelle, la coexistence pacifique et le rapprochement intercommunautaire en langue locale. L'objectif des émissions étaient de mobiliser les membres des communautés et les églises locales à sensibiliser les autres membres de leurs communautés pour prendre des actions d'éviter la propagation de violence dans leurs villages. Ces messages radio ont contribué à changer les perceptions des communautés en faveur de la cohabitation pacifique et de participer dans les activités de dialogue dans leurs communautés. Après les messages radio, les membres des communautés qui vivent dans les zones d'affrontement se sont retrouvé autour d'une table à Abala et à Katanga pour définir les stratégies de la stabilisation de la zone. Ils ont élaboré leurs messages de apix locales et des actions a mener ensemble dans la communauté pour sensibiliser des autres membres des communautés. A travers ces assises, la zone a aspiré à un apaisement à travers la cohabitation pacifique entre les différentes communautés¹².

Les émissions de mai et juin ont aussi encouragé une grande participation des membres des communautés dans les étapes préparatoires, comme les mini-dialogues et la restitution de la recherche sur Bijombo. Cette participation est importante parce que ça permet les membres des différentes communautés de faire leur propre analyse du processus du dialogue, au lieu d'être manipulé ou influencé par des « spoilers » qui sentent menacé par la stabilisation. Comme ça, le projet peut réduire l'impact des spoilers sur le processus et faciliter un environnement favorable pour la mise en place du plan d'action qui est connu par plus des membres communautaires. 12 des émissions ont été focalisées sur la processus du dialogue – donc les résultats de RAP, l'objectif des mini dialogues intracommunautaire et comment les cahiers des charges ont été utilisé dans le dialogue intercommunautaire, ainsi que la cohabitation pacifique et la résolution pacifique des conflits ; en totale les émissions ont été diffusés 232 fois en total entre janvier et juin 2019 (voir le tableau ci-dessous) à Uvira, Kamanyola, Lemera et Sange¹³.

Tableau 3 : # des émissions produits et diffusées entre janvier et juin 2019			
Partenaire	# émissions produits	Radios de diffusion	# émissions diffusées
RIO	6	Radio Communautaire de Lemera	16

¹⁰ Indicateur 1.2.1.c du cadre logique

¹¹ Le suivi de ces émissions est fait à travers les focus group discussions qui sont organisé dans les communautés semestriellement et réunions avec les bénéficiaires directs : pour les membres de la communauté nous les demandons ou est c'est qu'ils ont attendu parler du projet, activités de Tujenge, il y a une assertion pour « La radio ».

¹² Indicateur 1.2.1.d du cadre logique

¹³ La cible de cet indicateur a été dépassé considérablement parce que c'était possible de négocier avec les radios à diffuser beaucoup plus des émissions que prévu au début du projet ; par exemple à part les heures convenues pour la diffusion de ces émissions, certaines radios émissions quand ils un vide dans leur programme

		Radio Rurale de Sange	16
ADEPAE	9	Flash Kamanyola	40
		Radio communautaire de Luvungi	40
		Radio communautaire de Sange	40
		Radio Tuungane de Minembwe	40
		Radio le messenger d'Uvira	40
TOTAL	15		232

Une visite de suivi et d'évaluation qui a été faite en mai 2019 par Alert a confirmé que toutes les structures contactées disent s'engager dans la transformation de conflit dans leurs zones respectives¹⁴. Pendant les deux années, une fondation solide a été mise en place pour la durabilité des structures – elles ont été formées sur différentes thématiques de résolution pacifiques de conflits, et ils sont en contact permanent avec les autorités locales qui appuient leurs activités. Dans certains cas, les autorités sont elles-mêmes des membres de ces structures, qui facilitent l'interaction entre les structures et les autorités locales. Pour la pérennisation de ces structures, le projet a les doté des activités génératrices des revenus qui leur permettraient de répondre à leurs besoins primaires et aux actions urgentes sans attendre l'apport d'un partenaire. Par exemple l'installation d'un restaurant à Kamanyola au profit des membres du CCI¹⁵ de Kamanyola, la construction d'un bureau et d'une salle à location pour les NCI¹⁶ de Lamera et de Kigoma mais aussi les champs communautaires dans le secteur d'Itombwe à Mikenge au profit des structures communautaires de paix.

Résultat 1.3 – Les acteurs clés (niveaux communautaire, provincial et national) sont mobilisés autour des questions de la stabilisation	Etat
	

Au début du projet, 29% des **acteurs clés** ont confirmé qu'ils participent dans les processus de la stabilisation. A travers le projet, qui a travaillé pour renforcer les capacités des acteurs clés à comprendre et à s'impliquer dans ces processus, nous avons noté une forte implication et engagement des **acteurs clés** au niveau communautaire, provincial et national dans le processus de dialogue et stabilisation. Par exemple, pendant ce semestre, le soutien et la confiance des **acteurs clés** au niveau territorial, provincial, et national pour la stratégie de stabilisation dans la zone prioritaire¹⁷ a été visible à travers leur participation forte dans le processus de dialogue à Uvira. Au niveau local, les autorités étatiques et leaders communautaires ont encouragé les communautés à participer dans le processus de dialogue. Par exemple, dans les mois avant le dialogue, certaines communautés ont donné des conditions pour leur participation dans le dialogue d'Uvira notamment les Bafuliuru et le Banyindu qui ont été précédées par les Babembe qui avaient écrit des lettres de reconnaissance pour leur prise en compte (voir **défis et mitigation** page 11 pour plus d'information). En coordination avec les leaders communautaires, des réunions ont été tenues avec les membres des communautés pour comprendre leurs craintes et les persuader d'utiliser le forum de dialogue pour traiter ces questions auprès des autres communautés et des autorités. Après le dialogue, les acteurs influents et membres des communautés qui étaient septiques au dialogue se sont appropriés le processus et cela à travers les séances des restitutions que ces derniers ont organisé au sein de leurs communautés pour expliquer les résultats de dialogue et expliquer les impacts et les prochaines étapes pour leur communauté. Parmi les participants au niveau territorial, les administrateurs de territoire d'Uvira, de Mwenga de Fizi, et le Chef du secteur d'Itombwe et qui ont joué un rôle actif à travers la mobilisation des toutes les communautés à prendre part au dialogue. Ces acteurs ont pris ensemble les forces et services de sécurité, des mesures sécuritaires pour la sécurisation des membres des communautés issues des différentes communautés éloignées à prendre part dans le dialogue.

¹⁴ Rapport de mission M&E Alert du mois de Mai 2019, P. 13.

¹⁵ Cadre de concertation intercommunautaire

¹⁶ Noyaux de cohésion intercommunautaire

¹⁷ Indicateur 1_ii du cadre logique

Produit 1.3.1 Sensibilités accrues des acteurs clés (niveau communautaire, provincial et national) sur les questions de la stabilisation

Au niveau provincial, le processus de dialogue a connu un fort soutien du nouveau Gouverneur de Sud Kivu, Son Excellence Théo Ngwabidje Kas, et son Ministre de l'Intérieur et Ministre de Plan. Au cours de ce dialogue, le Gouverneur est resté pendant les 4 jours de dialogue pour suivre l'activité. Il a été obligé, en cas des contestations/refus de certains membres des communautés, de continuer dans le dialogue, d'avoir des audiences en bilatéral avec elles, pour la recherche d'une solution concertée et participative. Par exemple, la deuxième journée du dialogue, après la présentation des cahiers des charges les Banyamulenge ont quitté la salle parce qu'ils ont constaté que tous les autres communautés ont été positionnées contre eux. Ça reflète aussi une analyse du conflit des hauts plateaux ou certains communautés (notamment le Bafuliiru, Babembe, et Bavira) souvent semblent être allié contre les Banyamulenge, qu'ils constatent ont trop de pouvoir dans la zone. Les Banyamulenge souvent constatent qu'ils sont marginalisés dans cette dynamique et qu'ils sont l'objet de discrimination mené des autres communautés. Le fait que le dialogue a été suspendu pendant que l'équipe pédagogique peut convaincre les Banyamulenge à rejoindre le dialogue a été perçu par les autres communautés comme un renforcement de « traitement spéciale » de la communauté Banyamulenge. Une autre dynamique (expliquée aussi ci-dessous dans le tableau des défis) qui a été observée était le dynamique entre les représentatives communautaires de Kinshasa et Bukavu et les représentatives territoires et de Bijombo. L'équipe pédagogique a constaté un changement dans les cahiers des charges présentés par certaines communautés, notamment (mais pas seulement) les Bavira, dans la salle et la version de ces cahiers des charges qui ont a été élaborée pendant les mini-dialogues. Il semble qu'avec l'implication de certains membres des communautés de Kinshasa, les positions de ces communautés sont devenues plus fortes et moins ouverte aux concessions. Etant donné que ces cahiers de charges ont été gardés par les communautés elles-mêmes et que l'équipe pédagogique n'avait pas participé dans les discussions communautaires autour de ces cahiers des charges, c'est difficile de constater qui exactement a provoqué le changement et de quel degré les autres membres de la délégation étaient d'accord avec ces changements. Cependant, dans les dialogues bilatéraux entre l'équipe pédagogique et les délégations des communautés – par exemple les Bavira qui ont quitté la salle aussi la troisième journée pour manifester leur insatisfaction avec la décision de suspendre le dialogue lorsque c'était possible de convaincre les Banyamulenge à retourner – ces dynamiques entre les représentatives nationales et représentatives communautaires ont été observées ; les délégués de Kinshasa ont pris beaucoup plus le parole et ont semblé conduire ou encadrer leur groupe. Les interventions du Gouverneur qui a accepté de recevoir ces délégations, les écouter et prendre des actions basées sur leurs demandes, ont contribué à un abaissement des tendances dans la salle et ont réouvert la possibilité de continuer le dialogue. La forte implication des acteurs provinciaux dans l'activité a aussi permis d'organiser un dialogue ayant un caractère politique et communautaire et où les membres des différentes communautés ont eu l'occasion de mener des discussions directement avec les autorités du niveau local, territorial, provincial et national. Ainsi, la participation de ces autorités a permis de renouveler la confiance entre elles et la population.

Grace à une **mission préparatoire** d'information et d'implication des autorités nationales, membres des communautés vivant à Kinshasa faite par le consortium à Kinshasa entre 29 avril et 11 mai, le dialogue a connu la participation des autorités nationales aussi, y compris 1 conseiller principal du président de la RDC, deux conseillers du président de la RDC, 1 représentant du Ministre des Affaires Coutumières, 1 représentant de Ministre de la Décentralisation, 2 députés nationaux, 10 représentants des communautés clés basés à Kinshasa et d'autres personnalités politiques notamment Monseigneur Kuye Ndong et Son Excellence Tommy Tambwe. Certaines discussions avec des autorités nationales ont aussi relevé des nouvelles thématiques et questions à adresser pendant le dialogue, notamment l'implication des représentants des groupes armés pour adresser des questions sécuritaires. Pendant leurs rencontres avec les autorités et certains membres du consortium, ces derniers ont émis le vœu de voir un DDR à base communautaires qui est demandé souvent par les leaders des groupes armés mais aussi que l'autorité de la Province organisé un dialogue sur la sécurité qui prendre en compte les groupes armés pour que ces derniers s'expriment afin de contribuer sur une paix durable dans la zone. Au total, 2 forums ont été organisés pour identifier et sensibiliser les acteurs aux conflits ce semestre: cette série des réunions au niveau national et 1 forum au niveau provincial. Pour plus d'information sur le forum au niveau provincial, veuillez voir **coordination** page 11.

Comme expliqué dans le tableau, ci-dessous, les membres des communautés clés ont participé activement aux différentes étapes du processus de dialogue communautaire, y compris le RAP, le mini dialogue et le dialogue intercommunautaire à Uvira. Un total de 230 membres de la communauté (148 hommes, 82

femmes) a participé dans les séances de restitution RAP, 150 membres des communautés (116 hommes, 21 femmes) ont participé aux mini-dialogues et 55 membres des communautés (49 hommes et 6 femmes) ont participé dans le dialogue à Uvira :

Tableau 4 : acteurs aux conflits issus des groupes ethniques qui participent activement au processus de dialogue communautaire									
Communauté	Restitution RAP			Mini dialogue			Dialogue à Uvira		
	H	F	T	H	F	T	H	F	T
Bafuliiru	32	18	50	25	2	27	10	1	11
Bavira	32	18	50	25	5	30	8	3	11
Banyindu	32	18	50	17	3	20	10	1	11
Banyamulenge	32	18	50	24	6	30	11	0	11
Babembe	20	10	30	25	5	30	10	1	11
TOTAL	148	82	230	116	21	137	49	6	55

Il a été difficile d'avoir les femmes, choisis à 2 sur 5 par les communautés Bavira et Bafuliiru comme des facilitatrices communautaires, ces dernières se sont désistées à la dernière minute (voir **l'analyse genre** sur p. 13). Pendant le processus il sera donc question d'impliquer les femmes dans le comité de suivi. Cela étant chaque communauté par consensus va envoyer une femme leader qui va travailler de commun accord avec d'autres membres du comité de suivi pour la stabilisation de la zone.

Défis et mesures de mitigation

Certains acteurs surtout délocalisés n'ayant pas compris le dialogue et n'étant pas impliqués directement dans le processus ont influencé les membres des différentes communautés pour boycotter le dialogue en les poussant à écrire des lettres imposant certaines conditions notamment l'implication des autres communautés qui n'étaient conviées dans l'activité (Bembe et Bambuti), libération des certains officiers de leurs communautés arrêtés, arrestation de leaders de Twigwaneho. Des réunions bilatérales ont été tenues par le consortium avec l'assistance des facilitateurs communautaires avec les membres des communautés concernées qui ont compris la raison d'être du dialogue. Ils ont aussi compris que le dialogue était l'occasion pour eux de s'exprimer et trouver des solutions à leurs revendications.

Deux facteurs ont été clés à la réussite de la stratégie de mitigation : a) la communication proactive sur le processus de dialogue et les objectifs auprès des communautés, et b) la responsabilisation et l'accompagnement des facilitateurs communautaires comme des acteurs crédibles auprès des communautés qui vont continuer d'accompagner le processus de dialogue pendant le dernier semestre du projet et après la fin du projet. C'est important de continuer de suivre ce défi dans les six derniers mois du projet, parce que le risque est que certains acteurs peuvent menacer le processus. Pour prévenir ce risque, le consortium va appuyer des autorités et leaders de différents niveaux, d'organiser des activités de restitution des résultats du dialogue pendant les semaines qui suivent le dialogue, et nous allons appuyer (appui technique et financier) la mise en œuvre des activités prioritaires du plan d'action issu du dialogue en juin afin de consolider la confiance des communautés dans le processus et montrer les changements tangibles qui peuvent être mener grâce au processus.

Coordination

Pendant les six mois passés, le projet a travaillé de manière très étroite avec le STAREC et le SSU sur l'organisation des activités de dialogue, notamment sur l'organisation de la visite à Kinshasa (avec le STAREC Sud Kivu), sur la facilitation des audiences avec des autorités provinciales clés (notamment le Ministre de Plan et le nouveau Gouverneur du Sud Kivu), sur la facilitation de la signature de l'invitation de dialogue par le Gouverneur et pendant le dialogue sur l'orientation des discussions et l'engagement politique. L'activité de dialogue a connu une participation très forte de STAREC Sud Kivu, les représentants des communautés, des membres de l'équipe pédagogique. La participation de SSU Goma et MONUSCO Uvira a été aussi remarquable.

En préparation du dialogue à Uvira, la MONUSCO Sud Kivu et le STAREC ont organisé deux séances de sensibilisation sur les résultats du projet et les objectifs du dialogue auprès des membres de la société

civile de Bukavu (11 juin 2019 et 12 juin 2019) et à Uvira (14 juin 2019) et aussi auprès des étudiants d'université à Bukavu. Alert a présenté le projet pendant ces séances et a travaillé avec SSU et STAREC pour diffuser un message d'inclusivité et de participation à travers ces séances.

Parmi les membres du consortium, plusieurs réunions ont été organisées par les partenaires d'objectif 1 qui ont été impliqués directement dans l'activité de dialogue (SVH, RIO et ADEPAE). En mars, des réunions ont été organisées à Bukavu pour élaborer la stratégie de dialogue ensemble et pour définir les rôles et responsabilités de différentes organisations partenaires à chaque étape du processus de dialogue. Les représentants de RIO et ADEPAE ont participé à la mission à Kinshasa en avril/mai avec Alert et STAREC (SVH participer dû autre engagement au même moment). Au cours de mois de mai et juin, les membres des partenaires d'objectif 1 se sont réunis quelques fois par semaine à Bukavu et à Uvira pour s'accorder sur les outils et matériels à utiliser (par exemple les termes de référence d'activité, la liste des participants et l'invitation signé par le gouverneur). Toutes les réunions le Ministre Plan ou le Gouverneur ont été organisées en consortium avec des représentants de chaque organisation présente. Entre le 24 -28 juin les membres se sont réunis chaque matin et chaque soir dans une équipe pédagogique avec le facilitateur pour s'accorder sur la stratégie et réfléchir ensemble sur l'évolution du processus. Cette coordination a assuré un déroulement efficace de l'activité malgré les défis méthodologies ou logistiques que nous avons rencontrés pendant le processus. Une réunion de coordination a été organisé lundi 10 juin entre tous les membres de consortium à Uvira et une réunion extraordinaire a été organisé mercredi 13 juin sur le processus de dialogue pour intégrer les membres du consortium dans le processus de dialogue et la mobilisation des communautés.

Encrage institutionnel

Avant l'installation nouveau gouvernement provincial, le consortium a travaillé étroitement avec l'ancien Ministre du Plan; à travers au minimum 3 séances préparatoires convoquées par le Ministre, il a donné des inputs par rapport à la stratégie politique et la meilleure façon d'approcher et d'impliquer les autorités au niveau provincial et national sur les questions sensibles de gouvernance et sécurité à Bijombo. Cette stratégie a assuré une transition harmonieuse avec le nouveau gouvernement provincial et surtout avec le nouveau Gouverneur qui s'est approprié processus de dialogue à partir de la première réunion avec le consortium au début mai 2019.

Voir Résultat 1.3. ; Indicateur 1 pour plus d'information sur l'appropriation du processus par des autorités aux différents niveaux (territorial, provincial et national).

Questions de genre

Le projet a rencontré d'impliquer des femmes dans le processus du dialogue, sur la question de Bijombo. Les communautés ont nommé seulement les hommes comme facilitateurs communautaires et parmi la délégation des représentatives communautaires qui ont participé au dialogue, il y avait seulement 8 femmes.

Pour encourager l'appropriation de ce processus très sensible, les communautés elles-mêmes ont été chargées de la responsabilité de choisir les participants – pour qu'elles se sentent bien représentées au dialogue. Les partenaires du consortium ont conseillé les groupes par rapport à l'importance de l'inclusivité dans cette sélection. Cependant dans leur dernière sélection, le nombre de femmes représentantes choisies était très faible, avec seulement 1 femme parmi la délégation des Bafuliiru, 2 femmes Banyindu, 2 femmes Bavira, 3 femmes Banyamulenge, mais aucune femme sélectionnée parmi les délégations Babembe et Bambuti.

C'était difficile pour le projet d'imposer des quotas dans ce cas, étant donné la méfiance entre les différentes communautés et la sensibilité de ce processus de représentation. Dans un prochain dialogue, il serait important d'organiser des séances séparées pour les femmes de chaque communauté pour adresser le fait que beaucoup des femmes ne se sentent pas à l'aise de parler devant des hommes dans certaines communautés. De plus, il serait important de mener des activités de sensibilisation sur l'importance de l'inclusion des femmes dans le processus avant les mini-dialogue intra-communautaires.

Leçons apprises

Le dialogue a touché des questions sensibles dans un contexte qui a continué de connaître des affrontements et la violence pendant les mois avant le dialogue et pendant la semaine du dialogue. Dans ce contexte de mise en œuvre, des communautés certains leaders et autorités se sont senties menacées par

d'autres communautés. Certains acteurs « spoilers » ont diffusé des faux messages par rapport aux objectifs et aux motivations de l'organisation du dialogue. Par exemple certains ont dit que le dialogue a été organisé en faveur d'une communauté ou autre.

Pour répondre à, le projet a investi dans des campagnes de sensibilisation et de plaidoyer à différents niveaux (territorial, provincial et national) et a travaillé avec les facilitateurs communautaires pour sensibiliser les communautés sur le processus et recadrer les messages sur le processus. Pendant le dialogue, le consortium a organisé une réunion avec la presse qui a été invitée à l'activité pour expliquer la réalité du processus et d'encadrer des messages sur le dialogue. Nous allons continuer de mettre cette leçon en pratique au cours des séances de restitution des résultats du dialogue et pendant la phase de mise en œuvre de plan d'action.

Histoire du succès

Titre : Le Cadre de Concertation Intercommunautaire (CCI) de Bijombo dans la promotion de la protection des biens publics

Les affrontements violents qui ont secoué le groupement de Bijombo en 2018 avaient entraîné une perte énorme vies humaines, biens matériels publics et privés. Durant ces événements certains membres des communautés pillée et s'approprié des biens publics. En dépit de l'irresponsabilité et comportements inciviques de, les membres des CCI toutes les communautés de cette entité, ont manifesté un engagement en encourageant le cessez le feu via l'organisation des différentes assises de sensibilisation sur la cohésion sociale Ils les communautés en conflits des dialogues pour traiter leurs différends plutôt que de recourir aux violences qui produisent des conséquences néfastes sur la vie de toutes communautés.

Parmi les résultats positifs et louables qu'ont produit les actions des membres de CCI, figure le retour, depuis le mois de Septembre 2018 à nos jours, des biens matériels du centre de santé de Katanga, qui aussi pillés lors des affrontements comme le témoigne Mr. Delphin RUKAKIZA SHUSHIRA, Médecin Chef de zone de santé de Bijombo, qui aussi avait pris fuite lors des hostilités les navettes d'Uvira à Bijombo pour accomplir ses taches: « Lors de ma dernière mission de travail effectuée à Bijombo au mois d'Avril 2019, pour m'imprégner de la situation des structures sanitaires, à mon arrivé le staff du centre de santé de Katanga m'ont présenté les biens du centre de santé retournés après été pillés par les membres des communautés retour était le fruit des sensibilisations des membres du CCI Bijombo sur le retour des biens publics pillés comme signe d'engagement au processus de la paix et coexistence pacifique entre les communautés ».

Les membres des CCI ont procédé l'organisation des rencontre intercommunautaires visant à atténuer les tensions. Lors de ces rencontres ils ont pris le temps expliquer aux communautés l'importance de vivre ensemble, et d'une structure sanitaire opérationnelle dans un village et la reprise des activités notamment le marché, les écoles, les structures sanitaires, etc.... ainsi le retour des matériels publics pillés. Par rapport au retour des biens, les membres des CCI ont travaillé avec les chefs locaux enfin de conscientiser les personnes ayant pillé les biens publics qui appartenaient au centre de santé de Katanga de les remettre à la structure sanitaire à l'amiable, c'est ainsi que quelques membres des communautés ont commencé à remettre ces biens, et notons que c'est une activité continue. Quelques membres des communautés ont répondu favorablement et les biens ci-après ont été remis à l'hôpital : **6 lits en planche, 1 lit métallique, 4 tables de bureau, 4 chaises, 2 bancs et 4 portes.**

Objectif Spécifique 2 : Le nombre de conflits fonciers est réduit (grâce à l'amélioration de la gouvernance foncière)




Synthèse des évolutions dans le contexte

L'instabilité sociopolitique et économique ainsi que l'insécurité humaine que connaît la zone ciblée par le projet est caractérisé aussi par des facteurs et dynamiques liés aux conflits fonciers se présentant sous plusieurs formes. Le conflit foncier de cette zone tire son origine non seulement dans l'inefficacité, l'inadaptation et l'inapplicabilité de la loi foncière mais aussi dans l'accumulation excessive par des concessionnaires privés des terres fertiles et qui sont souvent thésaurisées. La majorité de la population de cette zone vit dans l'insécurité foncière éprouvant d'énormes difficultés d'accéder aux services cadastraux légaux qui sont souvent inadaptés aux réalités locales et restent donc exposés à des spoliations à tout

moment. Les droits fonciers des femmes et des filles ne sont pas suffisamment protégés. Leur discrimination s’observe lors de l’héritage. Cette discrimination comporte des conséquences énormes sur leur pouvoir économique et engendre des conflits interpersonnels et familiaux. L’absence des plans locaux d’aménagement ainsi que l’arrivée massive du bétail en provenance des pays limitrophes (Rwanda et Burundi) exacerbe les conflits entre agriculteurs souvent constitués des communautés Bafuliuru et éleveurs dominés par les communautés Banyamulenge et Barundi. Ces conflits affectent négativement l’économie locale du fait de la baisse de la production agricole et réduit les déjà faibles capacités économiques des petits agriculteurs. Dans cette zone le conflit foncier va de pair aussi avec l’accès et contrôle du pouvoir. Des disputes liées à la succession royale ou à la présence d’une administration parallèle auprès des autorités locales tournant autour du contrôle d’autres ressources naturelles (minerais, eau, le pâturage et la réserve d’Itombwe) se manifestent souvent dans la ZP. Cette situation bloque le fonctionnement de l’administration local, foncière et environnementale, divise profondément les populations tout en favorisant en même temps l’émergence et la prolifération des groupes armés qui prétendent défendre les intérêts des uns ou des autres.

Entre janvier et juin 2019, il y avait certains avancements dans le domaine de gouvernance foncière – spécifiquement dans le reforme de la loi foncière. Depuis 2012, le gouvernement de la République Démocratique du Congo (RDC) a lancé un processus de réforme foncière avec le soutien d’ONU-Habitat/GLTN et d’autres partenaires techniques et financiers. La loi foncière congolaise est vieille de quarante ans, de ce fait, elle est aujourd’hui inadaptée aux réalités ainsi qu’aux circonstances actuelles des peuples autochtones et communautés locales. Le régime foncier actuel, hérité du système colonial dépossède les peuples autochtones et les communautés locales de la terre et des droits coutumiers. Elle ne prend en compte les conflits entre la loi moderne et les coutumes en milieu rural persiste suite à une législation à double vitesse, les conflits structurels entre les différents ministères et les services impliqués dans la gestion et la distribution des terres et les nouvelles dynamiques socio-économiques liées aux exigences de développement et de lutte contre la pauvreté, le blocage des investissements nationaux et internationaux, sont autant de facteurs qui témoignent du malaise dans le secteur foncier.

Un atelier national regroupant toutes les parties prenantes avait été tenu en Juillet 2012 à Kinshasa par le gouvernement congolais pour lancer le processus de la réforme foncière en Rd Congo. Il est ressorti de cet atelier, une feuille de route étalant le processus jusqu’en 2013. En Novembre 2018, un atelier interprovincial d’élaboration du document de politique foncière a été organisé à Bukavu où les options fondamentales ont été levées par les participants pour l’élaboration d’une nouvelle loi foncière et un document de draft de politique foncière a été élaboré par le Ministère national des Affaires foncières. Le 03 Avril 2019, le document de la programmation de la politique de la réforme foncière fut validé par les acteurs impliqués dans ce processus notamment les partenaires publics ainsi que ceux de la société civile. Ce document qui jusqu’à ce jour demeure un draft avait été restitué dans toutes les provinces du pays et nécessite des amendements et des enrichissements de la part des acteurs à la base appelés à manipuler cet outil. C’est dans ce cadre que , la CONAREF avait envoyé le draft du document de politique aux différents acteurs dans toutes les provinces pour amendement et enrichissement, et c’est sous cet angle que ce semestre, le projet a organisé un atelier de restitution à Uvira en faveur de communautés de la zone d’intervention du projet.

Résultat 2.1 – Les plans concertés pour la gestion du foncier sont mis en œuvre	<table border="1"> <tr> <td data-bbox="1300 1538 1396 1579">Etat</td> <td data-bbox="1396 1538 1444 1579"></td> </tr> <tr> <td data-bbox="1300 1579 1396 1612"></td> <td data-bbox="1396 1579 1444 1612"></td> </tr> <tr> <td data-bbox="1300 1612 1396 1612"></td> <td data-bbox="1396 1612 1444 1612"></td> </tr> </table>	Etat					
Etat							
							

Pendant la replanification des activités en mars 2019, Alert et ses partenaires ont fait une priorisation des activités restantes dans le projet. Au cours de cet exercice, le consortium a décidé d’arrêter les activités d’élaboration des plans d’aménagement¹⁸ des terres parce qu’il a constaté qu’il n’était pas possible d’avancer suffisamment avec l’élaboration des plans avant la fin du projet et qu’il ne serait pas possible de pérenniser les résultats la durée du projet. En lieu et place, le consortium a décidé de se focaliser sur le processus de cartographie et production des cartes foncières, ainsi que les campagnes de plaidoyer sur la politique foncière et l’arrêté sur . Ces activités ont été beaucoup plus avancées en mars 2019 et peuvent être pérennisées avec la consolidation des résultats qui ont été réalisés entre juillet 2017 et février 2019. Les indicateurs du cadre

¹⁸ Indicateur 2.1.a du cadre logique

logique ont été changés aussi pour refléter les changements au niveau des activités, avec l'approbation de PNUD, SSU et STAREC.

Au début du projet, il y avait pléthore de structures communautaires qui ne travaillaient pas en synergie sur les conflits foncières ; comme résultat certains conflits ont persisté des années parce que les structures ne sont pas arrivées à attaquer les causes profondes du conflit ou harmoniser leurs approches avec les différentes parties du conflit. C'était, par exemple, le cas avec les comités d'agriculteurs et les comités d'éleveurs qui n'ont pas travaillé ensemble et qui ont traité leurs conflits comme des conflits séparés, quand en réalité l'un est fortement lié à l'autre. Aujourd'hui ces structures travaillent en synergie ; nous avons facilité la création de 8 comités mixtes (agri-éleveurs) où les deux parties du conflit travaillent ensemble pour résoudre leurs conflits, qui contribue à l'efficacité de la résolution des conflits. Entre janvier et juin 2019, les 8 comités mixtes éleveurs-agriculteurs¹⁹, composés de 128 personnes (38 femmes et 90 hommes), qui ont été établis pendant la dernière période de rapportage, ont identifiés 166 conflits fonciers ce semestre dont 121 conflits ont été traités - 80 conflits résolus, 45 en cours de médiation et 2 référés aux autorités locales (cas liés aux infractions de la loi). Les structures agri/éleveurs sont plus professionnelles dans le manière dans lequel ils gèrent des conflits foncières et sensibiliser les communautés sur leurs droits. Pendant le dernière semestre il y avait une augmentation de 37% dans leurs capacités sur ces thématiques clés de renforcement²⁰ à travers les formations organisés au sein du projet.

Produit 2.1.1 Des mécanismes de coordination sont créés et opérationnelles

Avec le travail des comités mixtes, 2 couloirs de déplacement des vaches ont été réhabilités à Kamanyola et réduisent la divagation des bétails grâce à l'actualisation d'une carte des couloirs des vaches qui ont été préparé par les comités mixtes (CMS) en préparation de la saison de transhumance (mai – juillet). La préparation des cartes ont été fait avec l'implication des agriculteurs, avec le Chef du Groupement et avec des agronomes pour convaincre les communautés à revenir à la bonne pratique de l'utilisation des chemins de déplacement des vaches. Les 5 panneaux ont assuré que les agriculteurs et éleveurs comprennent les limites des passages et réduire les conflits liés aux vaches qui détruit les champs des agriculteurs dans la zone.

Selon indices anecdotiques collectées en juin, la production de cette carte et les 5 panneaux mise en place en Kamanyola par ADEPAE qui signalent les entrées aux couloirs de passage des vaches et les lieux d'abreuvoir des vaches ont déjà un impact sur les tendances entre les agriculteurs et les éleveurs, avec un niveau relativement bas des conflits rapportés au comité mixte entre mai et juin. Cependant, les résultats des chiffres collectés à la fin du projet vont donner une analyse du niveau de conflit agriculteurs-éleveurs tout au long de la durée du projet et de la période de la transhumance qui termine en août. Le CM de Kamanyola est en train de discuter la pratique de pourparlers (de permettre l'accès de vaches dans champs après récoltes pour permettre au troupeau de brouter le reste ou résidus de récoltes mais aussi à l'agriculteur de bénéficier de la bouse laissée par les vaches dans son champ comme fumier) entre les agriculteurs et éleveurs pratique avec des agriculteurs et éleveurs car certains agriculteurs et les services de l'environnement pensent qu'elle peut être néfaste d'où la nécessité d'accompagner cette discussion avec les services spécialisés (agronome et environnement) au niveau du groupement pour avoir de réponses adéquates.

La forte implication des autorités locales dans les activités des activités des comités mixtes (CMs) est un résultat important du projet qui montre que les activités répondent aux besoins de la communauté et ont une forte probabilité d'être appuyé après le fin du projet en décembre. Comme expliqué dans le dernier rapport semestriel, les chefs de groupements sont des membres actifs des CMs. Dans le cas où les CMs sont confrontés à un cas pénal (par exemple, si quelqu'un a été blessé dans le conflit), le chef de groupement réfère le cas au forum de groupement et au chef de chefferie. Les agronomes et vétérinaires qui sont impliqués dans les CMs sont opérationnels aussi au niveau de la chefferie et maintiennent un lien avec les autorités de la chefferie. Cette forte implication des autorités, services étatiques et les autorités coutumières est un bon indicateur déjà de la probable durabilité des structures « comité mixte » et leurs activités à Kamanyola.

¹⁹ Indicateur 2.1.1.a Ind. ISSSS 3.2.1_i du cadre logique

²⁰ Indicateur 2.2.1.a

7% (9 personnes parmi les 128) des membres des 8 comités mixtes dans la zone ont été intégrés dans les structures locales de paix²¹, une évolution importante du début du projet quand il n'y avait pas des membres des CMI dans les autres structures locales de paix. Ces différentes structures travaillent ensemble et en mai 2019, les partenaires IFDP et ADEPAE ont travaillé avec les structures pour mieux expliquer les différences entre les structures et la coordination entre les comités de chacune²². A Kamanyola, les trois structures travaillent ensemble pour référer des cas de conflits aux structures les plus pertinentes et mieux placées résoudre le conflit. Souvent les membres du comité mixte sont invités à participer dans les dialogues et médiations organisés par le CCI, par exemple dans un cas de conflit entre agri-éleveurs qui a des liens sur les dynamiques intercommunautaires. L'intégration des membres du comité mixte dans les structures CCI ou GRF facilite cet échange. Autres exemples de cette collaboration pendant ce semestre :

- A Lemera dans la résolution des conflits des limites entre le village Lemera centre et le village de Mahungubwe ou le chef de village Mahungubwe Monsieur Seth Kalenga qui est membre du groupe CCI a participé à la mise en place des limites et la sensibilisation des communautés vivant à Mahungubwe par les équipes de reconnaissance pour leur faire comprendre les avantages de la fixation des limites pour rétablir la paix entre les chefs de ces 2 villages
- Dans le groupement de Kamanyola, les membres des CCI et GRF ont résolu les conflits des reconnaissances des limites entre Monsieur Alphonse de la communauté de Bashi et Monsieur Muhinga de la communauté Rwandaise

Résultat 2.2 – La sécurisation et l'accès à la terre sont garantis par les entités compétentes	<table border="1"> <tr> <td data-bbox="1294 846 1342 943">Etat</td> <td data-bbox="1342 846 1442 943">X</td> </tr> </table>	Etat	X
Etat	X		

Au début du projet, 33% des répondants à l'étude de base ont jugé la performance du gouvernement local « bonne ». Cependant, des données plus qualitatives provenant du FGD et de l'outil 3 montrent que les gens n'ont pas l'appréciation des actions de ces mêmes autorités. A travers le projet, les capacités des entités compétentes de sécuriser et assurer l'accès à la terre ont été renforcées. Il ressort des 6 tribunes d'expression qui ont été organisées ce semestre²³ que dans la zone du projet, les communautés s'expriment favorablement la service de proximité plus proche de la communauté, et le processus qui était mis en place pour accéder au titre des parcelles et les documents au niveau de la chefferie, et un niveau augmenté d'accès au contrat de locations de champs. Ce processus est participatif et consensuel car les agents étatiques locaux de service foncier vont à la fin du projet poursuivre le processus de reconnaissance, de cartographie et de certification avec l'appui des chefs des chefferies. Aujourd'hui il y a une bonne synergie entre les agents étatiques impliqués dans le traitement des conflits fonciers dans les 8 zones ciblées (notamment les chefs du groupement, les équipes de reconnaissance, les ETDs qui font partie des CMI) et les communautés²⁴.

Produit 2.2.1. Les capacités des agents de l'état et des agriculteurs/éleveurs sur les thématiques du fonciers sont améliorées

Certains petits exploitants agricoles et des femmes des certains membres de la communauté ont noté que le processus de certification à ce niveau coûtera moins cher qu'avant parce que les capacités des autorités d'Uvira ont été renforcées et ils exigent moins de paiement de frais que les autres autorités qui viennent de Bukavu pour la sollicitation de leur service. A Lemera, un titre de chef de chefferie peut coûter 15 USD mais si on demande un titre foncier au niveau de cadastre à Uvira ou Bukavu ça coûte 500 -700 USD. À Uvira la communauté attend sans relâche le processus de certification. À Kabunambo la communauté a demandé une augmentation nombre de membres des GRF pour couvrir tous les villages, et ont exprimé le besoin des travaux de reconnaissance malgré la dualité des pouvoirs dans le groupement. A travers ces séances, les autorités concernées par le gouvernance foncière aujourd'hui ont une connaissance plus forte connaissance des

²¹ Indicateur 2.1.1.b du cadre logique

²² Par exemple, à Kamanyola, il y a plusieurs structures locales de paix notamment les comités mixtes, les GRFs (les groupes pour la résolution des conflits foncières) et le CCI. Les comités mixtes se focalisent seulement sur le conflit agriculteurs-éleveurs. Les GRFs se focalisent sur les autres types des conflits fonciers – par exemple les conflits liés aux périmètres de parcelles et concessions foncières. Les cas de conflits qui ont un caractère intercommunautaire sont référés aux CCI.

²³ Dont 456 personnes ont participé y compris 275 hommes et 181 femmes à Kamanyola, Kakamba, Lemera, Kigoma, Kabunambo et Uvira

²⁴ Indicateur 2.2.a Ind. ISSSS 3.1.1_i du cadre logique – à mesurer par HHI

besoins nécessaires des communautés et ceux des agents des services étatiques dans la sécurisation des terres grâce à des enquêtes parcellaires qui ont été réalisées, et une étude diagnostic participatif.

Les acteurs étatiques ciblés ont rapporté qu'ils ont plus confiance commandés sur ces questions de terre et de jouer leurs rôles membres de leurs communautés sur ces questions sensibles, grâce aux formations organisées par le projet. Pendant le dernier semestre, une formation a été organisée pour renforcer les capacités des Agents Etatiques sur le processus de la réforme Foncière à Uvira pour 35 personnes (27 hommes et 8 femmes) qui ont apporté leur contribution dans l'élaboration du cahier de charge de la politique foncière avec intégration des réalités foncières de la zone du projet dans la politique foncière en cours d'élaboration en RDC. Les capacités des 6 équipes de reconnaissance sur la résolution de conflits fonciers ont été aussi renforcées à travers 6 séances de formation (15 participants par formation, donc 90 participants dont 48 femmes et 42 hommes) à Kamanyola, Kakamba, Lemera, Kigoma, Kabunambo et Uvira afin de poursuivre les travaux de reconnaissance sociale et juridique. La construction des bâtiments accessibles (planifié pour la prochaine semestre) ou les communautés peuvent trouver des ressources comme les cartes foncières produites au cadre du projet va aussi renforcer les outils à la disposition de ces autorités pour mieux servir la population.

Un grand défi foncière souligné dans l'analyse du contexte était l'accumulation excessive par des concessionnaires privés des terres fertiles. L'évaluation de base a montré que ce phénomène est observé dans la Plaine et constitue une source de conflits opposant les communautés, les populations, les concessionnaires et les vendeurs parmi lesquels figure l'administration foncière et / ou les chefs coutumiers. Grâce au projet, cette situation est en train d'évoluer avec les signatures des certificats des terres entre les concessionnaires et les paysans. A travers 4 dialogues qui ont été organisés à Kamanyola, Bwegera, Lemera, et Kabunambo en mai 2019, 99 grands concessionnaires (89 hommes et 10 femmes) ont discuté avec 6403 petits producteurs (3454 hommes et 2949 femmes) la possibilité de céder certaines parcelles pour les paysans et ont discuté comment ils peuvent résoudre leurs conflits. Ça représente un résultat très important dans le projet ou, en 2017 quand le projet a commencé, l'accumulation des terres par des grands concessionnaires ont été souligné comme un facteur clés dans l'exacerbation des conflits foncières²⁵. Les dynamiques du pouvoir entre les grands concessionnaires et les petites paysans ont été tels que c'était très difficile pour les paysans de négocier leur accès. Avec l'intervention d'une troisième partie (notamment IFDP à travers le projet) a permis un dialogue plus équilibré où les deux côtés ont été persuadés à apprécier comment ils peuvent gagner. Pour les grands concessionnaires, ils n'auront pas des conflits avec les communautés et n'auront pas plus la nécessité d'investir dans la défense des limites de leurs parcelles et pour les paysans, ils auront un accès à la terre qui peuvent sécuriser leurs ménages et les permettre de contribuer plus à l'économie locale et le développement de leur communauté. C'est particulièrement important pour les femmes dans les 4 sites ciblés dans ce processus parce qu'elles sont parmi les acteurs les plus marginalisés par rapport à leur accès à la terre. Aujourd'hui, à travers ces dialogues, certaines barrières qui affectent les femmes en particulier ont été identifiées (voir la partie « **genre** » dans le tableau ci-dessous) et, à travers ce processus, elles ont commencé à signer des contrats pour des parcelles elles-mêmes, chose qui était vraiment rare parmi les communautés ciblés, sans la présence ou signature de leur mari.

Les communautés elles-mêmes sont aussi plus informées de leurs droits fonciers à travers des réunions de sensibilisation et d'explication du processus de sécurisation qui ont été organisées par les équipes de reconnaissance (ER) et ont facilité la tenue des enquêtes parcellaires qui ont conduit à la production des cartes foncières dans la zone du projet. Pendant ce semestre, 717 personnes (465 hommes et 252 femmes)²⁶ à Kamanyola, Kakamba, Lemera, Kigoma, Kabunambo et Uvira. Des associations et groupements communautaires de paix ont pris connaissance du modèle de gestion décentralisé (avec ses forces et ses faiblesses,) et les rôles des services étatiques décentralisés et acteurs de la société civile (comme le cadastre, le ministre des terres, les coalitions de la société civile) qui sont impliqués dans le processus. De plus, grâce aux 6 campagnes de sensibilisation qui ont été menées sur le droit d'accès à la terre, 71 personnes (190 femmes, 251 hommes, 30 jeunes hommes et femmes) des communautés bénéficiaires et non bénéficiaires du projet a pris connaissance des travaux des équipes de reconnaissance. Les séances se focalisent sur la vulgarisation des différentes taxes courantes dans leurs communautés et la vulgarisation de la nomenclature

²⁵ Voir le PRODOC du projet

²⁶ Indicateur 2.2.2.a


des taxes et autres lois et textes réglementaires, avec la présentation des différentes cartes aux communautés pour leurs vulgarisation. 4 ont été impliqués dans les 6 séances.

Les séances de sensibilisation ont été renforcées des émissions radios produites par le consortium et diffusées à travers 4 radios locales (les Radio Flash FM de Kamanyola, Radio Tuungane de Lemera, la radio Le messager d'Uvira, et la Radio Maendeleo de Bukavu) :

Tableau : émissions radios sur les enquêtes parcellaires et le processus d'accès aux certificats entre janvier et juin 2019			
Radio	Couverture médiatique	# des émissions produits	# des diffusions
Radio TUUNGANE	LEMERA centre	6	14
Radio le Messagés	Uvira centre	4	12
Radio Flash FM	Kamanyola	4	8
Radio Maendeleo		14	12
TOTAL		28	46

Les Différents Thème de Diffusion :

- Le projet Tujenge Pamoja kwa Ajili ya Amani
- Les Enquêtes parcellaires et leur finalité et leur impact dans la construction de la paix
- Les travaux de cartographie les acteurs les facteurs la finalité de la cartographie
- Le GRF (Groupe de Résolution des conflits Fonciers) ses résolutions qui sont les membres quel est son rôle dans la résolution des conflits liés à la terre
- Le processus d'accès aux certificats ou le processus de titrisation pour la construction de la paix durable dans la Zone du projet
- Le travail de Certification foncière entre le service foncier local et le service de cadastre dans les terres de communautés

Résultat 2.3 – Un cadre réglementaire du foncier est développé	Etat 
---	--

Pendant ce semestre, dans la préparation de clôture du projet, les autorités ont été équipés avec des documents et outils clés pour mieux gérer la terre. 5 plans d'occupations des terres suivant le mode d'accès en droits coutumier fonciers ont été déclarés, identifiés et enregistrés dans le milieu respectif à Kamanyola, Lemera, Kigoma, Bwegera et Kabindula /Uvira et 8 plans d'utilisation des terres suivant les ressources ont été disponibles dans les entités de Kamanyola, Lemera, Kakamba, Kigoma, Kabunambo, Kabindula/Uvira. Ces cartes ont été affichés dans les bureaux des services étatiques, les bureaux des chefs du groupement et les salles de réunions communautaires pour permettre toute la population d'y accéder. Les 13 cartes foncières produits²⁷ ont été transférées aux services fonciers locaux et les services de cadastre et des activités de sensibilisation des cartes finales seront menées avec ces services foncières. Les 6 séances de vulgarisation des résultats des cartes (Kamanyola, Bwegera, Lemera, Kigoma, Uvira et Kabunambo) ont été organisées avec les autorités locales pour faciliter l'acceptation et l'appropriation de ces cartes pour qu'elles deviennent les outils de référence accessibles pour la prévention et la résolution des conflits fonciers dans ces groupements précités. 408 (238 hommes et 170 femmes) membres des communautés ont participé à ces séances. Les participants ont exprimé leur appréciation des séances de vulgarisation et ont souligné une demande d'échanger avec des autres autorités dans d'autres groupements (notamment Kalehe) ou ils sont en train d'utiliser des cartes produites sans appui d'un projet d'assistance (comme Tujenge).

Un projet d'édit²⁸ sur l'élevage et l'agriculture en province du Sud-Kivu élaboré à travers un colloque qui a impliqué tous les acteurs aux niveaux communautaires, territoriaux, provinciaux et nationaux. Grâce à ces activités, le projet a réussi de convaincre des acteurs politiques influents – y compris le Gouverneur de la province de Sud Kivu – sur l'importance de la révision de la loi foncière. L'endossement de cet édit avait eu lieu à Bukavu en date du 22 août 2018. août décembre 2018, le projet a développé des pistes d'un édit sur la loi foncière plus sensible aux conflits et la réalité de contexte de la Plaine de la Ruzizi. Cependant, avec des

²⁷ Indicateur 2.3.b du cadre logique

²⁸ Indicateur 2.3.1.a du cadre logique

changements politiques après des élections nationales, et les délais potentiels ces élections pour l'approbation d'édit, le projet a adapté la stratégie et cibler un arrêté foncier au lieu d'un édit. Malgré le fait qu'il y a des différences entre ces instruments légaux, l'arrêté permettra projet d'atteindre les mêmes résultats ciblés.

L'arrêté a été signé 14 février 2019 par le gouverneur ad intérim et était partagé avec le nouveau Gouverneur en juin 2019. Après la signature en février, ADEPAE a commencé le processus de créer des produits de communication et faire la traduction de l'arrêté en Swahili pour assurer une vulgarisation plus large. Ces produits seront diffusés pendant le mois de juillet et août 2019 à travers des séances de sensibilisation.

Pendant ce semestre, deux campagnes de sensibilisation²⁹ ont été menées au niveau territorial sur les problèmes pour avancer la réforme de la loi foncière (voir l'analyse de contexte ci-haut). Au mois de janvier 2019 il y a eu restitution des résultats du forum inter provincial sur le processus de la réforme foncière à Uvira qui a connu la participation de 35 personnes dont 27 hommes et 8 femmes qui ont contribué au texte du draft d'élaboration de la politique foncière en cours en RDC. Une deuxième campagne juin pour solliciter des autorités et membres communautaires sur les grandes pistes de la politique foncière. Cette deuxième campagne a été faite en juin à Uvira avec 50 personnes (25 femmes et 25 hommes), y compris des agents actifs d'un service étatique du secteur foncier à tous les niveaux, autrement dit agents de la Division de l'agriculture, pêche, élevage, du cadastre et ou de la circonscription foncière, des organisations de la société civile dans sa diversité œuvrant dans le domaine du foncier, des chefs coutumiers de la zone prioritaire, des leader appartenant à l'une des communautés de la zone prioritaire et des autorités politico-locales de la zone prioritaire. (Voir **leçons apprises** ci-dessous).

Défis et mesures de mitigation

Le défi le plus important noté pendant ce semestre est la pérennisation du processus de cartographie après la fin du projet fin décembre 2019. Le processus d'élaboration des cartes est un processus assez technique. Le projet a soutenu une équipe d'agents de l'état et de la société civile à faire ce travail, à travers les équipes de reconnaissance, et a mené beaucoup efforts pour vulgariser le processus auprès des autorités afin d'assurer que leur soutien du processus continue. Cependant, les équipes de reconnaissance devaient frais transport pour visiter des parcelles ont été travaux pendant le semestre ils à croissante des membres de la communauté précises de leurs parcelles. Avec toutes les activités de sensibilisation et les résultats des travaux de reconnaissance déjà effectués, ces appelle continuent de se multiplier. Pour répondre, le projet travaillera avec les équipes de reconnaissance et les autorités locales afin de demander des frais de service des membres de la communauté qui veulent cartographier leur parcelle. Ces frais de service vont contribuer aux coûts associés avec cette activité et le permettre de continuer. Il sera important d'assurer que ces frais ne deviennent pas une barrière pour les membres de la communauté d'accéder au service et que les communautés soient sensibilisés sur la de frais et impliquées dans la du taux.

Coordination

La zone du projet est caractérisée par les uns et coutumes qui continuent à discriminer les femmes dans la gestion de la chose publique. Néanmoins, à travers le projet, les femmes leaders sont encadrer dans les structures communautaires de paix, entre autres, les CM, les NCI, les GD, qui se réunissent au tours des activités des plaidoyers et de sensibilisations. Après ces activités en coordination entre les différentes structures, il s'observe à Kamanyola une appropriation du processus par les autorités et certains membres des communautés, pour renforcer ces liens, GIZ veut implémenter un projet dans la même zone et compte travailler directement avec les CM de Kamanyola, une des structures du projet Tujenge qui encadrent les femmes leaders et dynamiques dans la résolution des conflits fonciers. Pendant le semestre, le projet a eu au minimum réunions avec le conseiller technique des activités économiques de GIZ sur la coordination avec leur projet qui se focalise à Kamanyola et Luvungi, et une réunion d'introduction avec le conseiller technique du projet Promotion de la Paix qui a commencé en mai 2019 (les sites ciblés ne sont pas déjà définis pour ce dernier projet). Ces réunions de coordination se sont focalisées sur le travail avec les différentes structures locales - surtout les comités mixtes – leurs besoins et comment nos deux organisations peuvent les renforcer avec des capacités et conseils techniques différents. Le focus du projet Tujenge sur la stabilisation et la paix, et le focus du projet GIZ sur les capacités techniques liés aux

²⁹ Indicateur 2.3.2.a du cadre logique

activités économiques et l'agriculture facilitent une bonne coordination et complémentarité entre nos deux organisations.

Pendant le semestre, le projet a eu deux réunions avec la coopération suisse, à travers le partenaire IFDP, sur le processus de réforme de la loi foncière. Cette coordination a permis au projet d'ajuster la méthodologie des activités de sensibilisation et sollicitation des inputs des autorités et communautés sur la loi foncière dans la Plaine et les hauts plateaux en assurant que les résultats de cette activité (les des participants) peuvent nourrir des conversations au niveau provincial et national sur la réforme. Par exemple, l'activité à Uvira organisée par IFDP (voir produit 2.3.1 ci-haut) a été organisée juste une semaine avant une grande conférence convoquée par les Pays Bas et le Ministre des Affaires foncières sur la gestion de la terre au Sud Kivu, afin de nourrir les débats au niveau provincial avec les besoins captés dans la zone prioritaire et mener de plaidoyer auprès des autorités provinciales et nationales qui sont impliqués dans cette question.

Encrage institutionnel

Pendant ce semestre, le projet a connu la forte participation des autorités locales (étatiques et coutumiers) dans les séances de vulgarisation des cartes et des droits fonciers, qui ont été organisées avec elles. Leur implication dans l'organisation de ces séances a renforcé leur appropriation des résultats de ces séances – surtout avec les chefs de groupement de Kamanyola et le Mwami à Lemera qui sont bien impliqués dans les activités du projet.

En juin 2019, STAREC et IFDP ont organisé une séance d'information conjointe d'une journée sur le processus de cartographie et les liens avec le programme de stabilisation du gouvernement congolais. A travers cet atelier, STAREC et IFDP ont présenté les résultats de la cartographie participative auprès des autorités locales et leurs communautés et ont disponibilisé aux communautés les cartes et les études diagnostiques qui montrent les besoins et intérêts des populations qui constituent des sources de compétition entre les différentes couches socioprofessionnelles de l'entité. La séance a connu une participation active de 35 représentants (25 hommes, 10 femmes) des différentes autorités de la Plaine de la Ruzizi qui a approprié les cartes. Le projet va suivre le progrès d'utilisation de ces cartes par des autorités pendant la période d'extension sans coûts et appuyer les autorités développer des stratégies locales pour leur utilisation par des membres de la communauté.

Questions de genre

Pendant une visite de suivi menée en mai 2019, le projet a noté une forte participation des femmes dans toutes les structures communautaires sous P2 – notamment les comités mixtes (38 femmes et 90 hommes) et les GRFs (48 femmes, 42 hommes). Elles sont parmi les membres de ces comités les plus confiantes et les plus actives dans les discussions. Ces femmes notent aussi que leur participation dans ces structures, qui traitent des questions considérées comme parmi les plus importantes pour la stabilité de leurs villages, leur a donné la confiance de s'impliquer plus dans des autres fora de décision au niveau communautaire. Elles rapportent qu'elles se sentent plus respectées par des hommes au sein de leurs ménages et communautés parce qu'elles ont des contributions importantes à apporter à ces débats sur la stabilité et la sécurité.

L'héritage et l'accès des femmes à la terre était une thématique importante pendant les dialogues entre les grandes concessionnaires et petites paysans qui ont été tenu pendant le semestre. Au début du projet, des femmes ont été interdit d'hériter des parcelles et d'avoir un contrat dans leur nom sans la signature de leur mari. La plupart des contrats étaient des contrats verbales et donc l'accès des femmes à la terre était très insécurisé. A travers une séance de la restitution du travail du groupe de dialogue organisé dans le cadre du projet en mai, les femmes ont soulevées que, dans le groupement de Kamanyola, certaines femmes petites productrices ont mentionné une nouvelle menace qui n'était pas relevée dans l'étude – certains gérants de concessions utilisent la femme sexuellement comme préalable pour accéder à une terre en location. Pour fidéliser la relation entre exploitant et le gérant qui octroie le champ pour les hommes chaque fois qu'ils se rencontrent avec le gérant il doit lui payer à boire et faire des discours. Les femmes qui n'ont pas ces capacités financières pour entretenir ces relations avec les gérants des plantations. Ça constitue violation des droits des femmes. Au cours des mois suivants, IFDP va travailler avec SOFAD pour voir quels mécanismes de référence existe dans la région concernée et voir comment nous pouvons référer ces femmes (si elles ont la volonté) de perspective « ne ». Nous allons aussi consulter les partenaires pilier 5 pour voir comment nous pouvons résoudre avec les gérants des concessions directement dans un dialogue pour cesser.

Leçons apprises

Pendant la séance de sensibilisation et sollicitation sur la politique foncière, c'était clair que le niveau de connaissance de cette politique était plus faible que le projet a constaté avant. Pendant la séance, en coordination avec Alert, IFDP a changé la méthodologie ; ils ont constaté que le niveau de compréhension du processus de réforme était beaucoup plus bas qu'ils attendaient. était nécessaire d'ajouter des modules pour assurer que les participants bien compris la politique avant de solliciter leurs par rapport à son application dans la Plaine de la Ruzizi et les hauts plateaux. En projet a construit une bonne de travailler avec des autorités le processus de réforme les mois afin d'assurer que les communautés continuent le processus et suivre comment leurs ont été pris en compte (ou non) au niveau provincial et national.

Histoire de succès

Titre : La confiance, quiétude et paix restaurés grâce aux travaux de la cartographie parcellaire

« Je suis très contente de la sécurisation de ma parcelle grâce aux travaux de la cartographie, les voisins ont reconnu les limites de ma parcelle, ils ont contresigné ma fiche parcellaire. En tant que veuve j'ai désormais une parcelle qui m'appartient, où sur la fiche est mentionnée mon nom, personne ne pourra venir me bousculer, ma terre est dorénavant sécurisée grâce au projet TUJENGE » déclaration d'une femme de Kamanyola qui ont bénéficié de la reconnaissance des limites des parcelles.

Pendant le dernier semestre, 166 conflits liés aux limites et usage des parcelles ont été identifiés par les structures communautaires dans la zone prioritaire du projet. Avant le projet, les limites de ces parcelles n'étaient pas documentées et étaient souvent renégociés plusieurs fois entre des voisins. Parmi les 166 conflits identifiés ce semestre, 28 étaient des conflits entre villages voisins, sur la compétition des ressources (eaux, parcours, pâturage, piste). Les communautés ont exprimé leurs besoin de faire reconnaître, enregistrer et certifier leurs droits fonciers coutumiers. Cependant, les services étatiques n'ont pas eu les capacités ni les outils pour faire une cartographie précise et assurer que les parcelles ont été documenté pour pérennité.

A Kamanyola, à travers le projet Tujenge Pamoja kwa Ajili ya Amani, le partenaire IFDP a travaillé avec les différents services foncières de l'état pour comprendre leur besoins et établir un structure et un système à répondre aux besoins des communautés. Ils ont établi les « équipes de reconnaissance ». Ces équipes comprennent des représentatives des services foncières – notamment des Chefs des entités coutumières, des techniciens de services fonciers et/ou cadastre, les agronomes de Chefferie de groupement ainsi que les agents de l'administration foncière. IFDP a formé les équipes sur la reconnaissance des limites des parcelles en utilisant des outils de GPS, et la gestion des conflits liés à la terre.

Basé sur les demandes des communautés, les équipes des reconnaissance ont travaillé avec le chef du groupement pour identifier certains plots prioritaires et ont descendu à chaque plot à mener une exercice de reconnaissance participative. Ce processus demande la participation des propriétaires mais aussi les voisins et leaders communautaires ; en cas où il y a des questions par rapport aux limites, tous les parties prenants travaille ensemble pour accorder le limite. C'est pour cette raison que les équipes GRFs, (Groupes de Résolution des conflits Fonciers), constitué des socio thérapeutes et quelques membres de structures locales de paix, ont descendu avec les équipes de reconnaissance pour abriter en cas des conflits. Dans certains cas, ce processus a pris plus de 3 jours, pour avoir suffisamment des temps à discuter où il y avait des conflits entre voisins par rapport au certains parties des limites. Quand les équipes ont établi les limites avec tous les parties prenants, ils ont rentré et élaborés des cartes des parcelles. A travers ces cartes, ils ont travaillé avec les services étatiques et le chef de groupement pour élaborer des certificats des parcelles, qui déterminent et document les limites de chaque parcelle ils ont mesuré. Ces cartes ont devenu automatiquement des outils de référence pour la résolution des conflits, et ont réduite le référencement des conflits auprès de la police et cela contribue à la restauration de la quiétude dans les milieux.


Pendant ce semestre, 138 conflits fonciers liés aux délimitations, héritages et expropriations résolus grâce aux travaux des équipes de reconnaissance sur terrain.

Objectif Spécifique 3 : Gouvernance sécuritaire renforcée

Synthèse des évolutions dans le contexte

La plaine de la Ruzizi et les moyens et hauts plateaux d'Uvira et Mwenga constituent une partie de la province au cœur des conflits depuis plusieurs décennies à cause des conflits locaux violents, nourris par la compétition à la terre et au pouvoir ; ces conflits s'y sont multipliés et nourris par un opportunisme des acteurs à cause de la faible présence des pouvoirs publics, l'impunité, la présence des groupes armés, la prolifération des armes légères, le manque d'opportunités d'emploi pour les jeunes, l'esprit hégémonique d'une partie des communautés au détriment de l'autre, insuffisance de la représentation de la femme dans la gestion des conflits et de la chose publique ainsi que le parallélisme du pouvoir foncier entre l'administration foncière et coutumière. Le dysfonctionnement qui caractérise les services de défense et sécurité présente des conséquences sur plusieurs plans et particulièrement la protection des populations civiles, précisément les groupes vulnérables tels que les enfants et les femmes. L'insuffisance des éléments de FARDC et PNC dans la plupart des localités de la zone comporte la prolifération des groupes armés et de défense locale qui si d'une part remplissent le vide sécuritaire d'autre continuent à semer la terreur et commettent des crimes et exactions sur la population de la zone. L'incapacité de corps de sécurité à contrôler tous ses membres et appliquer le code de la déontologie professionnel fait que certains ne remplissent pas leurs devoirs, obligations et rôles. Certains responsables de ces services de sécurité participent dans la déstabilisation de la zone en apportant leur soutien à la problématique d'administration parallèle, dans la taxation locale, exploitation illégale des ressources naturelles, manipulation de la justice etc... Ces attitudes de certains membres de ce corps suscitent une méfiance entre les services de sécurité et les civils. Cela explique la tendance croissante de la population de s'orienter vers les groupes armés de leur obéissance communautaire qu'ils estiment force de sécurité alternative. D'un autre côté certains membres des communautés pensent que la sécurité est une affaire exclusive de forces de sécurité et cela baisse le niveau de collaboration et réduit les opportunités de citoyenneté active.

Pendant ce semestre, il y avait une augmentation de l'insécurité dans les hauts plateaux en particulière entre la coalition des groupes armés Bembe, Nyindu et Fuliiru contre le Jeune Twigwaneho soutenu par le groupe armé Gumino. Cette augmentation des activités des groupes armés ont été influencé par l'instabilité politique dans le pays qui a créé des opportunités pour certains groupes de réaffirmer leur pouvoir, et la détérioration des rapports entre les pays voisins de Rwanda et Burundi, auxquels certains groupes prétendent d'être alignés. Le projet a répondu à ces évolutions avec les séances de sensibilisations des groupes armés pour comprendre les motivations des combattants d'avoir joindre les groupes et pour les encourager de se démobiliser. Pendant cette période de conflit intensif, nous avons aussi augmenter nos efforts de renforcer la confiance entre les communautés et les services sécuritaires à travers les activités de scorecard et les tribunes d'expressions populaires sur la sécurité, pour faciliter des dialogues entre le communautés et les services sécuritaires et encourager la collaboration en combattre les causes de l'insécurité.

Résultat 3.1 – Confiance renforcée entre population et services étatiques responsables de la sécurité	Etat
	

Au début du projet, 53% des répondants de l'étude de base ont rapporté qu'ils pensent qu'il n'y avait pas des mesures appropriées pour la garantie de la sécurité. Pendant des visites de suivi menées au cours de semestre, des communautés et membres des services sécuritaires ont confirmé que les membres des communautés ont plus confiance envers les institutions, notamment les FARDC, PNC, ANR et DGM³⁰. Les scores de scorecard ont augmenté à 60%³¹ depuis le dernier semestre dans chaque groupement sur la qualité des services sécurité³². Pendant une visite des bailleurs en mai 2019, un représentant du forum de groupement de Kigoma a montré comment, avant le projet, les autorités PNC, ANR et FARDC étaient en mauvaises relations avec les communautés sur des issues sécuritaires ; des autorités considéraient que les

³⁰ Indicateur 3.1.a Ind. ISSSS 2.2 du cadre logique

³¹ Indicateur 3.1.1.a du cadre logique

³² Les données ont été récoltées dans le groupement de Lemera (dans les villages de Mahungubwe, Katala et Rubanga) ; Nyamutiri (dans les villages de Bulaga, Kibungu et Langala) ; le groupement de Mulenge (dans les villages de Mulenge 1^{er}, Kishagala, Mulenge et Kaduma), et le groupement de Kigoma (dans les villages de Kagimbu, Kangaet Rukobero). Les informations ont été récoltées auprès de 205 personnes sous les focus groups et les questionnaires apprêtées pour l'analyse du 24 au 30 janvier 2019.

communautés et les groupes armés, et qu'elles partageaient aux groupes armés les informations concernant les opérations à mener par les FARDC contre ces derniers³³. Aujourd'hui les services répondent aux besoins levés par les structures communautaires, notamment le CLSP et le forum de groupement. En janvier 2019, le forum de groupement à Kigoma ont mené une série d'activités de plaidoyer avec le CLSP pour demander une présence plus forte des FARDC à Kigoma. Ces activités de plaidoyer ont été basées sur un processus d'analyse participative avec les communautés locales. Comme résultat, les FARDC ont effectuées plus de soldats à Kigoma³⁴ en coordination avec le CLSP et les autorités représentées dans la structure. La présence renforcée des troupes était notée par des membres de la communauté et les structures communautaires du projet, qui ont remarqué que grâce à ce changement, ils perçoivent une réduction des affrontements et cas de violence dans la région et se sentent plus à l'aise à circuler même dans les endroits plus enclavés autour de la ville – par exemple à chercher de l'eau³⁵. Aujourd'hui les membres de forum de groupement sont bien respectés comme des acteurs de la paix ; après la flambée de la violence à Minembwe en Mai 2019, une délégation des membres de forum de groupement, y compris le chef du groupement, ont été invités d'aller dans le Hauts plateaux pour sensibiliser les communautés sur la paix.

C'est important à noter que pendant la période de rapportage, le contexte dans les hauts plateaux, le site d'une partie des activités du projet, était le site de plusieurs cycles de violence et conflit pendant la période post-électorale, premièrement en mars et encore en mai et juin 2019. Malgré ce contexte, les exemples de confiance entre les communautés et les autorités est restée le même dans les régions où le projet est mené, grâce à plusieurs activités menées dans les deux années passées pour établir une base de confiance entre les communautés et les acteurs sécuritaires et les rapports personnels établi entre ces deux groupes à travers ces activités.

Parmi les insécurités mentionnées pendant l'étude de base, les chefs coutumiers ont rapporté que le niveau d'incidents pré-projet est très haut, spécialement dans chefferie Plaine de la Ruzizi, Bavira, Uvira cite et Lemera. Les incidents c'est au niveau incontrôlable à tel point que les coupeurs de route dépouillent même les cadavres, le trafic des organes humains est aujourd'hui monnaie courante, la vente des enfants ; les bandits armés, les visites nocturnes, les assassinats, le braquage c'est partout dans les hauts et moyens plateaux, dans la Plaine de la Ruzizi et la Cité d'Uvira même. Ils ont cité des cas de kidnapping au niveau de Lemera et plus d'une dizaine d'affrontements entre différents groupes armés dans le groupement de Kigoma. Pendant le dernier semestre, le projet a noté un changement important dans les nombres des cas d'insécurité ; à travers les résultats de scorecard, les membres des communautés de Kigoma, Mulenge, Lemera et Nyamutiri ont partagés des exemples concrets où ils ont perçu un changement dans la qualité des services sécuritaires ; par exemple à Lemera, entre octobre et décembre 2018, les communautés ont rapporté plusieurs cas de kidnapping. Mais dans le score card mené en Janvier et Février 2019, les communautés à Lemera ont noté que les nombres des cas de kidnapping ont diminué dans une fréquence de 5 à 6 par semaine à 1 ou 0 par semaine. Selon eux, ce changement est expliqué par le fait qu'il y avait un renforcement des nombres des effectifs des FARDC dans le milieu qui a dissuadé des groupes armés de faire des kidnappings. Même s'il y avait des autres facteurs qui ont contribué à ce changement des nombres des cas de kidnappings, cette observation de la part des communautés montre que les services sécuritaires sont plus visibles et les communautés sentent l'impact de leurs services dans la région.

137 personnes (dont 101 hommes et 36 femmes) ont été formées entre janvier et juin 2019 dans la gestion des conflits, genre post conflit et les droits humains³⁶. Les participants comprenaient des membres de CCI Kakamba, CCI Kamanyola, CCI Luberizi, CCI Kabunambo et CCI Kamanyola, NCI Kigoma, NCI Lemera et NCI Nyamutiri et les chefs locaux. Les autorités locales responsables pour la sécurité (comme le chef du groupement, chefs des villages qui sont considérés directement comme des conseillers...) sont parmi les membres des CCI. Pendant la période de rapportage, ils ont déjà commencé de mettre en pratique ce qu'ils ont appris pendant la formation en sensibilisant les membres des communautés à travers les fora des groupements, des villages et les CLSP sur le respect de droits humains et l'importance de la femme dans la


³³ Rapport de la visite de suivi de SSU et STAREC en mai 2019

³⁴ Le projet est en train de travailler avec le FARDC pour disponibiliser ces chiffres mais leur présence augmenté était noté par plusieurs membres de la communauté à travers des missions de suivi mené par les partenaires du projet et Alert pendant le dernière semestre.

³⁵ Séance de suivi évaluation mené à Sangé avec les structures communautaires de Kigoma, mai 2019

³⁶ Indicateurs 3.1.1.b du cadre logique

gestion de la prise de décisions. Il s'observe ainsi, un appui des hommes qui appuient les chefs d'avenues femmes de Kamanyola et Lemera dans l'exécution de leurs travaux comme chef d'entité, qui ont accueilli les femmes chefs et les montré comment ils font leur travail.

Résultat 3.2 – Des mesures pour la garantie de la sécurité, identifiées collectivement par les agents sécuritaires et les représentants de la communauté, sont mis en œuvre	Etat
	

Pendant une visite de suivi menée en mai 2019³⁷, des membres des structures de paix à Kigoma ont confirmé qu'aujourd'hui la situation sécuritaire s'est beaucoup plus améliorée grâce aux mesures qui ont été mises en place pour mitiger les risques sécuritaires³⁸ et que, comme exemple, ils peuvent circuler facilement entre Kigoma et la route principale après 18hrs, chose qui était inconcevable il y a deux années quand le projet a commencé. Selon les membres des communautés à Kigoma, les facteurs les plus importants dans ce changement étaient l'augmentation des nombres des effectifs FARDC déployés dans la région – ce qui a contribué à une augmentation de confiance des membres de la communauté dans les mesures de mitigation – et le travail des UCS pour sensibiliser les groupes armés ce qui a contribué à la démobilisation des nombres importants des effectifs. 14 réunions ont été organisées entre les représentants de la communauté et les forces de sécurité³⁹, regroupant 7 femmes et 14 hommes pour partager les résultats des analyses sécuritaires au niveau de la communauté avec les services et pour faire le plaidoyer et influencer leurs stratégies de déploiement et de communication avec la population locale. Ces réunions ont été tenues entre les forces de sécurité et les structures communautaires (représentants de la communauté) à travers les réunions des CLSP, les fora des groupements et les réunions des UCS. Dans ces réunions, les structures communautaires et forces de sécurité ont évalué les résultats des scores cadres, la cartographie des zones à risques tout en spécifiant la responsabilité des uns et des autres qui améliore collaboration entre les deux parties et la redevabilité des uns et des autres. Grâce aux réunions, les forces de sécurité ont changé leurs stratégies pour répondre aux besoins des communautés (par exemple, elles ont déployé plus des forces dans certaines régions où les communautés ont demandé une présence plus forte contre les groupes armés), comme décrit à travers les autres indicateurs ci-haut. La cible dépassée parce que la volonté des services sécuritaires se rencontrer avec les structures communautaires sous-estimé quand le premier cadre logique élaboré.

Entre janvier et juin 2019, les CLSP dans chaque groupement ciblé par le projet ont élaboré des plans d'action sur la sécurité avec les communautés et les services sécuritaires. 2 plans ont été finalisés⁴⁰ – le plan de la chefferie de Bafuliiru et le plan de la chefferie de Bavira. Les plans ont été construits sur les résultats d'analyse sécuritaire participative qui est fait régulièrement à travers l'activité de la cartographie des risques. Cette cartographie est conduite par les CLSP mais implique des membres des communautés ciblés par le projet. Basé sur cette analyse, une série de réunions été organisée entre les représentants de CLSP, les autorités locales, et des représentants de la communauté (notamment les leaders coutumiers, les leaders femmes, et les leaders jeunes). Des priorités ont été accordées et un plan d'action élaboré les objectifs, les actions nécessaires les objectifs et résultats attendus, les personnes responsables et les dates/un calendrier par lequel les activités doivent être réalisées. Ce processus a été accompagné par le Ministre Provincial de l'intérieur du Sud Kivu, la PNC, et les FARDC pour renforcer davantage la collaboration entre les forces et services de sécurité et la population locale de la chefferie de Bafuliiru. Parmi les priorités les deux communautés, il y a celle du plaidoyer pour un DDR à base communautaire, sensibilisation des membres des communautés contre le port d'arme illégal, cohabitation pacifique entre les membres des différentes communautés et les activités de rapprochement entre les forces et services des sécurité et les communautés locales. Pendant le prochain semestre ces plans seront des communautés et des autorités provinciales et nationales pour créer un espace où les autorités peuvent appuyer la mise en pratique de plan (certaines recommandations dépassent ce que les autorités locales et territoriales peuvent faire et demandent l'implication des autorités provinciales et nationales).

5 histoires de succès ont été élaborées⁴¹ sur la mise en œuvre des mesures pour mitiger les risques sécurité et de protection. Veuillez trouver les histoires de succès en annexe.

³⁷ FGD avec des membres des structures sécuritaires de Kigoma, 16 mai 2019 à Sangé

³⁸ Indicateur 3.2.a du cadre logique

³⁹ Indicateur 3.2.1.b du cadre logique

⁴⁰ Indicateur 3.2.1.a Ind. ISSS 1.1.1_i du cadre logique

⁴¹ Indicateur 3.2.b du cadre logique

Résultat 3.3 – Les groupes armés sont sensibilisés.

Etat



A travers 3 grandes campagnes de sensibilisation⁴², plusieurs groupes armés ont manifesté leurs intérêts à se ce semestre :

Tableau 6 : Nombres des campagnes menés et nombres des démobilisés par site							
Groupe armé	Location	Date de campagne	UCS	# des combattants démobilisé entre jan – juin 2019		Date de démobilisation	Munitions retournés
				Effectifs	Enfants		
Mai Mai Mafikiri Ruresha	Musahaba (groupement Kigoma)	Décembre 2018- Février 2019	UCS Kigoma	5	0	28/02/2019	
Mai Mai Kihebe	Mulenge (Groupement de Lemera) et	Décembre 2018- Février 2019	UCS Kigoma et Lemera	19	14	21/22/2019	6 armes marque AK47
Mai Mai Yakutumba	Itombwe	Avril 2019 – Juin 2019	UCS Kala	1	0	06/06/2019	1 arme marque AK47

Depuis le début du projet jusqu'présent les UCS Kigoma et Lemera travaillent en coordination en s'appuyant sur le CLSP de la chefferie de Bafuliiru et sont arrivés à faciliter la démobilisation de 49 éléments de trois groupes armés et 14 enfants soldats du groupe armé Kihebe ont été remis suite à TPO contrairement à celui d'Uvira qui a sensibilisé jusque-là un (1) seul élément avec une arme.

12 groupes armés ont été sensibilisés⁴³ l'importance de la démobilisation la stabilisation. Parmi eux, des effectifs de 3 groupes se sont aux activités de sensibilisation - voir le **tableau ci-haut Résultat 3.3 indicateur 1** pour l'analyse des groupes. Les démobilisés de Kagando présentent une opportunité pour le projet, car ils sont près sensibilisés les groupes armés. Les femmes démobilisées de Kagando jouent un grand rôle dans ce travail de sensibilisation avait des jeunes envoyés par la femme présidente de Kagando mener des activités de sensibilisation dans la zone. Il existe des témoignages des jeunes femmes qu'elles inspirées par leur présidente impliquées dans les activités de sensibilisation rentrées en contact avec des autres jeunes femmes dans leurs réseaux qui sont associés aux groupes armés. Etant encadrées à travers plusieurs filières économiques, ces dernières attirent la convoitise des autres qui appartiennent aux groupes armés et qui souhaitent. Voir **l'histoire de succès** mentionné sur page 24.

246 émissions radio sur les avancées du programme DDR/DDRR⁴⁴ et la sensibilisation des groupes armés produits par RIO et SVH en coordination avec UEPNDRR⁴⁵ et le programme DDR MONUSCO ont été diffusées entre janvier et juin 019. Les messages sont diffusés à la Radio Tuungane de Minembwe et la radio communautaire de Lemera et Sange qui ont permis aux groupes armés délocalisées et d'autres groupes opérant dans la zone non concernée par le projet d'entrer en contact téléphonique avec les membres des UCS Lemera et Kigoma. Ces émissions sont diffusées à une fréquence de 3 émissions par semaine, une répartition de 46 émissions par zone pendant le 6 mois et un moyen de 14 émissions diffusées mensuellement à travers les radios suivants :

Tableau 7 : Couverture médiatique des radios	
Radio	Couverture médiatique
Radio Communautaire de Lemera	La chefferie de Bafuliiru
Radio Rurale de Sange	Le moyen plateau Groupement de Kabunambo et de Kigoma

⁴² (Indicateur 3.3.1.a) du cadre logique

⁴³ Indicateur 3.3.1.b du cadre logique

⁴⁴ Indicateur 3.3.1.c du cadre logique

⁴⁵ Unité d'exécution du programme national de désarmement, démobilisation et réinsertion

Flash Kamanyola	Groupement de Kamanyola
Radio communautaire de Luvungi	Chefferie de Bafuliiru et de Kakamba
Radio Tuungane de Minembwe	Basimukinji 1 ^e et Basimunyaka Nord et Sud
Radio le messenger d'Uvira	La ville d'Uvira

1 campagne de sensibilisation sur la détention illégale des armes⁴⁶ a été organisée à Lemera suivies de 540 séances de sensibilisation faites par les membres de différentes structures entre février et juin à travers les réunions ordinaires, les analyses du contexte, les restitutions des scores cadres, les réunions des CLSP, des UCS, les fora des groupements et des villages dans les différents groupement et villages de la zone prioritaire. Les UCS de Kigoma et Lemera ont continué les activités de sensibilisation sur la détention illégale travers 4 tribunes d'expression populaires sur la sécurité menée entre février et avril conjointement avec les groupes consultatifs, les CLSP et les fora des groupements de Kigoma et Lemera à Bijojo, Mulenge, Nyamutiri et Lemera centre. Ces séances ont renforcé davantage la volonté des éléments des groupes armés ainsi que les membres des communautés à se désolidariser des groupes armés et la pratique de la détention illégale des armés par ces derniers. Comme le témoigne le commandant régiment 3304 appels anonymes des membres des communautés qui sont prêts à remettre détenues. Ces derniers craignent pour leurs sécurités car les procédures de remise ne sont pas bien définies par les autorités. Il confirme avoir 6à Mulenge grâce à la collaboration avec les membres des CLSP Lemera, Les UCS de Lemera et Kigoma mais aussi à travers les groupes consultatifs.

Suite aux activités de sensibilisation, les leaders communautaires et la société civile à Lemera et à Kigoma ont établi des comités (en dehors des activités du projet) pour travailler ensemble à faire une cartographie des routes de trafic armes et à continuer à mener des campagnes de sensibilisation sur cette question.

Défis et mesures de mitigation

Pendant la période de rapportage, l'UCS de Kigoma a rapporté des cas certains leaders communautaires ont été des gens inconnues envers les groupes armés à résister à l'appel de démobilisation volontaire. Par exemple, ils ont reporté l'existence messages décourageants qui sont la radio après des visites de sensibilisation mené l'UCS qui cherchent à identifier des groupes qui sont à d'informer des autres groupes opposants pour les déstabiliser. Même si l'UCS a continué avoir des résultats probants, ces émissions peuvent poser risque pour ces activités de long terme.

Pour mitiger contre ces défis, l'UCS et les partenaires de mise en œuvre ont continuer à faire une analyse régulière du contexte pour mieux comprendre les dynamiques entre les groupes armés et les tireurs de ficelles derrière eux afin d'identifier les perturbateurs. Le consortium a aussi demandé l'assistance de la MONUSCO et STAREC dans cette analyse. Entre temps, nous avons renforcé les liens avec les FARDC, MONUSCO et les autres autorités locales impliquées dans la démobilisation pour améliorer la qualité de ce processus et continuer d'attirer des effectifs des éléments des groupes armés qui se désolidarisent à travers des campagnes de sensibilisation.

Coordination

La coordination qu'Alert a déjà établi entre affaire civile et DDR MONUSCO à Bukavu et Uvira, l'administration territoriale, la PNC et les FARDC pour les activités de désengagement des groupes armés et le rapprochement entre les forces et services de sécurités et la population locale ont continué pendant ce semestre avec des résultats importants. Par exemple, pendant le semestre, les 14 jeunes démobilisés ont été affectés à la section droit de l'homme de la MONUSCO d'Uvira pour suivre le processus de démobilisation (voir résultat 3.3).

Cependant, on note que cette coordination peut être renforcée pendant le dernier semestre du projet, notamment autour questions réinsertion des jeunes démobilisées dans les activités économiques du projet et les filières établies par les coopératives à partir d'un processus de démobilisation communautaire. Les trois partenaires du projet qui cet objectif vont effectuer quelques missions conjointes de plaidoyer au niveau territorial, provincial et national pendant la période d'extension sans coût pour aborder cette question en coordination avec la MONUSCO et .

⁴⁶ Indicateur 3.3.1.d du cadre logique

Encrage institutionnel

Au niveau provincial, une collaboration entre le consortium et le coordinateur de la cellule civilo-militaire de la 33-ème région militaire, la section droit de l'homme de la MONUSCO d'Uvira et la PNC pour avancer une réflexion dans le sens d'une démobilisation communautaire et de renforcer la confiance entre la population et les services de sécurité. Entre le 18 et 29 mars, des ateliers ont été Uvira et dans la plaine de la Ruzizi entre les services sécuritaires et les membres des communautés pour élaborer une base pour les plans d'action sécuritaire qui ont été élaboré. Les officiers de la PNC, les officiers des FARDC, les membres du conseil de sécurité ont participé à cette activité, avec les leaders communautaires, les membres du CLSP, des femmes, les membres de la société civile et les représentants des jeunes. L'identification des pistes de plan avec les communautés ont renforcé la confiance entre les communautés et les autorités.

Pendant le prochain semestre, il sera ainsi question de responsabiliser le Ministère de l'Intérieur sur les activités de validation des plans locaux de sécurité. préparer du projet, les chefs des chefferies/secteur seront impliqués toutes les activités sensibilisation des UCS à travers les CLSP et les fora des groupements. De plus, du mois d'août, une réunion sera par les membres du consortium et la section des affaires civiles de la MONUSCO, DDR et les FARDC pour définir les stratégies à mettre en place pour la récolte des armes.

Questions genre

Pendant la période de rapportage, le projet a noté une forte participation de certaines femmes membres des structures, comme les UCS de Kigoma et Kala et les forums du groupement, dans les activités de démobilisation et plaider auprès les sécuritaires. Par exemple, c'était la présidente d'UCS Kala qui a négocié les termes de démobilisation d'effectifs du groupe Yakutumba en juin. Pendant la visite de suivi au mois de mai et la visite des bailleurs en juin, les femmes membres de forum de groupement ont expliqué qu'elles se sentent plus à l'aise circuler les soirs à Lemera et Kigoma, chose qu'elles considéré « impossible » avant le projet.

Finalement, pendant ce semestre, certaines campagnes de sensibilisation se concentrées le rôle des parents et spécifiquement les mères des jeunes qui sont dans les groupes armés. A Lemera, le représentant de l'ANR à travers une visite de suivi en mai que grâce aux campagnes de sensibilisation focalisé sur cette question, il un changement dans l'attitude de la communauté en par rapport aux activités des groupes armés aujourd'hui beaucoup plus mères des jeunes les encouragent à rester dans la communauté et s'impliquer dans les activités économiques, comme celles le projet, au lieu de joindre un groupe armé. Cependant, le projet a noté une nécessité d'avoir une approche plus systématique par rapport aux questions genre. Par exemple, femmes leaders qui sont impliqués dans les questions de démobilisation dans une structure féminine un regard spécifique sur la sécurité et la paix. Travaillant déjà avec plusieurs femmes dynamiques en la matière, un nombre limité de ses femmes sera identifié pour ainsi constituer ce groupe et qui aura collaborer avec les UCS, CLSP et les fora des groupements en matière Sécuritaire et Paix (voir objectif 5).

Leçons apprises

Grace aux analyses régulières de contexte, les UCS ont observé ce changement graduellement au courant du mois de mars et ont prévu le changement. En réponse ils ont augmenté les nombres des séances pour encourager des effectifs à se désolidariser avant qu'ils aient été envoyés dans les hauts plateaux. Cependant, avec ce changement contexte, les UCS mènent des enquêtes pour comprendre qui sont les effectifs à Lemera et à Kigoma (quel rang, pourquoi ils n'ont pas été envoyé, etc) et quelles opportunités/stratégies peuvent les encourager à se démobiliser pendant cette période. Il serait important de suivre les changements dans les hauts plateaux, en coordination avec les structures communautaires appuyés par le projet dans la zone, et d'essayer de prévenir le retour de certains effectifs pendant des moments de réduction de conflit dans les hauts plateaux quand ils peuvent être moins motivés ou fatigués avec l'intensité de conflit, et donc plus ouverts aux messages de démobilisation.

Histoire de succès

Titre : Désengagement d'un effectif issu du groupe armé Yakutumba

En date du 2019 à Kavinvira- Uvira, grâce aux sensibilisations menées par l'UCS Kala auprès des groupes armés pour leur désengagement, à travers l'accompagnement technique du RIO dans le cadre du projet Tujenge Pamoja Kwa Ajili ya Amani sous le lead d'Alert avec l'appui financier de I4S-STAREC, un

élément d'un sous-groupe armé de Yakutumba commandé par le commandant Kisiga de la communauté Nyindu opérant dans les hauts plateaux d'Uvira s'est désengagé avec une arme AK 47, N° 34084 avec 11 cartouches. Le dénommé⁴⁷ a eu l'option de se désengager grâce aux séances de sensibilisations faite par les membres des UCS Kala. Il a été recruté à de ces amis suite d'emploi, par un leader d'un groupe armé Yakutumba. Depuis 2015, il a été dans le groupe comme un militaire rang. Il a confirmé avoir participé dans toutes les opérations menées par la coalition des groupes armés Maï contre le groupe armé Gumino. Il se souciait de rentrer dans la communauté pour s'occuper de sa famille. Il y a des échos des activités de la briqueterie et d'autres filières qui encadrent les ex-combattant travers les séances de sensibilisations faites par les membres de UCS Kala. En mission d'expression par son chef dans le groupe de Bijombo, il est entré en contact avec un pasteur proximité pour lui expliquer l'itinéraire à suivre pour rejoindre Uvira. Le pasteur étant déjà informé des activités qui sont réalisées par le UCS Kala, lui ale numéro d'un membre de UCS qui est aussi le représentant de la filière briqueterie qui pourrait l'intégrer dans le travail d'a briqueterie. Une fois arrivé à Uvira, il est entré en contact avec la présidente de UCS Kala. Craignant pour sa sécurité et avec comme risque d'être enrôlé de force par les FARDC, ce dernier a à la présidente de l'UCS de remettre à la MONUSCO ne souhaitait plutôt participer les activités de Kala. La présidente de l'UCS a pris l'option d'entrer en contact avec Alert pour entrer en contact avec la MONUSCO pour ainsi faciliter la démobilisation. Alert a organisé une réunion d'urgence avec DDR MONUSCO. Pour se la véracité de l'identité de l'élément, l'officier DDR de la MONUSCO Uvira a posé certaines questions telles : *nom de son groupe, la motivation de son désengagement, son poste dans le groupe*. Un l'officier convaincu des réponses données par le concerné a fait un rappel du processus à l'élément démobilisé a qu'il sera gardé dans un centre sous la gestion de la MONUSCO pendant un mois et puis sera intégré dans les activités CVR, sous la présence de l'expert du STAREC en charge la restauration de l'autorité de l'Etat. L'élément a été remis officiellement par la présidente de UCS à l'officier DDR MONUSCO. Après la remise officielle, une notification a été produite par la MONUSCO Uvira témoignant avoir reçu de la part de UCS Kala un élément du groupe armé Yakutumba qui s'est démobilisé à travers le projet Tujenge Pamoja.

usines de canne à sucre, de thé et de café ne sont plus opérationnelles. La lourdeur de l'administration publique et fiscale ne permet pas le climat des affaires pour les entreprises.

Résultat 4.1 – Réinsertion socio-économique des jeunes à risques assurée.

Etat



Au début du projet, parmi 200 répondants d'âge 30 ou plus jeune, 68% ont rapporté qu'ils cherchent un emploi ou compte de chercher un emploi dans l'avenir. Parmi eux 54% ont jugé leur chance de trouver un emploi mauvaise' ou 'médiocre'. Aujourd'hui, grâce aux activités de réinsertion socio-économique du projet, 660 bénéficiaires dont 480 jeunes à risques, non-instruits (192 jeunes femmes, 288 jeunes hommes) et 180 démobilisés et personnes à risque de Kala et Kagando (85 jeunes femmes, 95 jeunes hommes)⁴⁸ âgés entre 18 et 30 ans ont bénéficié des activités des AVEC et kits de réinsertion ce semestre.

Comme expliqué dans le dernier rapport semestriel (juillet – décembre) les jeunes font partie des localités y compris la Chefferie de la Plaine de la Ruzizi (Kabunambo, Kakamba, Luberizi), Chefferie de Bavira (Bijombo, Uvira Centre), Chefferie de Bafuliiru (Kigoma, Lemera), Secteur d'Itombwe (Basimukinji, Basimuniaka), et la cite de Kamanyola. Voir le dernier semestriel plus d'information par rapport au leur identification et sélection⁴⁹.

A travers les activités socio-économique, les jeunes hommes et femmes ciblés ont désolidarisé des groupes armés ; ils sont aujourd'hui investis dans leurs activités économiques et ont développer des rapports sociaux avec des membres des autres communautés (capital sociaux). Les Bafululru à que d'être recruter (ou

⁴⁷ Pour les raisons de la protection des identités, nous avons supprimé le nom de l'effectif.

⁴⁸ Indicateur 4.1.c du cadre logique

⁴⁹ Comme mentionné dans ils ont été identifié selon critères bien définis notamment être issus des communautés en conflit dans la zone du projet, être démobilisés, entre 18 et 30 ans pour les jeunes à risques, être désœuvré/vulnérable donc à risque de joindre des groupes armés ... Ils ont œuvré sur les sites projet suivants : la Chefferie de la Plaine de la Ruzizi : Kabunambo, Luberizi, Kakamba et Kagando/Kala ; la Chefferie de Bavira : Bijombo, Uvira centre ; la Chefferie des Bafuliiru: Kigoma et Lemera ; Secteur d'Itombwe; Basimukindji, Basimunyaka, cité de Kamanyola. Ils sont issus généralement de huit ethnies différentes à savoir : Barundi, Banyamulenge, Bavira, Barega, Bashi, Bafuliiru Banyindu, Babembe.

rerecruter) déclarent qu'ils ont pas l'intérêt de joindre des groupes qui mènent la violence ou qui cherchent à diviser les communautés ; comme tel, certains leaders locaux qui avant ont utilisé les jeunes comme leurs bras du feu n'ont pas le même niveau de force aujourd'hui parce que les jeunes ils ont appelé avant ne sont pas prêt d'être impliquer dans les activités divisives aujourd'hui.

Les jeunes se sont acceptés mutuellement (cas des Barundis et Bafululru à Kakamba et Kabunambo) et ensemble réalisent leurs activités économiques. Apart des activités économiques il y a aussi des cas des mariage entre les jeunes des communautés différentes, qui montre le niveau de changement d'attitude; avant le projet ces jeunes ont été dans les camps différentes.

Le facteur clé de ses succès est l'approche holistique adopté par le projet qui combine les activités sociothérapie, dialogue et les activités économiques, qui se renforcent mutuellement. Les jeunes commencent avec les activités de counseling qui les permis de confronter les expériences traumatiques ils ont connu quand ils ont été avec les groupes armés ou impliqués dans les activités de violence. 240 personnes (144 jeunes hommes, 96 jeunes femmes) ont participé dans les activités de l'appui psycho social ce semestre⁵⁰. Nous avons beaucoup dépassé le cible original (130) ; pendant la première année nous avons constaté que le cible était une sous-estimation des cibles que nous pouvons atteindre dans le projet et n'a pas bien réfléchi la forte besoin et demande des jeunes a risques pour les activités économiques. De plus, pendant la première année, nos partenaires SSU et STAREC ont demandé l'intégration de 180 démobilises de Kala dans le projet après le clôture d'un ancien projet dans la zone, qui a augmenté les nombres des cibles du projet Tujenge.

Ces activités ont eu dans les différents sites du projet dans 12 centres de Bwegera centre, Kigurwe, Katobo, Marungu, Masango, Kiziba, Basimukindji I, Makutano (Basimuniaka), Lemera centre (2), Luberizi, Kamanyola ...) qui appuient les jeunes traumatisés en psycho-social et consultations. Ces d'une importance capitale pour la jeunesse du fait que la plupart sont issus des bandes armées et ont connu des traumatismes aux violences physiques morales qu'ils ont perpétré ou avant d'être sélectionnés le projet. Aujourd'hui, grâce au et à l'appui psycho social, ils sont redevenus des jeunes épanouis, qui s'acceptent mutuellement et qui travaillent ensemble avec les autres jeunes d'autres communautés dans la cohésion sociale. Ils n'prononcent pas les paroles injurieuses aujourd'hui, ils écoutent pendant les discussions avec des autres et ils n'utilisent pas le force pour s'exprimer.

Ils ont été accompagnés par des experts externes et des bénévoles formés en sociothérapie (en collaboration avec le partenaire expert de l'objectif spécifique 2. Soulignons que pour les 12 centres de psychologues, une séance se tenait par semaine et par centre. Ce qui nous a donné 288 séances pour le semestre. Ces jeunes qui autrefois ne s'acceptaient pas car issus des communautés en conflit se pardonnent. Après ces séances qui ont permis aux jeunes de s'exprimer, de se défouler de leurs frustrations, ces jeunes ont retrouvé leurs sourires, leur dynamisme et la confiance envers les autres. Ces pardons sont illustrés par leur acceptation de travailler ensemble et de ne plus penser aux méfaits qu'ils ont autrefois commis les uns contre les autres. Il y a eu même des tueries qui ont été perpétrés par certains de ces jeunes dans la Plaine de la Ruzizi (Barundi et Bafuliru) les années précédentes. Après ces séances qui ont permis aux jeunes de s'exprimer, de se défouler de leurs frustrations, ces jeunes ont retrouvé leurs sourires, leur dynamisme et la confiance envers les autres.

Ces activités d'appui psycho sociale et counseling participent à l'atteinte du produit 4.1.1 (participation des jeunes à risque, ciblés par le projet aux activités de réinsertion socio-économique) en ce sens que ces jeunes étant traumatisés ne pouvaient pas participer aux activités de réinsertions socio-économique. Ils pouvaient même constituer un danger pour eux-mêmes et pour les autres jeunes. Ainsi, il fallait d'abord les détraumatiser pour qu'ils puissent bien s'intégrer dans leurs groupes et user de toutes leurs capacités mentales de maîtrise, d'équilibre mental pour la bonne réalisation des activités de réinsertion socioéconomique. A travers ces activités, les jeunes ont plus de confiance parce qu'ils ont des stratégies à gérer leurs émotions et à apprendre d'écouter aux autres. Cette base est fondamentale pour le troisième élément sur le dialogue.

⁵⁰ Indicateur 4.1.2.a du cadre logique

Quand ils ont commencé les activités de sociothérapie, les jeunes commencent d'être impliqués dans les activités d'alphabétisation ou il y a un besoin. Ces activités sont focalisées sur la pratique – ils sont les cours qui sont adaptés aux barrières auxquels les jeunes démobilisés souvent font face, par exemple le fait qu'ils souvent manquent l'attention de participer dans des longues formations. A travers ces cours, les jeunes ont appris les capacités basiques de l'alphabétisation et calcul qui les permettent de faire des affaires de commerce, comme calculer leurs profits et comprendre comment ils peuvent épargner à travers les AVECs. 200 jeunes (80 jeunes femmes et 120 jeunes hommes) ont été alphabétisés pendant ce semestre dans les 12 centres d'alphabétisation qui ont été ouverts pendant la première année du projet. 83% de ces jeunes cibles, ont fini leur cycle de formation. Néanmoins, compte tenu des récents affrontements à Itombwe, 40 jeunes de cet axe n'ont pas pu terminer leur cycle de formation. Les cours dans les deux centres d'Itombwe ont été interrompu pour un mois (8 séances par centre) suite à l'insécurité connu pendant ce semestre et le déplacement des cibles. Ces jeunes sont sortis du centre de formation avec des connaissances accrues en lecture, écriture et calcul. Cela leur a été bénéfique pour la bonne réalisation de leurs activités génératrices des revenus, le calcul des charges et autres revenus au sein de leurs foyers, le bon comptage au sein des AVEC, la lecture au sein de leurs églises, etc. De plus, certains jeunes qui ont participé dans le programme d'alphabétisation ont expliqué que les cours leur ont donné plus de confiance dans les activités de génération de revenu qu'ils peuvent contribuer à leur communauté grâce à ces capacités. Ces 240 jeunes de l'année 1, autrefois non instruits, sont sortis du centre de formation avec des connaissances accrues en lecture, écriture et calcul. Cela leur a été bénéfique pour la bonne réalisation de leurs activités génératrices des revenus, le calcul des charges et autres revenus au sein de leurs foyers, le bon comptage au sein des AVEC, la lecture au sein de leurs églises, etc. De plus, certains jeunes qui ont participé dans le programme d'alphabétisation ont expliqué que les cours plus de confiance dans les activités de génération de revenu qu'ils peuvent contribuer à leur communauté grâce à ces capacités.

Le troisième élément est le dialogue qui se focalise sur le leadership, le genre et la cohabitation pacifique. C'est cet élément qui appuyé les jeunes des différentes communautés – comme les Barundi et Bafuliiru dans la Plaine de la Ruzizi ou les Banyamulenge et Bafuliru, Babembe et Banyindu dans les hauts plateaux – de s'écouter et développer l'empathie pour les jeunes des autres groupes. Les groupes de dialogue sont structurés selon les mêmes groupes des AVECs pour assurer qu'il y a un lien entre le dialogue et les activités économiques. **Voir résultat 4.2 pour plus des détails.**

Un quatrième élément de cette approche holistique pour le renforcement de cohésion sociale est l'organisation des activités sportives et culturelles. Ce semestre, 7 activités sportives et culturelles ont été organisées⁵¹ et réussies en faveur de 480 jeunes bénéficiaires (192 filles, 288 garçons) du projet mais aussi au profit des autres jeunes non bénéficiaires directs du projet. Ces activités ont renforcé la cohésion sociale entre les communautés qui se sont jadis affronté violemment et donnent une espace aux jeunes de mieux comprendre l'autre dans une espace informelle. En outre plusieurs activités culturelles (théâtres et danses populaires) ont aussi été organisés, en incluant toutes les différentes communautés d'un milieu, et en collaboration avec tous les acteurs des autorités locales, les chefs de chefferies, la PNC, les FARDC, et les autorités étatiques. Ce qui a permis de réunir les différentes communautés autour du sujet de la cohésion sociale et de loisir sain. A Kabunambo par exemple, les jeunes Barundi et Bafuliiru ont constitué une équipe de foot mixte pour affronter dans les jeunes de Bwegera (Bafuliiru et Barundis)⁵².

Cette cohésion sociale est donc renforcée et mise en pratique à travers les activités économiques qui sont organisées dans les groupes mixtes pour créer des liens d'interdépendance entre les jeunes des différentes communautés. Pendant ce dernier semestre, les jeunes ont aussi rapporté qu'ils ont devenu un exemple pour les autres membres de la communauté – par exemples a Bwegera, ou les membres des communautés ont été « étonné » quand ils ont entendu des AVECs mixtes en 2018, mais qui aujourd'hui demandent de joindre le groupe ou qui ont créé leur propres AVECs basé sur le model du projet. Dans quelques cas, les jeunes sont aussi impliqués dans le réhabilitations des infrastructures par l'approche HIMO (Haute intensité de main d'œuvre). Dans ces activités les jeunes issus de différentes ethnies se sont aussi retrouvés pour travailler ensemble, réaliser des ouvrages ensemble, gagner et réussir ensemble dans la cohésion, l'acceptation mutuelle et l'inclusion.

⁵¹ Indicateur 4.1.1.c du cadre logique

⁵² Rapport trimestriel APDIK juin 2019

De mars et avril 2019, 240 jeunes non instruits (96 jeunes femmes, 144 jeunes hommes) ont été formés en entrepreneuriat et 240 jeunes (96 jeunes femmes, 144 jeunes hommes) de l'année 1 ont été accompagnés sur la même thématique⁵³, selon les filières retenues dans leurs sites respectifs. Les cibles sont divisées dans deux groupes – les jeunes démobilisés et non-instruits, et les jeunes instruits. Ils sont divisés dans les deux groupes comme ça parce que leurs besoins et capacités sont différentes.

En outre 180 (85 jeunes femmes, 95 jeunes hommes) démobilisés et personnes à risque ont été formés en mai et juin 2019, en entrepreneuriat selon leurs huit filières respectives mais aussi en comptabilité pour bien réaliser leurs activités économiques. Les filières comprises des activités d'élevage de poules, filière culture de riz, cultures maraichères, briqueterie, coupe et couture, mécanique moto, élevage de porcs.

Les autres 480 jeunes (192 jeunes femmes, 288 jeunes hommes) ils ont opté pour les filières suivantes : petit commerce, élevage de chèvres, poules, et porcs, traction bovine, culture maraichères, vente de lait, vente des œufs, vente des produits manufacturés, unités de transformation, savonnerie, etc.

Groupement /Site	Filières retenues
Kala	<ol style="list-style-type: none"> 1. Cultures maraichères (tomate, oignon, amarante, choux, aubergine) ; 2. Culture de riz; 3. Elevage de porcs; 4. Elevage de poules; 5. Production et commercialisation des briques cuites A 6. Production et commercialisation des briques cuites B 7. Mécanique, réparation et vente des pièces de rechange moto ; 8. Coupe et couture.
Lemera	<ol style="list-style-type: none"> 1. Elevage de poule 2. Secrétariat public et cyber café (internet)

Les filières sont basées sur une étude de marché qui ont été conduit en novembre 2018 par un consultant qui ont expliqués des filières les plus rentables selon les besoins, demandes et marchés des zones ciblées dans le projet. Une discussion participative était organisée sur les résultats de cet étude et c'est ainsi que ces jeunes sont orientés dans ces filières selon leur choix par rapport à la faisabilité, rentabilité et viabilité.

A part des activités des AVECs, le projet a soutenu aussi la mise en œuvre des activités HIMO (Haute intensité de main d'œuvre) avec les mêmes jeunes ciblés ce-haut. Ces activités concernent la réhabilitation des infrastructures (routes de dessertes agricoles, ponts, marchés) par les jeunes qui y sont employés comme main d'œuvre et gagnent en moyenne journalièrement 5 USD par personne. Ces fonds leurs permettent non seulement d'épargner dans leurs AVECs mais aussi d'accroître leurs revenus. A partir de leurs épargnes, ils réalisent des activités génératrices des revenus.

Pendant ce semestre, ces jeunes ont été impliqués dans la réhabilitation de 168.4 km de routes de dessertes agricoles, dont **141km** ont été réalisé entre janvier et juin 2019 ; le tableau suivant explicite cette réalisation⁵⁴.

Axe	Kilomètres réhabilités	Date de réalisation	# des jeunes impliqués	Montant totale ils ont gagné
Kabunambo	16km	De décembre 2018 à février 2019	30 (12 femmes, 18 hommes)	7500 USD
Kakamba	9km	De décembre 2018 à février 2019	30 jeunes (12 femmes, 18 hommes)	7500 USD

⁵³ Indicateur 4.1.d du cadre logique

⁵⁴ 10km de route ont été réhabilité a Basimukindji en mai 2019 (20 jeunes, 1200 USD total) ; 10km de route ont été réhabilité a Basimunyaka en mai 2019 (20 jeunes, 1200 USD total) ; et 7,4km de route ont été réhabilité entre Lemera centre - Mushegereza-Butole en mai 2019 (20 jeunes, 1200 USD total)

Lemera-axe Rubanga - Butole	10km	05 Mai - 21 juin 2019	42 jeunes (16 femmes, 26 hommes)	3634 USD
Kigoma-axe Katobo - Marungu	43 km	18 février- 31 mars 2019	60 jeunes (24 femmes, 36 hommes)	11.700 USD
Axe Runingu Katobo	44 km	02 janvier- 17 février 2019	60 jeunes (24 femmes, 36 hommes)	11.700 USD
Rubanga - Kidote	7km	05 Mai - 29 Juin 2018	42 jeunes (16 femmes, 26 hommes)	10 902 USD
Rubanga – Leza	10km	07/01/2019 -03 Juin 2019	40 jeunes (16 femmes, 24 hommes)	
Luberizi	2km	07/01/2019 -03 Juin 2019	25 jeunes (12 femmes, 13 hommes)	
Total	141 km		329 jeunes (132 femmes, 197 hommes)	52,936 USD

Soulignons que ces activités HIMO ont promu la relance économique de chaque jeune, bénéficiant en moyenne de trois mois d'activités avec une moyenne de USD 5 comme paiement journalier. Au total pour le semestre, c'est 329 jeunes (dont 197 hommes et 132 femmes) qui ont été impliqués. Et en moyenne chaque jeune a travaillé durant 24 séances soit 120 USD de gain individuel. Ces fonds leur ont permis de cotiser régulièrement au sein de leurs AVEC. En résumé 120 USD ont été gagné individuellement en moyenne pour chaque jeune soit 24 séances pour trois mois.

L'avantage de ces activités de perspective cohésion sociale ne touchent pas seulement les jeunes qui travaillent ensemble pour la construction des routes et marchés. Ces ouvrages ont un impact aussi sur les communautés autour des jeunes. Par exemple, à Lemera, le projet a appuyé la construction d'un pont (accompagné par CARITAS), qui est en route vers Lemera. Grâce à ce pont, qui ont été renforcés et sécurisé par les jeunes, les camions peuvent aujourd'hui passer et amener des biens vers Rubanga et Lemera. À Rubanga, où il y a un grand marché, les jeunes accompagnés par UGEAFI ont construit un hangar pour les bouchers qui utilisent le marché. Avant, ils ont utilisé des petites stalles construites de bambou, qui ne protègent pas contre le soleil et qui n'étaient pas hygiéniques. Aujourd'hui ces bouchers utilisent le hangar qui est large pour permettre de l'aire à circuler, qui a des stalles construites de ciment qui est plus facile à nettoyer et qui peuvent accommoder 25 bouchers au même fois. Le marché est utilisé par des communautés de toute la région – il y a des vendeurs et clients de Mwenga, Uvira, Bwegera, et Sange, et communautés, y compris les Banyamulenge, Bafuliro, Babembe, Bashi, Bambuti et Bavira. Tous ces communautés utilisent le hangar qui est construit par les jeunes et ont reconnaître l'avantage économique et développemental de la cohésion sociale. 20 jeunes (12 jeunes hommes et 8 jeunes femmes) ont été impliqués dans la construction de ce hangar et ont gagné 1560 USD (à raison de 5 \$ par jour par jeune) pour un total de 15 jours et 6 heures de travail. Ces gains ont été réinvesti dans leur AVEC pour renforcer leurs épargnes. Finalement, sur la même route, on arrive à Lemera centre, où se trouvent les AVECs des jeunes qui ont été appuyés par le projet à travers CARITAS et UGEAFI. À Lemera, la coopérative COODEL établie par le projet a commencé de faire des activités comme l'élevage des poules et la production de savon. Ces activités sont pour le moment pour la plupart local – ils servent les clients basés à Lemera, où il y a déjà beaucoup de demande pour leurs produits. Par exemple, les 40 jeunes (22 hommes et 18 femmes) qui sont impliqués dans l'élevage des poules ont expliqué qu'ils ont en moyenne 30 œufs par jour au présent. Ils vendent un plateau de 30 œufs à 5500 FCs. Ils ont 115 poules ; pas tous les poules pondent au même moment. Un groupe des clients les plus importants de la filière sont les femmes vendeuses qui achètent en gros quantité et qui divisent cette quantité entre eux pour vendre dans les petites coins sur la route entre Bwegera et Lemera (la route où se trouve le hangar et le pont décrit ci-haut). Parmi ces femmes, il y a des vendeuses qui fréquentent le marché à Rubanga où se trouve le hangar. Les jeunes de la filière poules sont en train d'épargner pour être capable d'ajouter une

autre poulailler dans le même enclos pour être capable d’avoir suffisamment des œufs pour vendre dans les gros quantités chez le marché de Rubanga. Comme tel, le projet est arrivé d’appuyer « un axe de paix » ou une ouvrage appuient et renforcent l’autre, amis aussi a contribué au désenclavement et fluidité des activités commerciales dans cette région.

Un autre phénomène noté pendant le dernier semestre, est le renforcement mutuelle entre les différentes filières de la coopérative. Par exemple, a Lemera, les jeunes ont noté pendant une visite de suivi en juin, qu’il y avait un moment fin mai quand le poulailler a connu des difficultés pour payer le loyer de leur enclos parce que certains poules ont tombé malade. Ils ont contacté le filière de centre informatique qui ont accordé de contribuer à payer à leur loyer. Ça montre comment les filières peuvent s’investir entre eux pour et assurer leur pérennisation, surtout après le fin du projet.

Y compris les AVEC mentionné ci-haut, il existe à ce jour 36 AVEC opérationnelles dans la zone du projet et les jeunes y réalisent des activités d’épargne et de crédit au profit de leurs membres dans une approche de cohésion sociale et de relèvement socioéconomique. Au total 660 bénéficiaires membres font partie desdites AVEC, dont 480 jeunes non-instruits (192 filles, 288 garçons) et 180 démobilisés et personnes à risque de Kala et Kagando (95 garçons et 85 filles). Cette activité a permis en outre de réunir plus de huit ethnies différentes (Barundi, Banyamulenge, Bavira, Barega, Bashi, Bafuliuru, Banyindu, Babembe) qui s’acceptent mutuellement et se soutiennent et revenus grâce aux activités socio- AVECs. En plus des AVEC déjà mises en place par le projet pendant ce semestre, 12 autres AVEC ont été autocrées à Kakamba (2), Kabunambo (2), Itombwe (2), Kigoma (2) et Lemera (2), Bijombo (1) et Luberizi (1) par les populations non bénéficiaires qui ont voulu s’inspirer du modèle et de la réussite des AVEC mises en place par le projet Tujenge Pamoja.

Ces filières sont bénéfiques non seulement pour la création d’emploi durable pour les 180 démobilisés et personnes à risque de la COODEKA à Kagando/kala (dont 95 hommes et 85 femmes) et à Lemera (COODEL) pour 40 jeunes dont 18 jeunes femmes et 22 jeunes hommes et des richesses au sein de la jeunesse ciblé (les critères de sélections des jeunes cibles étant les suivant : avoir l’âge variant entre 18 et 30 ans, être issus des communautés locales en conflits, être démobilisés, être vulnérables, être résidents dans la communauté), mais permettent aussi de renforcer les liens sociaux entre ces jeunes en promouvant le dialogue entre eux sur des questions concernant la jeunesse (genre, Entrepreneuriat, chômage, leadership cohésif de la jeunesse ...), en échangeant entre eux malgré leurs ethnies différentes, en solidarissant pendant les bons (ex. mariage...) et mauvais moments (deuil, maladie..) , tout cela dans une vision de développement économique. Ces activités donnent aussi un exemple aux autres jeunes, notamment ceux qui sont encore dans les groupes armés ou non encadrés par le projet, de comprendre qu’il y a encore une option de vie civile sans violence et conflits en étant réinsérés économiquement et dans la cohésion sociale.

Pendant ce semestre, ces jeunes ont participé aux activités de champs écoles paysans à travers les séances pratiques de coaching sur les techniques culturelles dont la levée de topographique qui sert à donner la forme à un champ pour faciliter au paysan le calcul.

Résultat 4.2 – Liens sociaux entre et au sein des communautés renforcés	Etat 
--	--

Résultat 4.2 cible spécifiquement les jeunes instruits qui n’ont pas été impliqué dans un groupe armé mais qui restent vulnérable d’être impliqué dans les actes de violence à cause d’un manque des opportunités économiques et de contribuer à la prise des décisions dans leurs communautés.

Comme expliqué ci-haut l’un des activités qui a contribué le plus à la cohésion sociale est les groupes des dialogues entre les jeunes, à travers lesquels les jeunes ont eu une espace d’échanger, écouter et développer l’empathie pour les autre jeunes des communautés différentes. 36 groupes de dialogue continuent d’être opérationnels⁵⁵ dans les différents sites du projet et ont permis à 480 jeunes 288 jeunes hommes et 192 jeunes femmes d’échanger et dialoguer à ouvert sur les différentes questions qui rongent la jeunesse notamment le genre, l’entrepreneuriat, la cohabitation pacifique etc. Les 36 Groupes de dialogue œuvrent à

⁵⁵ Indicateur 4.2.1.a du cadre logique

travers les AVEC mises en place. A titre illustratif, pour la période de janvier à juin 2019, nous pouvons citer ces quelques groupes de dialogue dans le tableau :

Tableau 10 : Des membres et thèmes couverts par les groupes de dialogue janvier – juin 2019						
Nom de groupe	Site	# des membres		Groupes ethniques	# des réunions	Thèmes discutés entre janvier et juin 2019
		H	F			
Tuache ubaguzi	MUHANGA /KATOB O	9	6	Banyamulenge Babembe Bafuliiru	24	Cohabitation pacifique, Entrepreneurat, Scolarisations de la jeune fille, Mariage forcé et précoce, Implication de la femme à la gestion de biens au niveau de foyer, Lutte contre la drogue
Tupendane	Kitembe /Marungu	7	8	Bafuliiru Banyamulenge Banyindu Shi	24	
Tuungane	Rudefu /Masango	6	9	Bafuliiru Banyamulenge Banyindu	24	
Umoja ninguvu	Nyakirango /Bijombo	7	8	Banyamulenge Banyindu Bafuliiru	24	
Maendeleo	Basimuni aka	8	12	Banyamulenge, Bafuliru, Banyindu et Babembe	6	
Iteramber e	Basimuki ndji I	8	12	Banyamulenge, Bafuliru, Banyindu et Babembe	6	Genre, Leadership cohésif, Transformation pacifique des conflits, Sociothérapie
Umoja	Lemera	8	12	Bafuliru, Bambuti	6	
Luberizi		10	05	Bembe, Bambuti Fuliiru Banyamulenge Barundi	6	
Kamanyola		12	03	Bembe Shi Fuliiru Banyamulenge Lega	6	Comment devenir leader dans son milieu ; Conflits opposant différentes tribus Comment se prendre en charge en tant que jeunes ; Problèmes du manque d'emplois ;
Lemera		21	09	Bembe Shi Fuliiru Banyamulenge	6	Considération de la femme dans la société ; Le non-respect de l'alimentation ; Non à la discrimination ethnique ;

						Conflits opposant différentes tribus ; violences faites à la femme dans nos milieux.
TOTAL		96	84			

Des pistes de solutions et autres recommandations étaient toujours produites pour renforcer la cohésion sociale entre les jeunes et réduire les goulots d'étranglement dans leurs relations. Ces pistes de solutions sont proposées par ces jeunes eux-mêmes lors de leurs réunions. Par exemple, grâce aux groupes de dialogue, 60 jeunes à risques des communautés Banyamulenge et Bafuliro qui s'étaient affrontés violemment en avril 2017, se sont retrouvés tous à Marungu à plus de 50km de leurs villages pour la réhabilitation d'une route de desserte agricole de Katobo-Marungu où logé dans un même bâtiment, ensemble et dans des sous équipes de réhabilitation mixtes et ce, en toute collaboration.

La participation dans le groupe de dialogue a influencé le comportement de ces jeunes grâce à des sensibilisations entre les jeunes bénéficiaires du projet. En effet, malgré la mort d'un jeune Munyamulenge tué dans son pâturage à Kirumba /Bijombo et la récente crise de 2019 qui a occasionné l'incendie de plus de 30 villages dans les territoires de Fizi, Mwenga et ses environs. Ces jeunes membres de groupe de dialogue issus de différentes communautés ont désisté face à la violence et ont organisé des sensibilisations demandant à toutes les communautés de ne pas s'impliquer dans ces conflits afin de ne plus plonger une fois de plus les populations de groupements de Bijombo et Kigoma dans des conflits intercommunautaires. Ainsi, les groupes de dialogue des jeunes non bénéficiaires du projet ont été autocrées, influencé par les groupes de dialogue du projet, dont 1 dans le groupement de Bijombo et 1 autre dans le groupement de Kigoma. Au total 864 séances de dialogue ont été tenues par les 36 groupes de dialogue au courant du semestre de janvier à juin 2019⁵⁶. Voir le tableau sous indicateur 1 pour une division des séances et membres des groupes de dialogue et thématiques discutés. Ces 100 jeunes instruits ont suivi⁵⁷ avec succès une série de formations qui leur a ouvert la porte pour mener à bon port leurs activités économiques dans les filières économiques.

Les jeunes formés seront appelés à travailler ensemble avec les jeunes de l'année 1 qui sont aussi au nombre de 100 (40 femmes, 60 hommes). Les jeunes ont sollicité que ce genre de formations soient poursuivies surtout dans la pratique quand ils seront en train de mettre en œuvre les activités des filières dans leurs coopératives. Aussi leur souhait est que les notions sur la taxation soient accompagnées de la nomenclature des taxes légales afin que cela soit connue et affichée dans leurs coopératives afin de connaître les taxes dues et les non dues. Les notions apprises sont déjà appliquées dans certaines coopératives notamment la COODEL Lemera. D'autres coopératives attendent l'arrivée de leurs matériels au courant du deuxième semestre de l'an 2019 pour débiter l'opérationnalisation de leurs filières. Les 10 coopératives ont été structurées⁵⁸ et disposent des statuts et règlement d'ordre intérieur légalisés au courant de la période de janvier à juin 2019. Ils ont été formés en bonne gouvernance, redevabilité, entrepreneuriat, gestion financière, et les ressources humaines afin de mieux gérer leurs structures dans la durabilité. Ces coopératives disposent des filières économiques réparties dans le tableau suivant :

N°	Coopérative	Lieu	Filières
01	COODUVIR A	Uvira centre	Restauration (inclus la transformation des fruits en jus)
02	COODEKA M	Kamanyola	Elevage de poules
03	COODEB	Bwegera	Production et transformation de riz et transformation de Lait.
04	COODEKAB	Kabunambo	Achat et transformation-commercialisation des maïs et manioc
05	COODELU	Luberizi	Production et transformation de riz
06	COODEKI	Kigoma	Cultures maraichères (choux, oignon, amarante)

⁵⁶ Indicateur 4.2.1.b du cadre logique

⁵⁷ Indicateur 4.2.2.a du cadre logique

⁵⁸ Indicateur 4.2.2.b du cadre logique

			Transformation de pomme de terre en Chipsy et Sambusa Achat-transformation-commercialisation des maïs et manioc (2 moulins)
07	COODEBI	Bijombo	Achat-transformation-commercialisation des maïs (2 moulins) et Transformation des pommes de terre en Chipsy et Sambusa
08	COODIT	Itombwe	Cultures maraichères (Tomate, oignon, aubergine, Choux, amarante), pharmacie vétérinaire et vente des produits manufacturés
09	COODEL	Lemera	Centre informatique, Cybercafé/Internet et Elevage de poules
10	COODEKA	Kagando	Elevage de poules, Elevage de porcs, Cultures maraichères (amarantes, oignons etc), cultures de riz, 2 briqueteries, mécanique moto et coupe et couture.

En plus des 10 groupes, il existe aussi 36 AVEC déjà opérationnelles qui constituent aussi des groupes d'intérêts économiques au profit des jeunes non instruits. Les AVEC sont moins formels et les d'entrée sont beaucoup plus en comparaison avec les coopératives. sont plus appropriés pour les jeunes non-instruits qui trouvent plus défis en cherchant des opportunités économiques. Les AVEC et coopératives contribuent à la cohésion sociale entre les jeunes des différentes groupes ethniques et sont en train de montre des résultats qui contribuent à la réduction de leur vulnérabilité aux groupes armés. **Par exemple : voir l'histoire de succès sur page 33.** Grâce aux AVEC, chaque jeune bénéficiaire a déjà une activité génératrice revenus à son actif grâce aux crédits octroyés, une activité génératrice des revenus, notamment l'élevage de petit bétail (chèvres), l'agriculture (maïs, riz...), le petit commerce (lait, produits manufacturés, restauration. Ces activités ont commencé en avril. Les résultats seront rapportés le prochaine semestre. 40% des AVEC sont présidés par des femmes et dans chaque comité de gestion se trouvent au moins 30% de femmes. Les AVEC sont une des activités à grand impact dans le projet les jeunes utilisent ce canal pour dialoguer, pour sensibiliser les autres jeunes à éviter l'instrumentalisation ethnique des aînés violents, pour créer la richesse et les emplois, pour susciter le rapprochement inter communautaire entre les ethnies en conflit, pour influencer la stabilisation de la zone du projet.

10 projets pilotes de relance économique ont été appuyés par le projet⁵⁹. Au sein de la COODEKA 180 bénéficiaires sont encadrés (95 hommes et 85 femmes) et au sein de la COODEL 40 membres (24 jeunes hommes et 16 jeunes femmes).

	# des bénéficiaires	USD (bénéfice)
COODEKA (Kala)		
Elevage de poules	17	77.60 USD
Élevage de porcs	19	450 USD
Culture de riz (+ moulins)	41	37.50 USD
Culture maraichères	20	62 USD
Briqueterie A	25	720 USD
Briqueterie B	16	125 USD
Mécanique moto	19	En formation
Coupe et couture	24	En formation
COODEL (Lemera)		
Élevage de poules	11 garçons 9 fille	Les poules n'ont pas encore pondu ⁶⁰
Centre informatique et Internet	11 garçons et 9 filles.	106.80 USD

Pendant ce semestre, 9 réunions ont été organisé par le cadre d'échange⁶¹ avec les jeunes entrepreneurs, le pouvoir public et le secteur privé. Pour ce, avec mise en place des filières, ces échanges ont été focalisé sur comment le pouvoir public peut appuyer le suivi des filières après fin du projet. A Kala, par exemple, il y avait des rencontres avec le bureau de Ministre de Plan, l'Administrateur Territoire et le Mairie pour assurer que les statuts des coopératives ont été bien compris et signés. Des rencontres ont été organisé aussi avec les

⁵⁹ Indicateur 4.2.2.c du cadre logique

⁶⁰ Les poules vont pondre dans deux mois

⁶¹ Indicateur 4.2.2.d du cadre logique

présidents de chaque filière à Kala pour assurer que tous les membres de filière peuvent comprendre leurs plans d'affaires et sont impliqué – et engagés – dans la en œuvre de ces plans. Pendant les prochaines trois mois du projet, l'accent sera mis sur des rencontres avec des autres acteurs du secteur privé qui se trouvent à Uvira et qui peuvent acheter les produits des filières – par exemple les hôtels (poules, porcs), les restaurants, les maisons de constructions (briques), les écoles et églises pour la visibilité de la coupe et couture au début de la prochaine année scolaire - pour augmenter la visibilité des activités économiques des jeunes et créer des liens d'échange et de renforcement avec le secteur privé existant dans les zones de mise en œuvre du projet.

Une visite d'échange a été organisées dans la sous-région en Ouganda en mars 2019⁶². Pour rappel, pendant le dernier semestre, nous avons organisé différentes visites d'échange au Burundi, Rwanda et Tanzanie en entrepreneuriat des jeunes entre les différents jeunes de la zone auprès des jeunes de la sous-région (Burundi et Rwanda) sur le partage des expériences, la réussite en entrepreneuriat et le vivre ensemble. Ces visites ont permis aux jeunes de renforcer davantage leurs connaissances des gestions en leadership cohésif et gestion d'entreprise. Ces visites ont aussi renforcé la confiance intra et intercommunautaire en ce sens que ce sont les jeunes issus des différentes communautés en conflits dans la zone du projet (Bafuliro, Barundi etc) qui ont vu à partir des échanges comment les jeunes Burundais (Hutus et Tutsi) et les jeunes Rwandais (Hutus et Tutsi) qui se sont dans les années passées entretenus sur base ethnique vivent aujourd'hui dans la confiance mutuelle à travers leurs activités économiques qui est prospères. Aujourd'hui ils ne regardent plus leurs différences ethniques mais plutôt ce qui les unit à savoir leurs activités. Cela a constitué une vraie leçon apprise pour les jeunes du projet Tujenge Pamoja. En Ouganda, il s'est agi de la suite de la visite du Rwanda car au niveau du Rwanda, nous n'avons pas trouvé tous les éléments nécessaires à lait, surtout la pasteurisation, la réfrigération et l'étiquetage. C'est ce qui a constitué principalement la visite en Ouganda. Soulignons que toutes ces visites ont constitué une base et une référence pour permettre aux jeunes du projet TP de mettre en place leurs filières économiques d'après l'expériences des autres jeunes de la région.

Cette visite était la suite de 3 autres visites qui ont été effectués en 2018 au Rwanda (les jeunes du projet Tujenge ont visité principalement les filières lait développées par les jeunes Rwandais), au Burundi (ou ils ont visités des coopératives agricoles et les activités commerciales menées par les jeunes Burundais et leurs AVEC) et en Tanzanie (ou ils ont visité principalement les filières transformation de l'huile en savons etc.)

Défis et mesures de mitigation

Le grand défi pour les activités d'objectif 4 reste la durabilité des activités. Pendant la période de rapportage, le projet a constaté une faible appropriation par certains démobilisés des activités économiques mises à leur disposition notamment les responsables de la filière poulailler à la COODEKA. Cette faible appropriation a été remarquée surtout dans la lutte de leadership au sein de cette structure mais aussi dans la faible gestion de certaines filières. C'est ainsi qu'en mars 2019, Alert en collaboration avec le cadre d'échange (acteurs étatiques) a organisé une assemblée générale au profit de tous les membres de la COODEKA pour expliquer davantage le fonctionnement d'une coopérative, et le respect des structures établies par voie électorale. Par la même occasion, il y a eu production de l'acte constitutif de la COODEKA signé par toutes les parties prenantes, ce qui a conduit à la légalisation des statuts et règlement d'ordre intérieur de ladite coopérative. D'autres réunions de suivi ont été organisées avec les membres des structures (conseil d'administration, comités de gestion, comité de pilotage...) afin de se rassurer que le processus soit sur la bonne voie.

Concernant la gestion des filières, Alert en collaboration avec les acteurs étatiques (cadre d'échange) a organisé une formation en comptabilité au profit des gestionnaires de ladite coopérative et a renforcé certaines filières pour plus de rentabilité dans la gestion de la coopérative (achat d'un nouveau champ, déplacement de deux unités de transformations et de la filière coupe et couture dans des endroits plus attrayants et proches de la clientèle). Le cadre d'échange est constitué des acteurs étatiques (Ministre de Plan, Agriculture, Développement rural, Administrateur du territoire, Mairie et d'autres acteurs non étatiques qui sont des leaders communautaires). Leur rôle est d'appuyer et suivre les jeunes du projet

⁶² Indicateur 4.2.2.e du cadre logique

dans les actions de plaidoyer, suivi, facilités économiques et d'assurer une pérennité après le fin du projet. Le président du cadre d'échange est le chef des services de plan du territoire d'Uvira.

Un vétérinaire étatique bien outillé et expérimenté nous a été très bénéfique dans le diagnostic sur la gestion des filières poules et porcs et les solutions y afférentes notamment dans l'accompagnement et le suivi en proposant une alimentation adéquate pour ces poules et porcs, des médicaments et vaccins pour leurs soins appropriés. Comme stratégie de mitigation pour le prochain semestre, le projet va se focaliser sur le travail avec le cadre d'échange pour assurer qu'ils sont bien outillés et prêt à réaliser un suivi étroit des activités après la fin du projet. Avec le cadre d'échange nous allons identifier les priorités pour leur renforcement et cesseront graduellement l'appui du projet pendant les six mois de la dernière phase du projet. Par exemple, Dans le cadre des activités du projet, il est prévu des réunions de coordination entre partenaires. Ce sont des réunions qui permettent d'harmoniser les programmes d'activités, le travail en synergie, et le partage d'expériences.

Coordination

La coordination a non seulement été assurée par Alert, dans son pilier cohésion sociale et relance économique, à travers les réunions qui ont été tenues à Uvira avec les partenaires du pilier. La réunion du 24 mai 2019 à Uvira, a regroupé quatre partenaires de mise en œuvre (APDIK, Groupe MILIMA, Caritas Uvira) avec Alert pour statuer sur la revue et coordination des activités, les défis et proposition des pistes de solutions.

Pendant la période de rapportage, le secrétariat technique (SSU et le STAREC) a apporté une plus-value dans les interventions d'Alert en donnant des conseils et autres orientations en mai concernant les actions menées dans le cadre de la cohésion sociale et relance économique pour la bonne performance des activités économiques menées plus spécifiquement à Kagando/Kala et à Lemera. Par exemple, pour que les ponts ne soient pas surchargés dans l'axe Lemera, il a été recommandé d'installer des panneaux d'indication pour fixer le tonnage maximum à ne pas dépasser, chose qui a été juin 2019.

Encrage institutionnel

L'encrage institutionnel a été assuré à travers les interventions du cadre d'échange composé des acteurs étatiques notamment les services de Plan du territoire d'Uvira, l'inspection d'Agriculture, le Développement Rural, les services de la jeunesse du territoire d'Uvira etc. Ce cadre d'échange organise trimestriellement les réunions de redevabilité dans le cadre du projet avec tous les acteurs étatiques impliqués dans le projet (l'Administrateur du territoire d'Uvira, la Mairie d'Uvira, les services techniques étatiques : Plan, jeunesse, Agriculture et élevage, développement rural, ...) pour un meilleur encrage institutionnel. Ce semestre, le cadre s'est investi dans l'élaboration et la légalisation, des statuts des coopératives mise en place dans le cadre du projet. Plusieurs rencontres ont été tenues par ces acteurs étatiques avec les membres de la coopérative des démobilisés pour déceler les problèmes et proposer des pistes de solutions adéquates pendant la période de rapportage. Ces acteurs étatiques, à travers le cadre d'échange, ont assuré avec succès le suivi des activités, et le plaidoyer au profit des activités économiques des jeunes pour en assurer la pérennisation.

Questions de genre

Au courant du semestre de janvier à juin 2019, les femmes ont impliquées dans tout le la mise en place des une et intégration genre. Pour assurer leur participation dans les comités de gestion des structures, les séances de sensibilisation ont été organisées pour expliquer aux membres des AVEC et coopératives (qui ont élus les membres des comités) l'importance de l'inclusivité. Mais aussi, des séances spécifiques ont été organisées au profit des femmes afin qu'elles puissent avoir la confiance en elles dans la gestion des dites coopératives. Ainsi, lors des élections des conseils d'administration et des comités de gestions des différentes coopératives, les femmes ont postulé et ont été élues à des postes de responsabilités à côté des hommes. Au moins 30% des jeunes femmes siègent dans les conseils d'administration de toutes les coopératives mais aussi dans les comités de gestion. En effet, sur les 10 coopératives, 80 jeunes siègent dans les conseils d'administration et comités de gestion. Parmi eux, 24 sont des femmes. D'ailleurs, deux coopératives sur les déjà mises sur pied, sont dirigées par les présidentes femmes élues. Ces femmes, avec les autres membres des comités de gestion, ont suffisamment capacités en entrepreneuriat, leadership cohésif, bonne gouvernance etc. Une stratégie utilisée par le projet est d'encourager la participation des femmes avec les femmes leaders dans les communautés cibles afin d'inspirer femmes l'importance de s'impliquer dans les activités surtout prise des décisions au sein des structures existantes. Par exemple, à

Kala, nous pouvons souligner l'implication d'une femme leader, bien formée, qui s'est démarquée des autres dans le pilier cohésion sociale et relance économique. Il s'agit de Madame Dorcas Ndamuso qui a joué un rôle catalyseur dans la bonne marche des activités de la COODEKA. Auparavant, elle était considérée comme diviseur au sein de la coopérative, mais après des séances de sensibilisations et des formations, elle s'est impliquée de manière active et aujourd'hui elle est la gérante élue de cette coopérative qu'elle de manière satisfaisante au profit de tous les membres. Elle est aussi active dans les autres piliers du projet notamment le pilier gouvernance sécuritaire au sein duquel elle gère une UCS au profit des jeunes, qui sont appelés à quitter les groupes armés et être réinsérés socio économiquement dans la vie civile. Enfin, nous pouvons aussi ajouter dans le cadre du genre que tenant compte des habitudes, mœurs, us et coutumes qui pèsent négativement sur les femmes en leur interdisant d'exercer certaines activités réservées jadis uniquement aux hommes notamment la vente de petits bétails dans les marchés locaux, la réhabilitation de route de desserte agricole..., nous avons remarqué que grâce aux différentes formations dont ont bénéficié les jeunes femmes bénéficiaires du projet, en entrepreneuriat, leadership... les femmes participent actuellement, pleinement à toutes ces activités susmentionnées et contribuent de manière significative au développement de leurs milieux et de leurs foyers et leur considération est accrue dans la communauté. En outre, d'autres femmes bénéficiaires du projet, ont participé dans les activités d'alphabétisation, HIMO (40%), soit 96 jeunes femmes sur un total de 240 jeunes.

Leçons apprises

Nous avons appris au courant du semestre que bien que les coopératives soient mises en place, il n'est pas du tout possible de les laisser continuer seules avec le cadre d'échange car il leur faut encore d'accompagnement de proximité et la capacitation des acteurs étatiques. Ces acteurs ont besoin d'être suffisamment avant qu'on ne leur laisse la responsabilité d'accompagner et de suivre au quotidien ces coopératives de peur qu'ils ne puissent échouer dans leur mission. Donc, nous sommes appelés à continuer à suivre ces coopératives pendant la période d'extension du projet et en même temps, nous allons davantage les acteurs étatiques dans la gestion et le suivi d'une coopérative pour une réelle pérennisation.

Histoire de Succes : Le renforcement de la cohésion sociale à travers les AVEC à Bwegera

Après les guerres à répétition dans la Province du Sud-Kivu en général et plus particulièrement dans la Plaine de la Ruzizi, chaque communauté dominante a institué son pouvoir derrière une autorité locale de sa communauté, ce qui avait débouché aux conflits inter ethniques non contrôlés par le gouvernement de la RDC. Dans ce contexte, les leaders de chaque communauté ont essayé d'encadrer des jeunes de la région (Kabunambo et Kakamba) pour s'appuyer dans le renforcement de leur pouvoir ; par exemple pour organiser des manifestations ou des affrontements contre des autres communautés. Au début du projet, les communautés à Kabunambo et Kakamba ont été très réticentes projet. La communauté des Bafuliuru de la Plaine de la Ruzizi avait un préjugé pensant que le est venu introniser le Chef de Chefferie de la Plaine de la Ruzizi. Les jeunes ont été parmi les plus réticents. Ils ont refusé de participer dans des réunions de lancement et ont entouré les bâtiments ou les réunions ont été organisé pour intimider des gens qui ont participé. Entre octobre et décembre 2017, Alert et APDIK ont organisé des séances avec des leaders des jeunes pour expliquer les objectifs du projet. Les jeunes leaders ont été convaincu de participer dans des séances de sensibilisation et des premières activités du projet, et de sensibiliser des autres jeunes dans leur communauté de laisser le projet à continuer avec ces activités. Aujourd'hui, grâce aux activités du projet les jeunes des différentes communautés assistent des jeunes d'autres communautés à travers les AVEC. Par exemple malades ou ils qu'ils ont un besoin urgent. Les jeunes se lors des cas d'hospitalisation de certains d'entre eux, et se sontentraîdés pour communautaireLesassistances ne sont seulement aussi sociales. Les autres membres des communautés et Kabunambo ont remarqué la solidarité qui existe entre jeunes aujourd'hui malgré leur communautés. Ainsi, les autres jeunes non pris en compte par le projet Tujenge Pamoja ont imité les jeunes du projet en leurs AVEC, selon le modèle des AVEC du projet Tujenge Pamoja⁶³. Des jeunes des AVEC Kabunambo et Kakamba ont aussi organisés des visites ensemble auprès des leurs chefs de groupements pour plaider au profit du dialogue et encourager plus jeunes se désengager des actes violents. A Kakamba, les AVECs ont cotisé pour le mois Juin 2019, un montant de **233.000 FC** (145 USD). Ainsi, le remboursement des crédits pour ce mois était d'un montant de **320.000FC** (200 USD) pour les deux (2) AVEC; le montant des crédits en cours est de **400.000 FC** (250 USD). A Kabunambo, les AVEC structurées et accompagnées fonctionnent aussi de manière performante et sont dotés des organes. Ces AVEC ont cotisés au Mois de Juin 2019 un montant

⁶³ A Kakamba les AVECs auto créées (6 AVECs) comptent plus de 120 membres, tandis que à Kabunambo, elles comptent plus de 90 membres (4 AVECs).

de **258.000 FC** (161 USD). Ainsi, un remboursement du crédit pour le a été réalisé à la hauteur de **400.000FC** (250 USD) pour les deux (2) AVEC ; le montant des crédits en cours pour ce Mois est de **510.000 FC** (319 USD). Ces crédits sont octroyés aux jeunes membres respectifs de leurs AVEC, ils utilisent cet argent pour le renforcement de leurs activités génératrice de revenus créés à partir de ce projet. Quelques facteurs ont contribué à la réussite de cette activité, notamment l'implication des leaders communautaires dans l'identification de ces jeunes, ce qui a renforcé leur appropriation et leur acceptation du projet, la combinaison des espaces de dialogue et des activités plus tangibles, où les jeunes ont établi une base de confiance à travers les activités de cohésion (comme des activités sportives) qui a créés l'espace pour discuter des questions sensibles dans les groupes de dialogue, l'élection ouverte de comité de gestion, et les formations par rapport à l'importance d'inclusion dans la gestion des AVEC et la confiance que les jeunes ont développé grâce à l'appui psycho social, counseling et alphabétisation à s'impliquer dans les processus de prise des décision et discussion.

Objectif Spécifique 5 : Niveau VSGB réduit dans les zones prioritaires


Synthèse des évolutions dans le contexte

La problématique des violences sexuelles et basées sur le genre dans la zone prioritaire du projet s'articule autour de deux enjeux majeurs⁶⁴. Des stéréotypes, préjugés, normes sociales négatives et pratiques discriminatoires à l'égard de la femme et de la fille s'observent dans tous les groupements de la zone de la plaine de la Ruzizi, les Moyens et Hauts Plateaux. Ces comportements se manifestent à travers la violation des droits de la femme et de la jeune fille. Le taux de scolarisation présente une allure inquiétante dans certaine zone. Des cas de mariage précoce et forcés s'observent de plus en plus et les parents et les autorités locales sont complices car ils tolèrent ces pratiques.

Les relations de genre au sein des ménages et dans les communautés plus en générale ne sont pas équitables. Les femmes et les filles subissent régulièrement des violences physiques, abus sexuels et toute forme de violence et marginalisation. Le plus souvent, elles se voient spoliées de leurs biens familiaux et ce phénomène s'observe le plus souvent pour les veuves. Le taux d'emploi pour les femmes présente aussi un faible niveau.

Cette discrimination s'observe aussi quant à sa participation et représentation dans la prise de décision. La femme est le plus souvent écartée dans les instances de prise de décision, au sein du ménage tout comme au niveau de la communauté. La représentation et participation de la femme dans les comités locaux de développement (éducation, santé, sécurité, administration publique) est presque inexistante ou alors elle se limite à la seule présence physique. Le plus souvent, les grandes décisions du ménage sont prises par les hommes sans consultations de leurs épouses. Ce mécanisme est reproduit au niveau des communautés où la femme nos seulement a très difficilement accès aux postes de prise de décision mais surtout elle est exclue de tout processus de transformation de conflit et consolidation de la paix ainsi que développement de son milieu.

L'insécurité sévissant dans la zone expose la femme et la fille à plusieurs formes de violences. Des viols sont commis régulièrement par les groupes armés qui sillonnent dans cette zone. L'insuffisance des structures locales d'alerte précoce et de prise en charge aggrave les conditions de vie de la femme.

Résultat 5.1 – Prévalence des normes sociales nocives qui contribuent à perpétrer les VSBG réduite	Etat 
---	--

Une étude CAP⁶⁵ couplée par la recherche action participative a été menée dans la zone du projet en 2018 et le rapport a été complété pendant ce semestre (**une copie en annexe**). Ainsi le rapport de cette étude couplé

⁶⁴ D'une part les stéréotypes, préjugés et normes sociales négatives et discriminatoires à l'égard de la femme qui la laissent dans une position de subordination relativement à l'homme et donc empêchent son développement en tant qu'acteur actif dans la société (bas niveau d'éducation, faible accès aux opportunités économiques et aux postes de prises de décision) et de l'autre l'insécurité permanente qui caractérise la ZP et dont la femme est particulièrement exposée.

⁶⁵ Indicateur 5.1.1.a du cadre logique

par la RAP a démontré que les us et coutumes font partie des pratiques qui continuent à discriminer les femmes dans la prise de décisions et la gestion de la chose publique.

Parmi les grandes recommandations, le rapport a mentionné :

1. Rétablir la sécurité et l'autorité de l'État dans les zones affectées par les conflits
2. Améliorer la qualité de la prestation des services aux victimes
3. Soutenir le système judiciaire et combattre l'impunité
4. Renforcer la sensibilisation, le dialogue communautaire et la réconciliation afin de consolider la paix et réduire les violences basées sur le genre au sein des familles et des communautés
5. Application effective de la législation et des politiques en faveur de la promotion des droits des victimes et de l'égalité des sexes
6. Travailler avec les hommes pour la prévention des violences basées sur le genre
7. Travailler avec les jeunes hommes et les jeunes femmes sur la prévention des violences basées sur le genre
8. Lutter contre la pauvreté, le chômage et améliorer le pouvoir économique des femmes

Il a été donc question que SOFAD et les structures communautaires recommandations afin d'identifier les activités qui devraient faire partie d'un plan d'action axé sur le genre au niveau provincial. Trois grandes activités ont été vont servir comme base des activités d'objectif 5 pendant la période d'extension sans coûts :

1. Renforcement des capacités des femmes dans le dialogue communautaire et intercommunautaire, pour la consolidation de la paix et la mise en œuvre de la Résolution 1325
2. Renforcer et mettre en place des mécanismes communautaires de la Résolution 1325
3. Appui initiatives de paix soutenues/gérées par les femmes

Au début du projet, 42% des répondants à l'étude de base ont dit que leur connaissance du code de la famille n'était pas bien ou qu'ils ne sont pas surs (39%) du contenu du code de la famille. Seulement 13% ont dit que leur connaissance de code de la famille est bien ou assez bien. Pendant ce semestre, le projet a observé une augmentation de 37 chefs d'avenues recensés lors d'une première campagne de sensibilisation des communautés sur les droits de la femme et contre les VSBG en décembre 2018 aujourd'hui et s'observe une collaboration étroite entre les autorités locales et les femmes dans la promotion de leur droit, une pratique qui n'était pas jadis acceptée par les membres des communautés notamment les hommes, mais à travers les vulgarisations, les jeunes hommes et hommes apportent leurs apports à ces chefs femmes pour la réussite de leurs missions. Pendant ce semestre, 3 campagnes additionnelles⁶⁶ ont été organisées pendant la période de rapportage, avec comme objectif de réduire les barrières qui empêchent une pleine émancipation de la femme et qui sont à la base des violences faites à son égard mais aussi encourager des bonnes pratiques dans les relations de genre dans les communautés et au sein des ménages.

En parallèle, 850 membres des communautés issues de différentes catégories sociales et (459 femmes, 391 hommes) ont augmenté leurs connaissances des nouvelles dispositions de la loi 16/008 du 15 juillet 2016 modifiant et complétant la loi 87-010 du 1Aout 1987 portant code de la famille à travers des séances de vulgarisation du nouveau Code de la famille ont été tenues à l'université d'Uvira, dans des écoles secondaires de Lemera, Kamanyola et Itombwe et dans des églises dans le secteur d'Itombwe, dans les chefferies plaine de la Ruzizi, chefferie de Bavira et dans la chefferie de Bafuliiru. On a conscientisé les jeunes filles, garçons et leurs parents sur les sujets d'héritage des biens, partages équitables des travaux managers et la considération de la jeune fille sur la gestion de la chose publique. Étant un projet qui exécuté au niveau des entités coutumières, il est souvent difficile que les jeunes hommes et les chefs coutumiers acceptent que les femmes jouissent aussi des responsabilités coutumières.

Résultat 5.2 – Les relations de genre au sein des ménages et communautés de la zone prioritaire s'améliorent et contribuent à réduire le VSBG	Etat 
--	--

⁶⁶ Indicateur 5.1.1.b du cadre logique

Au début du projet, parmi les 435 répondants à l'étude de base, 60% ont dit que les travaux ménagers ne sont pas partagés équitablement entre les femmes/filles et les hommes/garçons. Parmi les répondants dans les FGD, les exemples mentionnés sont que la femme est encore très seule quand il s'agit de cuisiner et de faire la vaisselle. Aujourd'hui, les femmes des âges différentes sentent plus confiantes de s'exprimer devant des hommes, par exemples dans les réunions communautaires. Par exemple, pendant ce semestre, une tribune d'expression⁶⁷ été organisé à Uvira en mai 2019 avec les jeunes filles et garçons des différentes communautés provenant des différents sites de la zone prioritaire pour les donner un espace d'échange avec les autorités pour exprimer leurs préoccupations sur le plan sécuritaire mais aussi la situation des femmes/filles au sein de leurs communautés et formuler des recommandations sous forme d'un cahier de charge, afin d'améliorer les conditions globales des femmes/filles (participation politique, renforcement économique,...). Cette activité a permis aux autorités et aux jeunes des prendre des engagements pour l'amélioration de la participation politique des femmes et pour renforcer le plan sécuritaire avec les recommandations des jeunes. Certains autorités ont noté après l'activité qu'ils avaient étonné par la maturité des jeunes filles et jeunes garçons quand ils se sont exprimés et qu'ils (les autorités) n'ont pas prise en considération le fait que les filles et les garçons peuvent avoir des perceptions différentes du concept « de la sécurité ».

Un facteur clé pour la réussite de ces changements d'attitude est le travail des groupes de dialogue sur les genres, 20 groupes⁶⁸ des leaders femmes et hommes communautaires (400 membres, 20 participants par groupe ; 8 hommes et 12 femmes par groupe) qui débattent sur la problématique des comportements et attitudes discriminatoires à l'égard des femmes et filles. Ces comportements sont une source importante des violations des droits des femmes et filles. Ce semestre, les groupes de dialogues ont débattu l'égalité entre les hommes et les femmes en vue de permettre l'amélioration des relations de genre au sein des ménages et dans la communauté. Il s'observe ainsi au niveau de ménage un partage équitable des travaux ménagers entre les jeunes hommes et les jeunes femmes mais aussi une augmentation des femmes qui héritent et qui ont accès à la terre.

96 émissions radio ont été diffusées⁶⁹ ce semestre sur le genre. La poursuite des émissions radios sur les pratiques discriminatoires, les droits de la femme ainsi que les activités spécifiques liées au genre dans le cadre du projet. Elles sont diffusées à travers des radios communautaires comme celle de Kamanyola, Lemera ou Mijas d'Uvira. Cette activité continue permet aux personnes éloignées des groupes de dialogues et non invitées aux activités réalisées par SOFAD d'avoir une connaissance sur les violences basées sur le genre et mettre en pratique les mesures préventives cette pratique dans la société. Ainsi, à travers ces radios, les émissions radios sont produites une fréquence de deux fois par semaine, 24 émissions mensuellement. Ces émissions ont été diffusées pendant quatre mois car le budget de ces activités étaient sous-estimés.

Défis et mesures de mitigation

Le défi majeur de cet objectif pendant le dernier semestre était de maximiser le travail du seul partenaire qui travaille sur cet objectif (SOFAD) pour avoir un impact important sur des questions de genre qui persistent depuis beaucoup des années dans la zone et font partie d'une transformation générationnelle des attitudes et approches. Entre juillet et décembre 2018, le projet a constaté la nécessité de travailler à un niveau plus « » ça veut dire intégrer plus activités de plaidoyer et travailler avec des autorités au niveau territorial et provincial pour avoir plus d'impact. Pour traiter cette question, nous avons travaillé avec le ministre du genre (voir l'encrage institutionnel ci-dessous) pour identifier des stratégies et des activités ensemble, en utilisant le rapport RAP pour orientation aussi. Cependant, nous avons constaté le besoin de continuer à faire les activités de sensibilisation au niveau communautaire aussi pendant cette période pour avoir des changements pas seulement au niveau politique mais pour assurer que les messages et activités de plan d'action de ministre sont bien reçu, compris et approprié au niveau communautaire. Sans ce changement au niveau communautaire, le plan va rester quelque chose imposé et théorique. Le travail aux deux niveaux est limité par le fait qu'il y a un seul partenaire qui travaille sur l'objectif 5 et que, à part des activités de plaidoyer, SOFAD les autres partenaires de consortium genre dans leurs activités à travers

⁶⁷ Indicateur 5.2.1 c du cadre logique

⁶⁸ Indicateur 5.2.1a du cadre logique

⁶⁹ Indicateur 5.2.2 a du cadre logique

les autres objectifs.

Pour répondre à ce défi, le projet va coordonner avec les autres organisations et réseaux dans les activités de plaidoyer et sensibilisation, comme Réseaux des Femmes et les membres constitutifs qui sont opérationnelle dans la zone, pour lever sur les résultats de leur travail et planifier des activités dans un peut consolider ces résultats.

Coordination

Alert accompagne le partenaire local SOFAD qui est responsable du mouvement Rien Sans Les Femmes (RSLF) dans la zone. Quelques activités ciblées sont menées en coordination entre les groupes de dialogues et le mouvement RSLF qui rassemble la majeure partie des femmes activistes dans la zone prioritaire. Il est aussi à noter les activités sur le plan triennal sur le genre qui sont menées conjointement avec le Ministère du genre. Ces efforts de coordination essayent d'identifier qui fait quoi et comment ainsi que les possibilités de la création des synergies entre les différents acteurs. Au niveau local, les groupes de dialogue ainsi que le mouvement RSLF organisent des réunions d'harmonisation et des compréhensions des actions, les stratégies et les outils en vue d'enrichir la qualité des résultats. Au niveau stratégique, le consortium collabore aussi avec les expertes genre du STAREC, de la section Droit de l'Homme de la MONUSCO et de l'UAS pour essayer de définir les actions à mener en synergie.

Encrage institutionnel

Les autorités locales étatiques et coutumières sont toujours impliquées dans toutes les activités menées dans cet objectif et elles sont sensibilisées et formées aux sujets liés aux VSBG. Néanmoins, après ce semestre un focus sur l'appropriation des activités pour assurer la pérennisation des actions par les autorités sera défini.

SOFAD a réalisée avec le Ministère du genre un forum de vulgarisation du plan d'action à Uvira dont 95 personnes (60 femmes et 35 hommes) sont venues participer en présence du Ministère du genre, enfant et famille, le haut-commissaire ayant en charge la justice, la chef de division du genre ainsi qu'en présence de toutes les chefs des services genre territoriaux de la province. Ce plan d'action triennal est inclusif car il définit les orientations visant à garantir l'équité et la participation de tous et couvrent toutes les thématiques liées à la promotion des droits et à l'amélioration du statut des femmes et jeunes filles, mais aussi il va permettre de mieux coordonner les interventions et d'évaluer leur impact sur l'amélioration de la situation de la femme et de la jeune fille. Et surtout le changement des comportements des communautés en matière de violences sexuelles et basées sur le genre pour plus d'efficacité et d'efficience. En effet la présence du Ministère du genre et de la division du genre à l'activité approuvé à à suffisance l'appropriation de l'activité par les autorités qui pourront accompagner les membres des communautés après la fin du projet.

C'est pourquoi la SOFAD en collaboration avec le ministère de genre, et enfant organisé un grand atelier de renforcement des capacités des femmes leaders issues de toutes les couches socio-culturelles de la zone prioritaire en vue de leur permettre une participation à des processus compétitifs de représentations politiques et publiques. Au total 35 femmes leaders ont été formées et capacités féminin, mais aussi sur les mécanismes de soutien leur permettant de participer au processus compétitif de représentation politique dans leurs milieux respectifs. Ce qui est important à l'issue de la formation est qu'elles ont pu mettre en place un comité territorial du réseau des femmes politiques dans la zone prioritaire du projet.

Le projet travail avec les services genre au niveau du territoire et des chefferies/secteur et du Ministère provincial de Genre avec comme rôle d'adopter et d'intégrer ces activités dans le portfolio des projets du Ministère du Genre et de leurs poursuivre après le projet. Bon nombre d'activités sont alignées avec le Plan d'Action Triennal Provincial du Secteur Genre, comme planifié, il sera dans l'intérêt de Ministère de continuer de suivre ces activités.

Les activités qui ont été réalisés au courant de cette période aux membres des communautés de mettre ensemble des petits comités de suivis pour les actes d'engagements des autorités lors de la campagne de sensibilisation et de la tribune d'expression populaire. La participation des autorités coutumières et les différents notables ainsi que les services étatiques renforce l'encrage de nos activités et groupes dans la zone prioritaire.

Questions de genre

Pendant le dernier semestre, le projet a utilisé des stratégies différentes pour atteindre des résultats sur les questions genre. La stratégie principale est de renforcer les capacités des femmes d'être des leaders et des personnes influentes dans leurs rayons d'action, raison pour laquelle le projet a ciblé certaines femmes leaders à travers les différents piliers et est en train de planifier des activités pour renforcer leurs capacités de leadership (voir produit 5.1.1 ci-haut).

54,6% des participants des activités d'objectif 5 ce semestre ont été des femmes et 45,4% des hommes.

Cependant, le projet a noté que certaines femmes leaders parmi les structures sont toujours impliquées dans les activités sociales et communautaires dans leurs régions – elles ont la confiance de s'impliquer et donc elles se trouvent dans plusieurs structures. Même si ça montre une forte participation de ces femmes, le projet est conscient d'être inclusif et assurer que ces femmes représentent les différentes femmes dans la communauté (par exemple les communautés ethniques différentes ou des femmes de différentes couches sociales et économiques). Pendant le prochain semestre, nous allons accompagner ces femmes leaders inspirer des autres femmes dans leurs communautés et à devenir des exemples pour des jeunes femmes ou des femmes marginalisées qui n'ont pas la confiance de s'impliquer dans plusieurs activités. On peut travailler avec les femmes membres des UCS par exemple et les femmes jeunes de Kagando pour voir comment les femmes leaders impliquées dans la gestion de ces structures peuvent encourager les autres à devenir des leaders.

A part cette stratégie, le projet a impliqué beaucoup d'hommes dans la communauté pendant le semestre passé dans ce processus de transformation, pour créer un environnement favorable pour le renforcement de la participation des femmes et la réduction de VSBG. Par exemple, à travers les tribunes d'expression les hommes et les femmes ont été encouragés à s'exprimer et une diversité des vues et des perspectives ont été encouragées ; SOFAD a ciblé seulement les leaders « positifs » mais aussi a essayé d'impliquer des « », par exemple à travers certaines institutions coutumières et certains institutions religieuses (il faut noter que dans ces institutions il y a aussi des leaders positifs, pas seulement des). Leur implication devant une centaine des membres de la communauté à influencer certains parmi eux de reconsidérer leurs positions ; SOFAD les a identifiés et va continuer à les accompagner pendant les 3 mois suivants pour les encourager à transformer leurs approches. L'importance de ces fora publics a été noté par le fait que beaucoup femmes participantes se sont exprimées librement sur les cas de VSBG sont victimes en dégageant les causes et les moyens d'en faire face.

Pendant une prochaine phase du projet, il serait intéressant d'explorer plus le facteur d'âge comme un facteur transversal dans ces activités la transformation des attitudes genre ; à travers les analyses anecdotiques faites par le projet, ce seulement hommes qui sont des pour ces activités, mais certaines femmes aussi. De plus, le rapport RAP a souligné l'importance de voir la marginalisation des jeunes hommes dans certaines pratiques sociales et économiques (comme la gestion des terres) et l'impact de cette marginalisation sur leurs idées de la masculinité et leurs rôles dans la famille et la communauté. Le projet n'a pas le temps d'exploiter ces questions mais va élaborer une stratégie genre plus élargir dans la proposition d'une phase II du projet pour bien financer ces types d'activités.

Leçons apprises

Pendant le semestre, le projet a mis plus d'accent sur la collaboration entre les comités de gestion des groupes de dialogue genre et les autres structures mises en place par le projet à travers les autres objectifs. Par exemple en identifiant des femmes leaders à travers tout le projet. Cependant, nous avons déjà identifié comme défi la pérennisation des échanges et collaboration entre ces femmes qui se trouvent dans des endroits différents dans la Plaine et dans les hauts plateaux et qui viennent des différentes (et donc parmi certains d'entre eux il y a méfiance intercommunautaire). Après avoir identifié ces femmes leaders, pendant les six mois suivants, le projet va focaliser sur le réseautage de ces femmes à travers des objectifs différents pour qu'elles aient une structure d'appui après la fin du projet et intègrent des séances sur la sensibilité aux conflits pour traiter des questions de méfiance liées à l'ethnicité et travaillent avec les autorités locales et provinciales pour appuyer leur encadrement dans le réseau qui sera établi.

Les femmes peuvent participer activement à la stabilisation de la zone prioritaire si et seulement si elles

sont renforcées en capacité plusieurs notamment sur le Leadership féminin et la citoyenneté, contrairement aux croyances de passivité des femmes dans la recherche de paix dues aux us et coutumes de la région. » Lors d'une animation d'un groupe de discussion dont quatre femmes chefs de quartier de la ville d'Uvira ont pris part, celles-ci ont déclarées que les femmes constituent de grandes sources d'informations sécuritaires. Elles disent que plusieurs dénonciations de cas de banditismes, de porteur d'armes illégal dans la ville d'Uvira sont faites par femmes ; mais celles-ci les font souvent à travers leurs maris : elles rapportent à leurs maris les cas suspects qu'elles ont remarqués, ces maris à leurs tours partent rapporter la nouvelle aux services de sécurité. Ces hommes en se présentant devant les autorités, ne disent pas que l'information a été livrée par leurs femmes, en justifiant protéger leurs femmes. Mais aussi, les femmes ont peur de s'exposer, en plus étant donné les pesanteurs coutumières, elles ne peuvent faire de déclarations sécuritaires aux tiers, moins encore en public. Cette donne explique pourquoi on croirait que les femmes sont passives dans la gestion de la sécurité de leurs milieux. En impliquant les femmes leaders capacité dans la gestion de la sécurité, celles-ci peuvent bien travailler dans la dénonciation de cas d'incivisme, d'insécurité de la zone prioritaire.

Durant ce semestre, la ville d'Uvira a connu plusieurs cas de banditisme, de vols à mains armées et tueries. Les autorités ont mis en place plusieurs mécanismes pour palier à ce souci, notamment en encourageant les dénonciations de malfrats, en interdisant la circulation des motos après 20 heures.

de succès

Titre : *leadership féminin à Luberizi*

« Je m'appelle ADELA BADETWA SIFA, j'ai 41 ans, de la communauté Fuliuro, mariée, mère de 6 enfants, je me suis limitée en 3^e des Humanités. En effet, depuis mon enfance, je me révoltais contre la discrimination de la femme, j'ai grandi dans un environnement où une femme/fille ne pouvait rien dire devant les hommes selon nos us et coutumes Fuliuro. Dieu a permis que je puisse me marier à un Directeur d'une école primaire, une de grande personnalité du milieu. Lors de l'activité de « Campagne de sensibilisation sur les droits de la femme/fille et leur implication dans les instances de prises de décisions » organisé dans mon village, les membres de la communauté ont parlé de moi aux animateurs de la SOFAD étant une femme qui plaide pour la défense de gens quand ils sont arrêtés arbitrairement ou non. J'ai été invitée à participer à cette campagne et les thèmes exposés ont suscité en moi une impulsion de leader et ont engendré en moi des idées novatrices je peux contribuer au maintien de la paix tant que femme. Les membres du groupe de dialogue de Luberizi venaient de temps en temps m'encourager dans ma lutte sur le droit de la femme. En d'octobre 2018, on devrait procéder à l'élection du chef adjoint de mon avenue, les membres du groupe de dialogue, accompagnés par la SOFAD dans le cadre du projet TUJENGE PAMOJA KWA ANJILI YA AMANI, sont venus me voir, m'ont sensibilisé et encouragé à briguer le poste de chef adjoint d'avenue de mon quartier. En moi je n'avais pas d'ambition extériorisée. Et le jour du vote, les membres du groupe de dialogue ont mobilisés la population, surtout les femmes de l'entité à venir voter massivement pour moi, car chez nous pour de telles activités, les femmes sont négligentes et ne se présentent pas, croyant que l'affaire ne les concerne pas. De moi-même, je n'avais aucune idée de réussite et d'ailleurs c'était difficile voire impossible pour une femme/fille de diriger une entité administrative, diriger les hommes c'était tabou pour moi. Grâce à l'implication et accompagnement des membres du Groupe de Dialogue, j'ai eu la motivation de briser la peur, les stéréotypes, préjugés, les normes sociales nocives qui visent à considérer les femmes/filles comme des incapables, inférieurs aux hommes.

Aujourd'hui, je suis devenue le chef d'avenue adjoint, élue, j'ai une nouvelle image de la femme, je participe à des réunions de sécurité de mon village. Mes chefs ont confiance en moi, contrairement aux autres chefs masculins, qui de fois sont soupçonnés de s'être compromis dans de dossiers louches, car je m'arrange pour ne pas exposer mes faiblesses et ne pas être ridiculisée par les hommes. La population de mon entité recourt à moi sans crainte en cas de besoin. Au mois de Décembre 2018, j'avais aussi eu le privilège de bénéficier de la formation sur la vulgarisation et les techniques de vulgarisation du nouveau code de la famille, je m'attèle à mon tour à sensibiliser et vulgariser ce code aux habitants de mon entité.

Ma dernière intervention, fut celle de l'arrestation des deux femmes allaitantes de mon avenue par les FARDC : Deux jeunes garçons, écoliers de l'école primaire, de moins de 18 ans dont l'un d'entre eux avaient connexion avec les groupes armés, ont fait l'école buissonnière et sont partis voler dans une case appartenant à un militaire FARDC en trouant le mur construit en pisé De tous les effets se trouvant dans la maison, seule l'arme les avaient intéressé et ils l'ont emporté, le militaire étant absent de sa maison. Ce

militaire est parti se plaindre dans leur bureau du vol de l'arme. En se renseignant, les membres de la communauté ont informé les FARDC que ce sont les deux enfants qu'on a vu avec une arme la journée. Les militaires sont partis terrorisés les mères de ces enfants car leurs maris, informés d'avance avaient déjà pris fuite, ces femmes ont passé toute la journée au bureau des FARDC et ont subi de menace pour qu'elles s'arrangent à restituer l'arme. Les FARDC m'ont contacté j'ai plaidé pour la libération de ces femmes car elles n'étaient pas coupables et avaient de bébés dans les bras qui allaitaient, donc ne pouvaient pas passer la nuit au cachot, j'ai sensibilisé les militaires à ne pas les tracasser (les disaient que ce sont nos propres enfants devenus Maï-Maï qui créent de l'insécurité chez nous) Je me suis le retour de l'arme du gouvernement : j'ai conscientisé les membres de la famille du garçon qui fréquentait les groupes armés, lendemain, ils sont montés dans les montagnes à la recherche de leur fils et l'arme a été récupérée et restitué après deux semaines aux FARDC. Sur mon appel, les enfants aussi sont village, je les ai confiés aux animateurs de Save The Children qui les encadrent jusqu'aujourd'hui. J'interviens dans plusieurs cas d'insécurité et suis maintenant connue par les services de sécurité de notre groupement. Je suis devenu une proche collaboratrice des autorités coutumières et administratives établies dans mon groupement pour les échanges des informations sur la paix et la sécurité de notre entité.

Jusqu'aujourd'hui, SOFAD à travers les membres de groupe de dialogue, ne m'ont pas abandonné, je continue à bénéficier de leur appui dans divers domaines, elle vient de faire de moi une vraie leader qui apporte sa contribution tant soit peu dans la stabilisation de son village ».

Mme ADELA BADETWA SIFA, Mufuliiru, 41 ans, Chef d'Avenue adjoint Kabangira, Village Nyamugali dans le groupement de Luberizi

PARTIE 2 – PERCEPTIONS D'IMPACT

2.1 Sur la base des changements qui se sont produits au niveau de chaque composante (produits et résultats dans chaque objectif spécifique), quel type d'impact au niveau de projet vous pensez avoir atteint ?

Objectif I : Dialogue démocratique

La signature de l'acte d'engagement entre les 5 communautés clés touchés par le conflit de Bijombo par suite du processus de dialogue a marqué un changement d'attitude important dans le contexte des hauts plateaux.

Voir 2.2 ci-dessous : comment et jusqu'à quel point est-ce que vous estimez que le projet dans son ensemble est en train d'influencer les dynamiques de conflit sur lesquelles il est supposé intervenir

Objectif II : Gouvernance foncière

Le projet est en train de contribuer aux résultats importants lié à la gestion foncière à travers le processus de réforme de la politique foncière et les cartes foncières produites. Comme déjà expliqué ci-haut les activités de restitution de la politique foncière ont été organisé pendant un moment stratégique dans ce processus, quand le comité de travail au niveau national politique est en train de solliciter dessus le contenu de la politique. Les questions liées à la terre sont très sensibles et des facteurs importants dans l'évolution des conflits dans la zone prioritaire, à cause des liens entre la perception d'identité, le pouvoir politique et économique et la gestion des terres dans la zone. De plus, la gestion de la terre a évolué dans des manières différentes dans les régions différentes de la zone, et dans l'est de la RDC si on fait une comparaison de gestion des terres dans des autres provinces de la RDC. L'influence des structures coutumières et l'influence de mouvement des populations et biens ont eu un impact sur comment certains communautaires gèrent la terre et comment certains conflits fonciers ont évolué. La question est aussi liée au dualisme de pouvoir qui a un impact sérieux sur la division et gestion de pouvoir dans la zone, et la gestion des conflits. Donc, le fait que le projet a réussi capter ces nuances à travers des séances participatives pendant le semestre et les présenter directement dans une conférence par le Ministre des était important et stratégique. Les partenaires IFDP et ADEPAE, ont participé dans des groupes de travail et vont continuer leur plaidoyer sur ce sujet dans les mois suivant à partir des réseaux influents comme CONAREF, au sein duquel IFDP est un membre. Étant

donné l'importance de l'influence de la terre sur les conflits dans la zone, cette nouvelle politique a la potentialité de résoudre des moteurs de conflit et changer les dynamiques des conflits dans les hauts plateaux et dans la Plaine de la Ruzizi.

Les cartes foncières donnent et aux membres communautaires des outils à résoudre finalement des conflits récurrents qui ont persisté dans la zone prioritaire depuis des années. A travers ces cartes, qui sont reconnues par tous les membres de la communauté et les autorités locales grâce au processus d'élaboration participative, et les certificats qui sont issus, les cartes, les limites des parcelles sont fixées en permanence. La forte implication des autorités coutumières et étatiques (à travers le cadastre et les équipes de reconnaissance) dans ce processus a permis la production des cartes, et le processus de la cartographie de commencer d'être institutionnalisé à un certain niveau. Cela représente un résultat important dans le contexte de la Plaine de la Ruzizi où les conflits fonciers sont parmi les conflits les plus la zone.

Objectif III : Gouvernance sécuritaire

Avant le projet, 5 groupes armés étaient de Kigoma et de Lemera, mais grâce aux efforts de sensibilisation et le plaidoyer menés par les structures pour le renforcement de la présence de l'armée, il y a seulement 2 qui restent actifs dans la zone et considérés comme la cible des deux UCS. Il est à noter aussi que dans les 36 villages qui composent le groupement de Kigoma, grâce au plaidoyer fait par les membres des UCS en collaboration avec le CLSP et le forum du groupement qui est constitué par des personnes influentes de la zone, 18 ont déjà une présence des FARDC.

Dans le mois de septembre 2018, 10 villages qui entourent le village Kigoma étaient caractérisés par l'insécurité grandissante et vidaient population mais grâce aux séances des sensibilisations auprès des groupes armés pour leur désengagement et le respect des droits humains, cette situation a changé. En effet, après ces séances de sensibilisations auprès des éléments des groupes armés, une campagne de sensibilisation auprès des déplacés de Kigoma a été faite à Sange et les villages voisins, il s'observe ainsi sur les 10 villages, 6 villages connaissent le retour de la population.

Autres structures ont noté à Kigoma à cause du projet Tujenge étaient :

- Avant le projet, il y avait une fréquence d'au moins 5 cas de vols par semaine ; aujourd'hui les structures communautaires notent qu'il y a peut-être 1 ou 2 cas chaque 2-3 mois.
- Avant l'implémentation d'un projet dans une zone caractérisée par l'insécurité, les membres des UCS discuté avec les éléments des groupes armés pour leur expliquer sur l'importance du projet
- Une nouvelle route agricole est en train d'être ouverte par le gouvernement pour connecter le village auprès des autres et cela sans beaucoup d'intimidation de la part des éléments des groupes armés grâce à l'implication directe de UCS.

Depuis le début du projet jusqu'aujourd'hui les UCS Kigoma et Lemera travaillent en coordination/synergie en s'appuyant au CLSP de la chefferie de Bafuliuru et sont arrivés à faciliter la démobilisation de 49 éléments des trois groupes armés et 14 enfants soldats du groupe armé Kihebe et qui ont été remis en suite à TPO et contrairement à celui d'Uvira qui a son actif 1 seule élément avec une arme.

Objectif IV : Cohésion sociale et relance économique

Pendant la période de rapportage, nombreux cas ont été identifiés concernant les jeunes associés aux groupes armés et les activités socio-économiques réalisées. En effet, à Kala, au sein de la coopérative des démobilisés, un jeune faisant partie d'un groupe armé (voir l'histoire de succès du pilier 3) a été attiré par les réalisations et les histoires de la briqueterie de Kala et s'est persuadé à se désolidariser pour rejoindre les autres jeunes de la briqueterie. Soulignons que jeunes démobilisés qui sont impliqués dans les activités de Kala ont un réseau et sont toujours en contact avec des jeunes dans les groupes armés. Ainsi, à travers ces réseaux, et les réseaux des membres d'UCS, il y a un contact direct entre les groupes armés et les activités socio-économiques. Le niveau d'influence de ces activités socio-économiques est confirmé par le témoignage des jeunes qui se sont désolidarisés.

Cependant, pour le moment, les jeunes qui se démobilisent ne sont pas impliqués directement dans les activités socio-économiques du projet ; ils sont transférés au programme DDR de MONUSCO Uvira et après aux activités économiques du programme DDR. Donc la durabilité de ce résultat et la continuation de cet effet dans l'avenir est dépendant de la réussite des activités de programme DDR et sont au-delà du contrôle

du projet. Pour cette raison, le projet va prioriser des activités avec l'état et la MONUSCO sur le programme DDR communautaire.

Objectif V : VSBG

Grâce au projet, il y a plus des femmes dans les positions de prise des décisions ; en effet, il s'observe une augmentation de 37 chefs d'avenues recensées à Kamanyola lors de la première campagne en décembre 2018 à 54. Ça représente un impact important dans le contexte de ce projet ; les chefs d'avenue gèrent les maisons dans leur avenue – elles se renseignent sur les mouvements de personnes dans leur milieu et gèrent des questions et craintes de sécurités locales et salubrité d'avenue, ou les communiquent/référent aux autorités de quartier. Pour être nommé à cette position, les candidates doivent convaincre leurs voisins de leur capacité à gérer des conflits dans une manière juste entre les voisins (par exemple sur des limites des parcelles) et d'être capable à gérer des questions de la sécurité. A part de leurs voisins, ces 54 femmes sont arrivées à convaincre les autres chefs d'avenue et chefs de quartier (la plupart parmi eux sont les hommes) de les nommer et à travailler avec elles pour partager les informations et coordonner sur des questions qui dépassent leur avenue. Ces femmes chefs d'avenue sont devenues des exemples pour les autres femmes et jeunes filles dans la communauté qui ont toujours pensé que c'était impossible d'être nommée à une position comme ça. Selon les témoignages collectés (voir l'histoire de succès d'objectif 5) ces femmes ont la confiance à continuer de chercher des positions de prise des décisions après cette réussite et sont encouragées à postuler pour des autres positions plus importantes, notamment les chefs de quartiers et chef de groupement.

2.2 Sur la base des preuves/données fournies par les indicateurs au niveau des résultats et produits dans chaque composante (objectif spécifique), comment et jusqu'à quel point est-ce que vous estimez que le projet dans son ensemble est en train d'influencer les dynamiques de conflit sur lesquelles il est supposé intervenir ?

L'acte d'engagement était élaboré et signé à un moment important dans le conflit, étant donné qu'il y a toujours des affrontements dans certains quartiers des hauts plateaux, notamment autour de Minembwe. Le fait que les communautés et autorités se sont rassemblés pendant cette période pour la paix a envoyé un message important aux acteurs du conflit qu'il y a des alternatives à la violence. Il y avait certains impacts immédiats de dialogue, notamment l'allocation de plus d'effectifs FARDC dans la zone grâce aux conversations bilatérales tenues entre les représentants Banyamulenge et le Gouverneur de Province, qui ont été rassemblés à travers l'activité. Ce changement a donné aux communautés des hauts plateaux, la confiance que le gouvernement va s'impliquer dans le conflit, chose signifiante dans le contexte, ou l'enclavement de la zone et l'absence des autorités de l'état a contribué à l'instabilité et les attitudes des communautés impliqués dans le conflit.

Grace au dialogue, le nouveau gouvernement provincial a eu l'occasion d'entendre les craintes de toutes les communautés touchées par le conflit et mieux comprendre les priorités et craintes de chacun en élaborant la stratégie de réponse de gouvernement. C'était aussi la première occasion pour ces communautés et certaines autorités territoriales et nationales de se rencontrer et de mettre leurs cahiers de charge devant le nouveau gouvernement provincial. Il y a une forte probabilité que le dialogue va continuer à contribuer aux changements au niveau provincial parce que la sécurité dans la région des hauts plateaux est déjà définie comme priorité de nouveau gouvernement provincial.

Plusieurs participants de dialogue ont aussi noté que le fait que le dialogue a été tenu à Uvira et a eu un impact positif sur la perception des communautés touchées par ce conflit et sur leur perception des autorités de l'état ; ils ont été étonné que les représentants nationaux sont venus de Kinshasa pour participer à un dialogue à Uvira, ce qui est bien perçu dans un zone de conflit chaud et qui a des liens forts avec les activités qui se passent dans les hauts plateaux à travers les communautés déplacées et leaders influentes d'origine des hauts plateaux mais qui se trouvent à Uvira.

Toutes ces perceptions sont importantes dans le contexte de conflit de Bijombo et des hauts plateaux qui a persisté des décennies durant et qui est influencé fortement par des perceptions, des rumeurs et des narratives de division des communautés différentes. Le fait que le dialogue a connu la forte participation des autorités

provinciales et nationales est aussi important dans le contexte de ce conflit, qui se trouve à une frontière perméable avec deux pays voisins avec lesquels la RDC a tensions. Les rapports entre les communautés ethniques différentes et l'état et leur concurrence pour le pouvoir de 50 années passées restent au cœur du conflit. Le fait que le dialogue a réussi d'avoir la participation des acteurs stratégiques (notamment le conseiller au ministre des affaires coutumières et ministre de décentralisation) montre l'importance qui était accordé au processus par des acteurs influents.

PARTIE 3 - ÉTAT D'AVANCEMENT DES ALLOCATIONS BUDGÉTAIRES ET DU PROCESSUS DE GESTION

Le budget du projet avec deux onglets doit être joint en annexe pour compléter cette partie du rapport.

Le premier onglet reprend le budget détaillé de l'ensemble du projet avec deux colonnes supplémentaires ; La première colonne supplémentaire montre la dépense réelle, et la deuxième colonne supplémentaire fournit le pourcentage de la dépense selon le budget prévu.

Dans la colonne narrative du budget détaillé, le partenaire fournira des explications seulement au niveau des résultats, pour expliquer la variation entre les dépenses réelles et les dépenses prévues.

Par exemple : s'il était prévu de tenir trois ateliers au cours de la période de rapportage et le projet en a mené qu'un seul à cause de la situation sécuritaire, cela devrait être expliqué dans la partie narrative, pour que le ST puisse comprendre la variation entre le budget prévu et le budget exécuté.

Le deuxième onglet reprend le budget récapitulatif du projet, et ceci permettra au ST de déterminer la variation entre dépenses réelles et dépenses prévues et le pourcentage du budget dépensé, sur la base des catégories GMS et afin de déclencher le déboursement pour la prochaine tranche. Ceci sera déboursé si le 80% de la tranche précédente a été dépensé.

Des instructions plus détaillées seront fournies dans l'annexe budgétaire, qui sera envoyé au PMO par le ST.

3.1 Commentaires sur l'état général des allocations budgétaires

En cochant la case dans le tableau à côté, veuillez indiquer si les dépenses liées au projet sont en phase (vert plus de 80%), en retard (rouge moins de 60%), ou en décalage (jaune entre 60-80%) avec les allocations budgétaires initialement prévues :



Si les dépenses sont en retard (rouge) ou en décalage (jaune), veuillez expliquer brièvement

3.2 Progrès sur l'utilisation des fonds par résultat et produit⁷⁰

Veuillez fournir votre budget détaillé en pièce jointe en le remplissant comme expliqué par le Secrétariat Technique lors de la présentation sur ce modèle de rapport. (Voir le service de Finance.)

3.3 Commentaires sur les processus de gestion et de mise en œuvre

⁷⁰ Veuillez noter que les informations financières sont préliminaires, en attendant la soumission du rapport financier annuel à l'Agent Administratif.

Veillez commenter sur les processus de gestion et de mise en œuvre du projet, telle que l'efficacité des partenariats de mise en œuvre, la coordination/cohérence avec d'autres projets, toute coopération Sud-Sud, les modalités d'appui, les quelconques activités de capacitation, l'utilisation de systèmes de pays partenaires le cas échéant, le soutien du Secrétariat du PBF et la supervision du Comité conjoint de pilotage (pour PRF seulement). Veillez également mentionner les changements éventuels apportés au projet (quel type et quand), ou si des changements sont envisagés pour le future proche (max 300 mots):

Pour garantir un suivi de qualité, le consortium Tujenge Pamoja est soutenu très étroitement par le Secrétariat Technique et STAREC à travers des réunions très régulières de coordination ainsi que des sur terrain comme deux missions d'évaluation tenu en octobre et novembre dans la Plaine de la Ruzizi et à Uvira. De manière importante, le Secrétariat Technique, en cas de besoin, facilite aussi l'accès aux autorités et aux institutions étatiques, comme les ministères provinciales ou l'administration territoriale (Uvira), ce qui est essentiel pour mieux encrer le projet institutionnellement. Une bonne coordination avec les différents services techniques de l'état, et de nouveau gouvernement provincial et national est en train de s'établir ce qui contribue à la pérennisation des activités ainsi qu'à une meilleure compréhension du projet parmi les autorités de l'état (p. ex : le Gouverneur du Sud Kivu, le ministre de l'Intérieur, l'administration territoriale d'Uvira et le ministère territorial du Plan).

Pour éviter des chevauchements et pour créer des synergies, Alert est aussi en contact régulier avec d'acteurs internationaux, comme VNG, la GIZ ou la Diakonie Allemande, qui planifient d'implémenter des projets dans la ZP ayants du potentiel de compléter les efforts de Tujenge Pamoja. Pendant la période de rapportage, nous avons eu au minimum 3 réunions avec le conseiller technique des activités économiques de GIZ et une réunion avec le conseiller technique du projet Promotion de la Paix qui a commencé en mai 2019. Certains ONGs qui mènent des activités de dialogue dans la zone prioritaire ont participé dans l'activité de dialogue a Uvira, notamment SFCG.

A l'intérieur du consortium, la coordination programmatique avec les partenaires d'Alert se fait principalement à travers des Chargés de Projet des différents objectifs spécifiques, et, de manière plus générale, à travers du Chef de Projet et le Directeur de Programme. La coordination ainsi que l'atelier interne tenu en juin à Uvira a permis de mettre en place le projet de manière efficace et trouver des synergies entre les activités des différentes piliers et partenaires du projet.

PARTIE 4 – EVALUATION DU RAPPORT

Fiche d'évaluation du rapport

A compléter par le Secrétariat Technique

OS	Critères d'évaluation	Evaluation et recommandations	Note
PARTIE 1 – LES PROGRES			
1	Les progrès sont clairement expliqués et ils sont supportés par des preuves (« évidence ») qui dérivent aussi des données collectées	On note des progrès en ce qui concerne la mise en place des structures communautaires de gestion des conflits. En revanche, beaucoup de retard s'agissant des activités de dialogue sur les questions importantes de la zone. Revoir la planification et se focaliser sur des actions réalisables dans le délai qui reste à courir.	1/3
	Les données utilisées comme preuve sont pertinentes et de bonne qualité	Les données chiffrées en termes de nombres sont disponibles et réalistes. En revanche les pourcentages ne sont pas suffisamment rapportés.	1/3
	L'état d'avancement du projet est comme prévu	Non. Trop de retard par rapport aux activités de dialogue démocratique programmées. Revoir les prétentions à la baisse.	1/3
	Les éléments contextuels et transversaux (défis, coordination, genre, encrage institutionnel ; etc.) sont traités d'une façon claire et pertinente	Des efforts de coordination notables avec les partenaires extérieurs. Mais peu de coordination à l'intérieur du consortium notamment en ce qui concerne les approches et méthodologies des partenaires sur des thématiques similaires. Renforcer la coordination interne et le partage de bonnes pratiques. Besoin de renforcer le plaidoyer auprès des autorités pour un meilleur encrage institutionnel et une pérennisation des initiatives.	1/3
2	Les progrès sont clairement expliqués et ils sont supportés par des preuves (« evidence ») qui dérivent aussi des données collectées	Des avancées notables sur la question spécifique des éleveurs et agriculteurs. Mais beaucoup de retard s'agissant des appuis au foncier en général.	1 / 3
	Les données utilisées comme preuve sont pertinentes et de bonne qualité	Début de preuves en ce qui concerne la transhumance et les questions éleveurs-agriculteurs. Mais très peu de concret s'agissant du foncier et de la cartographie.	1 / 3
	L'état d'avancement du projet est comme prévu	Réviser les interventions sur le foncier et la cartographie.	1/3
	Les éléments contextuels et transversaux (défis, coordination, genre, encrage institutionnel ; etc) sont traités d'une façon claire et pertinente	Les défis restent encore à clarifier. Le rôle des services fonciers dans l'approche n'est pas suffisamment perçue.	1/3
3	Les progrès sont clairement expliqués et ils sont supportés par des preuves	Néanmoins, on note des très grandes avancées sur les questions de	1/3

	(« évidence ») qui dérivent aussi des données collectées	rapprochement police population.	
	Les données utilisées comme preuve sont pertinentes et de bonne qualité	Des données intéressantes à mettre en harmonie avec les données globales de HHI	1/3
	L'état d'avancement du projet est comme prévu	Oui. En dehors de quelques points, par ailleurs justifiés.	1/3
	Les éléments contextuels et transversaux (défis, coordination, genre, encrage institutionnel ; etc.) sont traités d'une façon claire et pertinente	Besoin de renforcer davantage l'ancrage institutionnel et les questions de genre. Faire passer le travail des femmes en sensibilisation des groupes armés à une échelle plus macro.	1/3
4	Les progrès sont clairement expliqués et ils sont supportés par des preuves (« évidence ») qui dérivent aussi des données collectées	Important progrès.	1/3
	Les données utilisées comme preuve sont pertinentes et de bonne qualité	Des données intéressantes à mettre en conformité avec les indicateurs.	1/3
	L'état d'avancement du projet est comme prévu	Oui. Dans le cadre d'une éventuelle révision, renforcer ce pilier qui semble produire des résultats.	1/3
	Les éléments contextuels et transversaux (défis, coordination, genre, encrage institutionnel ; etc.) sont traités d'une façon claire et pertinente	Améliorer la coordination avec les autres intervenants travaillant dans ce secteur.	1/3
5	Les progrès sont clairement expliqués et ils sont supportés par des preuves (« ») qui dérivent aussi des données collectées	Les progrès ne sont pas vraiment perceptibles par rapport au cadre logique et au plan de travail	1/3
	Les données utilisées comme preuve sont pertinentes et de bonne qualité	Peut-être pertinentes, mais pas suffisantes.	1/3
	L'état d'avancement du projet est comme prévu	Pas conforme au cadre logique	1/3
	Les éléments contextuels et transversaux (défis, coordination, genre, encrage institutionnel ; etc.) sont traités d'une façon claire et pertinente	Le niveau d'intervention est trop bas pour ce pilier.	1/3
PARTIE 2 – PERCEPTIONS D'IMPACT			
1	Les changements au niveau d'impact sont logiquement déduits sur la base des preuves fournies au niveau des produits et résultats des différentes composantes (objectifs spécifiques).	Des débuts de changement. Renforcer les interventions et les élever à l'échelle plus stratégique.	1/3
2	Les changements des dynamiques de conflit sont logiquement déduits sur la base des preuves fournies au niveau des produits et résultats des différentes composantes (objectifs spécifiques).	Certes on ne peut pas s'attendre à des changements radicaux au niveau des dynamiques de conflits. Mais dans l'ensemble, on note des progrès significatifs sur la transhumance dans quelques localités. Au demeurant les grandes dynamiques identifiées demeurent. Rapporter sur ces grandes dynamiques et expliquer les problèmes et écueils.	1/3
PARTIE 3 : ÉTAT D'AVANCEMENT DES ALLOCATIONS BUDGÉTAIRES ET DU PROCESSUS DE GESTION			
1.	Les dépenses actuelles justifient les progrès envers l'atteinte des produits/résultats	Non pas encore, les explications fournies ne sont pas claires et n'expliquent pas les	1/3

	escomptés	raisons pour le retard ni ce qui est prévu pour les derniers 6 mois	
2.	Les dépenses non-conformes au budget planifié sont justifiées correctement dans la section narrative sur le budget	Même commentaire	1/3
3.	Le taux de mise en œuvre est au moins de 80% permettant de déclencher la mise à disposition de la prochaine tranche.	NA	1/3
NOTE GLOBALE QUALITÉ DU RAPPORT			25/75
Commentaires généraux :			
<ul style="list-style-type: none"> - Comme mentionné auparavant les nombres (%) ne sont pas expliqués scientifiquement et les commentaires sont trop vagues et personnels, - Les progrès sont significatifs dans la gestion des conflits fonciers, avancée dans le dialogue démocratique. En revanche une grande partie du budget a été consacré à ce dialogue et seul le temps permettra de voir si c'était un investissement efficace, - La problématique du genre n'a pas été très bien traitée. Même si les coutumes et la tradition confèrent un rôle particulier à la femme, il nous semble que beaucoup plus d'efforts/activités/créativités auraient pu être fournis pour améliorer la participation des femmes et traiter la question du genre en général. - Il nous semble que peu d'efforts ont été effectués pour la restitution de l'autorité de l'Etat : peu d'infrastructures investies dans ce sens. - Certaines avancées (180 km de routes), ponts, devront être clairement démontrés, <p>Dans l'ensemble, ce rapport ne fournit pas de bons ensembles de données, il ne fait pas références aux indicateurs du cadre logique, il convient de faire la distinction entre les données de l'HHI et le moment où les données collectées par le projet sont citées.</p> <p>Malheureusement, ce rapport présente peu ou pas d'analyse sur la raison pour laquelle les données sont pertinentes et contribuera aux résultats attendus du projet. Le simple fait qu'il y ait des rapports sur un indicateur fait dans le rapport ne signifie pas que le lecteur comprendra sa pertinence pour la réalisation. Le rapport doit être révisé pour inclure une analyse des données et montrer au lecteur pourquoi les données sont pertinentes et comment elles contribuent à atteindre les résultats attendus.</p>			

ANNEXES – CADRE LOGIQUE

(Prière d'annexer le file Excel)

Notes sur le cadre logique (si nécessaire).

A compléter par le partenaire.